



Synthèse des contributions externes à la Convention publiées lors de la troisième phase (6 janvier - 2 février 2020) sur la plateforme contribuez.conventioncitoyennepourleclimat.fr

7 février 2020

**OPEN
SOURCE
POLITICS .**

SOMMAIRE

Analyse des statistiques de participation	3
Résumé des 6 thématiques	5
Méthodologie adoptée pour les synthèses thématiques	8
Synthèse de la thématique “Consommer”	9
Synthèse de la thématique “Se déplacer”	19
Synthèse de la thématique “Se loger”	30
Synthèse de la thématique “Se nourrir”	39
Synthèse de la thématique “Travailler et produire”	47
Synthèse des “Contributions transversales”	57
Liste des organisations qui ont contribué sur la plateforme	72

Analyse des statistiques de participation

Plus courte que la précédente, cette troisième et dernière phase de contribution en ligne a été nettement plus dynamique (49 contributions en moyenne par jour contre 35 en phase 2). Avec 71 nouvelles contributions d'organisations, nous notons également la diffusion de la démarche auprès d'un public élargi. En termes de répartition, les contributions transversales ont représenté 30 % du total, alors que la thématique *Se déplacer* a rassemblé deux fois plus de contributions que les espaces *Se loger*, *Se nourrir* et *Travailler et produire*.

Thématiques	Citoyens		Organisations		Total		%
	Phase 3	Total	Phase 3	Total	Phase 3	Total	
Consommer	207	569	8	20	215	589	16,5 % ↓
Se déplacer	268	723	14	32	282	755	21,1 % ↓
Se loger	131	361	8	21	139	382	10,7 % ↓
Se nourrir	137	405	7	19	144	424	11,8 % ↓
Travailler et produire	143	341	8	17	151	358	10 % ↑
Contributions transversales	424	993	26	74	452	1067	29,9 % ↑
Total	1310	3392	71	183	1383	3575	100 %

Des champs facultatifs sont proposés à l'inscription pour renseigner des données démographiques (genre, âge et région). Une minorité des utilisateurs complète ces informations. Bien que la parité ne soit pas atteinte, on note une progression de la part des propositions effectuées par des femmes (29% environ soit 282 contributions, contre un quart des contributions seulement lors des deux premières phases). 679 contributions ont été postées par des hommes et 16 par des personnes identifiées "Autre". Les 30-49 ans ont une nouvelle fois plus contribué que les autres tranches d'âge (225 contre 3 contributions chez les Moins de 18 ans, 34 chez les 18-29 ans, 193 chez les 50-64 ans et 132 chez les 65 ans et plus) ; les disparités entre les régions se confirment, alors qu'aucune contribution n'a été déclarée depuis la Corse et très peu depuis les Outre-mers.

Répartition des contributions par territoire (pour les auteurs ayant renseigné cette information)

Entre parenthèses, le volume cumulé sur les trois phases de contribution

Auvergne-Rhône-Alpes : 154 (327)	Ile-de-France : 263 (545)	Français de l'étranger : 25 (52)
Bourgogne-Franche-Comté : 91 (119)	Normandie : 17 (53)	Guadeloupe : 4 (6)
Bretagne : 48 (152)	Nouvelle-Aquitaine : 88 (225)	Guyane : 0 (1)
Centre-Val de Loire : 20 (48)	Occitanie : 68 (147)	Martinique : 0
Corse : 0	Pays de la Loire : 50 (92)	La Réunion : 1 (2)
Grand Est : 73 (129)	Provence-Alpes-Côte d'Azur : 30 (103)	Mayotte : 0
Hauts-de-France : 51 (111)		Nouvelle-Calédonie : 0 (7)

Résumé des 6 thématiques

Consommer

207 contributions citoyennes. Les contributeurs, plus nombreux, ont poursuivi leurs réflexions de manière ambitieuse en invitant les membres de la Convention à repenser notre état d'esprit et modèle de société aux moyens de plusieurs outils. La communication est clef pour une partie d'entre eux : elle doit être précise, ciblée sur chaque public, coordonnée aux différentes échelles et efficace. De nouveaux rôles sont estimés nécessaires au sein de la société pour accompagner la transition et protéger les Français contre arnaques et marketing abusif. Parmi ces rôles, ceux qui permettront notamment de lutter vigoureusement contre toutes les pertes énergétiques inutiles, changer nos habitudes de consommation dans la douceur, faire renoncer aux pratiques culturelles les plus absurdes à la lumière de l'urgence climatique et sociale et responsabiliser les consommateurs en leur

donnant une information facilement comparable entre les options possibles. Il convient également de favoriser le lien social et les lieux physiques pour rapprocher les citoyens, de penser différemment la production en insistant sur le long terme et miser sur l'innovation financière, technologique et sociale. Une majorité de contributeurs est ferme : il faut être plus sévère avec les producteurs qui ne jouent pas le jeu et faire de l'Union européenne un levier pour protéger les producteurs vertueux de la concurrence mondiale parfois peu scrupuleuse. Il convient pour beaucoup d'accélérer le passage à une économie circulaire en maniant aussi bien le bâton que la carotte pour faire évoluer les comportements rapidement. Le modèle publicitaire actuel continue d'être attaqué, considéré comme un concentré des injonctions contradictoires qui traversent la société française. De nombreuses alternatives à la taxe carbone sont imaginées sous des formes variées. Enfin, les contributeurs invitent à réfléchir aux sujets qui fâchent de manière sereine et dédramatisée : les excès carbone du numérique, encore trop méconnus en France, les options possibles sur le plan énergétique toutes imparfaites ainsi que la question démographique. Enfin les contributeurs prouvent leur détermination à soutenir pleinement la Convention dans un esprit constructif en avançant le travail au maximum en donnant des pistes de méthodologies éprouvées, en relayant des contributions recueillies lors du Grand débat ou encore en commentant la priorisation des premières pistes évoquées par les membres de la Convention.

268 contributions citoyennes. Les contributeurs sont plus nombreux que la dernière fois sur ce sujet déclencheur de la dynamique de la Convention. Les réorientations à envisager sont multiples : rediriger ou créer des aides dédiées à la facilitation de la transition, revoir les principes d'aménagement du territoire pour les rendre compatibles avec l'urgence écologique ou encore réfléchir à de nouveaux modes de transport afin de diversifier les options disponibles. Des contraintes fortes pour juguler les incohérences sont mises sur la table, notamment dans le secteur aérien ou encore en décentralisant davantage les prises de décision. Pour cela, il convient d'introduire des améliorations des procédures démocratiques et de réfléchir à des mesures ultra-ciblées pour baisser les émissions des déplacements. Un plan global est suggéré concernant les deux-roues et au-delà l'annonce préventive de nouvelles normes et taxations afin d'orienter et de contraindre rapidement mais de manière acceptable les évolutions individuelles et collectives. Pour cela, les contributeurs appellent à revoir l'organisation des politiques publiques et du secteur privé, redoubler de pédagogie pour améliorer la diffusion de l'urgence écologique et de nouveau, limiter l'usage de la publicité la plus nocive. Afin d'impulser cette transformation globale touchant tous les secteurs de la société, il est impératif pour beaucoup de financer la recherche pour trouver de nouvelles solutions et ringardiser le concept de voiture individuelle. Pour beaucoup, la transition écologique se fera sur le renouveau du transport ferroviaire, le développement des transports en commun pour se déplacer sur de longues distances et le développement des mobilités douces comme le vélo pour les plus courtes. Les contributeurs semblent très majoritairement confiants dans la possibilité d'une transition inclusive, à condition que chaque acteur en présence y mette des moyens et de la bonne volonté.

Se déplacer

Se loger

131 contributions citoyennes. Sur la question du logement et plus généralement du thème de l'habitat, les contributeurs ont poursuivi leurs réflexions en se situant à plusieurs échelles. En partant du niveau citoyen, ils ont témoigné des escroqueries constatées notamment auprès des publics les plus vulnérables. En partant du niveau stratégique, ils ont réfléchi de façon plus globale à la façon de s'attaquer à ces enjeux sensibles dans la mesure où certains Français n'ont pas encore de toit au-dessus de leur tête. La politique énergétique et son optimisation tant à l'échelle nationale que locale est analysée. De nouveaux outils de mesures sur la question épineuse du diagnostic énergétique sont proposés afin qu'un ensemble de mesures possibles pour optimiser l'isolation, mieux gérer le chauffage, protéger la biodiversité, utiliser des techniques alternatives et prometteuses pour

accélérer la transition, et de manière générale inciter particuliers, entreprises et société civile organisée à se mobiliser pour rénover ou construire de façon plus durable et sommes toutes plus agréable. La lutte contre le mal-logement des plus démunis est au cœur des préoccupations. Les contributeurs proposent notamment de promouvoir de nouveaux modes d'habitat qui favoriseraient davantage de lien social pour une répartition plus équilibrée, plus verte et plus inclusive des Français sur le territoire afin de végétaliser plutôt que minéraliser davantage un territoire qui souffre de l'artificialisation de ses sols. Dans le même sens, l'Etat est appelé à donner l'exemple et montrer le chemin en améliorant sa propre empreinte énergétique à tous les niveaux pour être un levier exemplaire à l'égard de toutes les organisations et citoyens qui l'observent.

137 contributions citoyennes. Bien que le nombre de contributions déposées dans cette catégorie ait baissé, celui des contributions dédiées à la promotion d'une agriculture diversifiée et au déploiement de mesures spécifiques à cet objectif a de son côté augmenté (30% des contributions). Les propositions insistent sur la nécessité de financer cette transition pour un modèle d'agriculture soutenable et local en réorientant massivement les incitations et soutiens auprès des producteurs. Plus globalement, il faut selon certains contributeurs repenser l'aménagement urbain et rural pour mettre en place plus d'agroécologie et de permaculture. Les citoyens, devenus plus exigeants, et notamment les plus jeunes, doivent être équipés - tout comme les décideurs - d'indicateurs plus fiables pour prendre les décisions optimales d'après la situation. Il convient dès lors d'améliorer l'encadrement juridique de la transition et des instruments de mesure à la hauteur des enjeux. C'est bien la chaîne de production dans son intégralité qui doit être reconsidérée pour beaucoup, afin d'impulser une transformation collective dans laquelle seraient impliqués agriculteurs, citoyens, et tous les corps intermédiaires entre le producteur et le consommateur final - tous devant être des alliés plutôt que des concurrents. La nécessité d'une communication efficace tout comme un meilleur accès à l'information est rappelée, à l'image d'applications comme Yuka ou de systèmes de notation comme le Nutriscore dont les modèles sont souvent cités pour joindre innovation, expérience utilisateur, transparence et choix responsable selon les critères propres au jugement de chaque Français et des priorités qui sont les siennes.

Se nourrir

Travailler et produire

143 contributions citoyennes. Les participants ont confirmé leur intérêt pour cette thématique comme le montre la hausse du nombre de contributions (+33 % par rapport à la deuxième synthèse), ainsi que la diversité des sujets abordés. Les contributeurs appellent à transformer la France et établir de nouveaux modèles économiques et sociétaux résilients dans l'objectif de faire avancer la cause environnementale, la justice sociale et la qualité de vie des Français. Pour ce faire, sont suggérés de repenser le modèle agricole français, mais aussi de mettre en place une forme de revenu universel - plusieurs formes sont suggérées - et de repenser la façon dont les Français travaillent au quotidien pour qu'ils soient plus épanouis dans leur travail et plus productifs pour l'économie nationale. La transition est vue comme une opportunité pour faire naître de nouveaux métiers, de nouvelles

vocations et de nouvelles entreprises, mais aussi comme un pari sur l'innovation et la mutation des entreprises existantes afin de leur donner un nouvel élan. Il convient pour certains de changer les paramètres "par défaut" de notre système pour adoucir la transition (faire du bio la norme plutôt que l'exception par exemple), de remodeler les infrastructures existantes plutôt que de tout reconstruire, et de repenser la façon dont la production est répartie géographiquement en France. Beaucoup insistent sur la nécessité de produire les biens et d'établir les prix différemment pour intégrer les externalités négatives trop longtemps négligées. Les bons élèves pourraient être protégés de façon plus ferme et plus efficace, au niveau national comme européen. La transition est pour beaucoup une occasion formidable d'être un levier massif pour la lutte contre le chômage, mais aussi le moment de corriger les excès d'un modèle de croissance perçu comme à bout de souffle. Les pouvoirs publics peuvent être utilisés pour coordonner et impulser un grand mouvement de transformation nationale. Enfin, beaucoup de contributions suggèrent aux membres de la Convention de repenser la production d'énergie nationale, et ce, sans tabous.

424 contributions citoyennes. Pour cette ultime phase, les contributions transversales sont de nouveau les plus nombreuses et les plus éclectiques. Il s'agit de renouveler en profondeur un système qui, par définition, touche à tous les pans de la vie des Français. Les contributions portent sur de nombreux domaines, et leurs auteurs adressent des conseils spécifiques aux membres de la Convention en terme d'organisation, d'indépendance, de stratégie ou encore d'expansion de l'exercice en cours. Nous signalons comme lors de la dernière synthèse, des contributions nombreuses et similaires en faveur d'une refonte de la politique démographique de la France et d'une défense de l'énergie nucléaire comme solution jugée moins imparfaite que les autres si l'on s'en tient aux objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Nous avons réparti les idées diverses dans les sous-thématiques suivantes : agriculture, aménagement, Convention citoyenne, démocratie, démographie, éducation/pédagogie, énergie, finance, indicateurs, international, justice sociale, logement, nouvelles mesures, nouvelles normes et taxes, organisation, publicité, recherche, recyclage, transformation globale, transports et végétal.

Contributions transversales

Ces synthèses reflètent les tendances observées dans les contributions. Le comité de gouvernance a souhaité faire de la plateforme une source d'inspiration pour les membres de la Convention et non un appel au vote pour telle ou telle mesure afin de les préserver au mieux de pressions diverses. Cela explique l'absence de vote ou de commentaire relevés par certains contributeurs extérieurs.

Synthèse de la thématique "Consommer"

207 contributions citoyennes organisées par sous-thématiques

Repenser notre état d'esprit et notre modèle de société

- [Mettre l'épanouissement personnel et la connaissance de soi en priorité de la nation.](#)
- [Créer un lobby citoyen \(exemple fourni\).](#)
- [Changer notre rapport à la consommation en faisant un choix clair, individuel et collectif d'aller vers une consommation en baisse et ne plus en faire un "idéal" pour les pays moins développés.](#)
- [Inciter les citoyens à réfléchir sur leurs consommations.](#)

Communiquer aux différents publics de façon précise, coordonnée et efficace

- [Accompagner à l'échelle nationale une politique ambitieuse de réduction des déchets comme l'expérience des citoyens de Roubaix qui montre que le changement n'est pas qu'environnemental mais aussi social.](#)
- [Éviter le phénomène de saturation des publics en concentrant les messages négatifs sur les produits les plus néfastes.](#)
- [Faire une campagne pour la taxe carbone similaire à celles qui ont été faites contre le tabac et l'alcool : affichage avec explication de l'impact négatif puis taxe.](#)
- [Favoriser les monnaies locales avec campagne de communication et guide de bonnes pratiques.](#)
- [Encourager les comportements sobres vis-à-vis de l'eau.](#)
- [Mettre en place un plan anti-tabagisme plus efficace en 3 étapes.](#)
- [Harmoniser la couleur des containers à déchets recyclables et faire une vaste campagne de communication sur le sujet.](#)

Créer de nouveaux rôles au sein de la société pour accompagner la transition et protéger les Français contre les arnaques et le marketing abusif

- [Payer des formations pour apprendre la sobriété à tous les citoyens.](#)
- [Créer et financer de nouveaux métiers, portes paroles, ambassadeurs de la transition écologique.](#)
- [Créer un rôle de "chasseur d'énergies gaspillées" dans toutes les entreprises de plus de 50 personnes.](#)
- [Cibler la population des personnes âgées avec des coaches pour les aider dans leurs démarches afin de se faire moins arnaquer.](#)
- [Lutter contre les escroqueries sur les démarches pour les demandes d'isolation à 1 euro en ne payant qu'après le contrôle de la réalisation des travaux par un organisme certifié, d'après plusieurs témoignages.](#)
- [Arrêter les logos trompeurs pour le grand public sur la recyclabilité.](#)
- [Canaliser la revente des "garanties d'origine" sur le marché de l'électricité, qui sont la cause de beaucoup de "fausses électricités vertes".](#)
- [Apprendre aux consommateurs à reconnaître les publicités mensongères ou nocives.](#)

Lutter vigoureusement contre toutes les pertes énergétiques inutiles

- [Baisser drastiquement la consommation d'énergie non-indispensable \(enseignes la nuit, panneaux publicitaires, éclairages de rue, etc.\).](#)
- [Moins d'éclairage, plus d'étoiles !, éteindre le plus possible l'éclairage public la nuit, et les éclairages privés inutiles ou encore réduire l'éclairage public par des moyens très simples \(plusieurs pistes proposées\).](#)
- [Achever le passage aux LED pour tous les éclairages publics et privés.](#)
- [Labelliser les attitudes responsables des magasins qui maintiennent les portes fermées ou verbaliser le fait de les laisser ouvertes.](#)
- [Privilégier les moyens de chauffage à bas rejets de CO2 en changeant l'actuelle réglementation thermique pour les logements neufs qui privilégient le gaz par rapport à l'électricité.](#)
- [Supprimer le chauffage au fioul et au gaz si possible.](#)
- [Généraliser le principe du paiement à la levée pour encourager la réduction des déchets.](#)
- [Instaurer une récupération systématique de l'eau de pluie là où c'est possible pour ne pas utiliser de l'eau potable pour tous les usages domestiques.](#)
- [Définir un quota d'eau par an et par personne, ou taxer la surconsommation d'eau individuelle.](#)
- [Rendre obligatoire la mise en place d'un récupérateur d'eau pour toute nouvelle construction.](#)

Changer nos habitudes de consommation dans la douceur

- [Offrir une belle carte "Ma planète" aux citoyens où chaque achat "vert" fait gagner des points qui se transforment en crédit d'impôt à la fin de l'année.](#)
- [Favoriser les lampes solaires individuelles pour lire au lit qui fonctionnent très bien.](#)
- [Interdire nationalement les terrasses extérieures chauffées.](#)
- [Fournir aux consommateurs de terrasses de café des couvertures comme en Allemagne plutôt que chauffer.](#)
- [Se réserver le plaisir de s'asseoir en terrasse pour l'été.](#)
- [Interdire dès maintenant les terrasses climatisées en été.](#)
- [Astuces pour économiser l'énergie SANS se priver.](#)
- [Mieux mettre en valeur les produits de saison.](#)
- [Enlever 2 kwh/jour d'électricité par foyer.](#)
- [Avoir des Crédit CO2 en parallèle de la monnaie traditionnelle.](#)
- [Réduire la consommation de viande en passant progressivement à des menus végétariens et bio dans les cantines et en faisant des campagnes d'information et d'incitation à manger moins de viande en axant sur l'argument santé.](#)
- [Etablir une tarification variable de l'électricité calquée sur la météo de l'énergie comme e-flowerpower.](#)
- [Donner un crédit CO2 dès la naissance et, en cas de dépassement, aller sur une bourse aux échanges.](#)
- [Mettre en place une filière de recyclage et collecte obligatoire des mégots à l'image de la collecte DASTI des médicaments périmés.](#)
- [Inciter les gens à récupérer leurs emballages vides et solides pour les donner à ceux à qui ça peut être utile \(EHPAD, écoles\).](#)

Renoncer aux pratiques culturelles les plus absurdes à la lumière de l'urgence climatique et sociale

- [Libérer les fruits et légumes Bio des emballages en imposant les contraintes de différenciation des emballages aux produits de l'agriculture conventionnelle.](#)
- [Interdire les formules à volonté dans les restaurants.](#)
- [Abandonner l'envoi sous enveloppe plastique.](#)
- [Imposer une forte amende pour tous papiers ou déchets jetés sur la voie publique.](#)
- [Rendre raisonnable les offres de fidélité en compensant le coût carbone pour les livraisons en 1 jour par exemple.](#)
- [Mettre en place un tarif progressif de l'énergie avec les premiers m3 ou kw moins chers qu'aujourd'hui comme produit de nécessité puis devenant rédhibitoire au fur et à mesure de la consommation.](#)
- [Interdire l'accès aux SUV en dehors des professionnels qui justifient ce besoin.](#)
- [Stopper immédiatement tous les projets de routes et autoroutes en cours et à venir.](#)
- [Arrêter de proposer des jouets avec les menus enfants / des cadeaux avec les commandes par correspondance.](#)
- [Interdire la vente de "gadgets" inutiles en France \(et en Europe\).](#)
- [Limiter les déplacements en avion des agents de la fonction publique pour favoriser les échanges par visioconférence ou des déplacements en train.](#)
- [Supprimer les périodes de soldes et les remplacer par des rayons permanents dédiés aux articles soldés afin de favoriser les achats raisonnés plutôt que compulsifs.](#)
- [Obliger les fumeurs à utiliser des filtres de cigarettes biodégradables ou mieux, en matière végétale.](#)
- [Abandonner les affichettes des formations politiques, syndicales et professionnelles et faire signer une charte d'engagement pour la respecter.](#)

Responsabiliser les consommateurs en leur donnant une information claire et facilement comparable entre les différentes options possibles

- [Ajouter des informations supplémentaires à indiquer sur les étiquettes des objets visant à renseigner le consommateur sur la qualité du produit acheté, avec une grille de lecture semblable à Que Choisir ou 60 millions de consommateurs.](#)
- [Rendre obligatoire sur tout bien de consommation un étiquetage environnemental de type Nutriscore, avec une valeur de cotation basée sur une méthode ACV automatisée.](#)
- [Afficher l'empreinte carbone sur tous les produits vendus, en prenant modèle sur ce que fait le site <https://lafourche.fr/>.](#)
- [Permettre aux gens de visualiser leurs dépenses énergétiques pour ne pas dépasser 2 tonnes de carbone par an, par exemple avec une sorte d'appli Yuka carbone.](#)
- [Favoriser un accès généralisé à l'information pour responsabiliser les consommateurs, à l'image de Quelcosmetics.](#)

- [Mettre un indicateur couleur sur la provenance des produits alimentaires.](#)
- [Mettre en place un système de surtaxe/détaxe parallèle des produits qui serait lisible et transparent pour les consommateurs.](#)
- [Promouvoir la réduction des déchets en généralisant la tarification incitative \(expérimentation de l'ADEME concluante sur le sujet\).](#)
- [Soutenir une confection individuelle de vêtements moins carbonés en indiquant la provenance des tissus et des fils vendus au public.](#)
- [Mettre en place un référentiel d'éco-conception afin de rendre les choses plus facilement comparables.](#)
- [Inclure la compensation carbone dans la liste des dons pouvant bénéficier d'un crédit d'impôt.](#)
- [Mettre en place un étiquetage carbone à un endroit qui se voit bien au moment de l'achat.](#)
- [Obliger les industriels de l'agroalimentaire à afficher sur les emballages le pourcentage de matière recyclée \(et non recyclable\) contenue dans l'emballage avec un logo très simple et un pourcentage.](#)

Favoriser le lien social et les lieux physiques plutôt que la distanciation permanente

- [Mettre en place une TVE - taxe sur la vente à emporter.](#)
- [Revitaliser les commerces en centre ville pour éviter les déplacements en périphérie.](#)
- [Prôner zéro artificialisation brute et repenser l'urbanisme en construisant la ville sur la ville.](#)
- [Rapprocher le lieu de production de notre nourriture du consommateur \(plusieurs pistes de réflexion\).](#)
- [Instaurer la collecte des déchets compostables dans les plus grosses communes.](#)
- [Obliger les supermarchés et magasins en zones commerciales à faire leur parking soit en dessous soit au dessus du bâtiment pour limiter l'artificialisation des sols.](#)
- [Interdire les livraisons à domicile des particuliers en zone urbaine sans rendez-vous et les remplacer par un dépôt en point relais au choix du client.](#)
- [Favoriser au maximum les circuits courts, ventes de produits locaux par des magasins biocoop ou coopératives agricoles en particulier dans les quartiers populaires.](#)

Penser différemment la production, en insistant sur le long terme

- [Transformer les voitures existantes plutôt que produire des nouvelles.](#)
- [Choisir des échéances progressives pour que les filières puissent s'adapter le plus rapidement possible à la fin de l'obsolescence programmée.](#)
- [Témoignage sur l'obsolescence programmée.](#)
- [Sortir du tout jetable ! Passez au tout durable !](#)
- [Inciter les agriculteurs à passer au bio en leur fournissant une aide technique et culturelle.](#)
- [Limiter le nombre de modèles de produits électroménagers pour garantir leur réparabilité.](#)
- [Standardiser les emballages plastiques avant de les diminuer puis les supprimer.](#)
- [Rendre obligatoire les analyses de Cycle de Vie sur les produits de grande consommation puis en élargissant.](#)
- [Diminuer le nombre de marques référencées par types de produit et revenir à un choix plus simple.](#)
- [Encourager les fermes solaires en milieu rural.](#)
- [Rendre obligatoire pour tout produit d'entretien ménager 1. une version sous emballage prête à l'emploi, 2. une version recharge moins chère, 3. interdire les formes superflues \(lingettes, pistolets atomiseurs, etc.\).](#)
- [Mettre en place des garde-fous pour les gourmands d'énergie et entreprendre toutes les actions nécessaires pour recréditer l'énergie prélevée à la biomasse.](#)
- [Généraliser et rendre obligatoire des appels d'offre au niveau municipal ou à l'échelon le plus adapté pour proposer des installations solaires aux particuliers à des tarifs plus avantageux.](#)
- [Lutter contre l'obsolescence programmée notamment en obligeant les marques à financer le service de réparation.](#)
- [Augmenter la garantie constructeur et la réparabilité.](#)
- [Obliger les constructeurs à fournir gratuitement les schémas des appareils électriques lors de l'achat.](#)
- [Réglementer la taille des voitures pour les pousser à moins consommer et rester adaptées aux dimensions de la voirie existante.](#)

Miser sur l'innovation financière, technologique et sociale

- [Mettre en avant l'invention "Zero Standby" de l'inventeur niçois Raoul Parienti.](#)
- [Promouvoir les Smicval Market comme celui de Libourne.](#)
- [Réorienter l'investissement avec la création d'une commission 0 carbone qui attribue ou non les subventions publiques en fonction de leur impact sur la planète et obligation des banques à financer des projets locaux et propres.](#)

- [Investir dans la recherche d'alternatives au cuir et au plastique pour les chaussures.](#)
- [Développer une économie "Acheter en petite quantité mais au vrai prix sans augmentation" avec des commerces "solos" où on peut acheter à l'unité, et permettre ainsi même aux petits budgets de participer au développement d'une économie plus forte.](#)

Être plus sévère avec les producteurs qui ne jouent pas le jeu

- [Renforcer les amendes pour absence de bilans carbone.](#)
- [INTERDIRE la destruction, la délocalisation ou l'enfouissement des biens utilisables ou réparables.](#)
- [Mettre fin aux subventions et avantages fiscaux des industries fossiles.](#)
- [Prendre de réelles mesures pour la dépollution globale, sites industriels, naturels, lutte efficace contre les décharges sauvages.](#)
- [Surtaxer les produits non issus du recyclage.](#)
- [Imposer une diminution de la consommation de CO2 à tout nouveau produit de consommation.](#)
- [Mettre en place un système de bonus/malus sur les emballages pour entraîner une course à la réduction des déchets sans impact sur le pouvoir d'achat.](#)
- [Interdire la vente d'appareils pour lesquels la batterie ne peut être changée.](#)
- [Augmenter les taxes sur la production de plastique/carton.](#)
- [Interdire les composants ou packaging complexes ou avec assemblages de plusieurs matériaux qui rendent le recyclage impossible.](#)
- [Imposer à tous les fabricants des emballages durables.](#)
- [Appliquer des taxes proportionnelles sur l'utilisation intensive des matières premières.](#)

Faire de l'UE une force de frappe plus forte et protéger les producteurs vertueux

- [Entraîner l'UE avec nous pour que dès 2021 la France superpose aux traités en vigueur de nouvelles clauses simples à comprendre et appliquer qui vont dans le bon sens environnemental.](#)
- [Interdire l'exportation de nos déchets plastiques afin que nous contrôlions mieux les circuits.](#)
- [Appliquer toutes nos normes environnementales sur les produits importés.](#)
- [Créer une agence européenne de contrôle des labels et les harmoniser dans l'UE.](#)
- [Punir commercialement les pays responsables de graves atteintes à l'environnement en bloquant les importations, ou dénoncer les traités commerciaux intercontinentaux.](#)
- [Mettre des normes pour favoriser les entreprises où les conditions de travail et le respect de l'environnement sont optimaux.](#)
- [Répartir la TVA selon les bons et les mauvais élèves.](#)
- [Permettre un débouché aux biens produits en France en rééquilibrant les taux de change ou en instaurant des taxes sur les importations.](#)
- [Exemples pratiques de bonus/malus qui pourraient être instaurés.](#)

Accélérer le passage à une économie circulaire en maniant le bâton

- [Obliger tout commerçant à accepter de mettre les produits dans des contenants personnels dès lors qu'ils sont propres d'apparence.](#)
- [Retour d'expérience sur un hypermarché qui a autorisé à venir avec ses propres contenants : la bonne volonté ne suffit pas, il faut faire payer l'emballage pour changer les pratiques.](#)
- [Abolir l'usage unique non nécessaire.](#)
- [Forcer un peu la main des supermarchés pour passer au zéro déchet car la couverture des magasins bio à la campagne est encore faible.](#)
- [Taxer les sacs poubelles pour encourager le tri.](#)
- [Interdire les gobelets à usage unique dans les fast food.](#)
- [Étendre à 10 ans la garantie des objets manufacturés \(étudié par Razmig Keucheyan et pétition des Amis de la Terre\).](#)
- [Interdire les emballages plastiques pour les produits alimentaires secs.](#)
- [Contraindre les supermarchés à récupérer les suremballages en caisse si le client le souhaite.](#)

Accélérer le passage à une économie circulaire en maniant la carotte

- [Mettre en place un revenu universel écologique basé sur les mécanismes de blockchain.](#)
- [Réduire notablement les prix sur les produits en vrac pour motiver de nouvelles habitudes de consommation, ou baisser les taxes sur les produits bio.](#)
- [S'inspirer des pays européens qui ont adopté l'usage de la consigne.](#)
- [Créer une redevance plus incitative avec une harmonisation vers le haut des taux de recyclage.](#)

- [Inciter à la consommation des médicaments à l'unité \(plusieurs pistes incitatives\).](#)
- [Aider le réemploi via les associations dédiées au recyclage, les ressourceries, les ateliers de réparations bénévoles.](#)
- [Promouvoir le seconde main et la location devant l'achat neuf.](#)
- [Développer le marché des produits d'occasions/reconditionnés \(plusieurs pistes\).](#)
- [Promouvoir le solaire individuel en améliorant les lois sur le sujet.](#)
- [Favoriser les boutiques qui vendent en vrac, et la vente en vrac en général.](#)

Revoir en profondeur le modèle publicitaire actuel, concentré des injonctions contradictoires qui traversent la société française

- [Réflexions sur les méfaits philosophiques de la publicité.](#)
- [Limiter puis bannir la publicité, car il n'est plus tenable aujourd'hui dans l'espace médiatique de faire cohabiter les messages alarmants et nécessaires sur le péril écologique et des incitations à une consommation qui précisément en est la cause.](#)
- [Limiter au moins l'utilisation horaire des panneaux publicitaires numériques.](#)
- [Limiter la publicité aux PME.](#)
- [Interdire les publicités pour les véhicules et rendre les véhicules moins chers avec l'argent économisé.](#)
- [Réfléchir au marketing et à la schizophrénie permanente qu'il entraîne.](#)
- [Faire disparaître la publicité de l'espace public.](#)
- [Déterminer que par défaut la publicité est interdite dans les boîtes aux lettres.](#)
- [Analyser calmement si et où les panneaux publicitaires à écran sont meilleurs que l'affichage papier.](#)

Imaginer une alternative à la taxe carbone sous différentes formes possibles : crédit, carte, quota, etc.

- [Mettre en place une taxe pigouvienne en intégrant le coût réel des externalités négatives générées par le produit.](#)
- [Réfléchir à des crédits carbone attribués aux entités économiques et aux individus.](#)
- [S'il vous plaît, ne renoncez pas à la taxe carbone !](#)
- [Responsabiliser la consommation avec le Compte Carbone et son plafonnement égalitaire et échangeable.](#)
- [Réflexions sur la modalité de la mise en place d'un bilan carbone par produit.](#)
- [Réflexions sur la pertinence des taxes.](#)
- [Plaidoyer personnel pour une taxe carbone.](#)
- [Instaurer une taxe carbone sous forme de malus sur les produits peu respectueux de l'environnement et bonus pour ceux qui le sont.](#)

Cibler les excès carbone du numérique, encore trop méconnus en France

- [Mettre des limites à un impact croissant du numérique, notamment en imposant un accès payant à tout contenu pornographique \(35% du trafic internet\), en taxant les revenus publicitaires pour encourager le web payant face au web gratuit, et taxant les appareils connectés.](#)
- [Réflexions sur la pollution liée au numérique et encore méconnue dans la population.](#)
- [Inciter à l'évaluation des coûts logistiques environnementaux et climatiques pour le commerce en ligne.](#)
- [Obliger à 10 fois moins de mises à jour logicielles \(et d'autres mesures pour baisser l'impact négatif du numérique\).](#)
- [Renoncer au déploiement de la 5G, pour plusieurs raisons, ou organiser un grand débat sur le déploiement de la 5G.](#)
- [Réduire nos dépenses en technologies pour réduire les émissions de GES.](#)
- [Mettre en place un plan "sobriété numérique" au niveau national ou européen.](#)

Aborder les sujets sociétaux qui fâchent

- Ensemble de propositions visant à [améliorer les conditions d'abattage des animaux pour avoir des pratiques plus humaines.](#)
- [Freiner notre croissance démographique, et faire baisser la population en changeant le versement d'allocations familiales : versement dès le 1er enfant et pour les deux premiers seulement, puis plafonnement du quotient familial.](#)

Réfléchir de façon sereine et dédramatisée à toutes les options possibles sur le plan énergétique

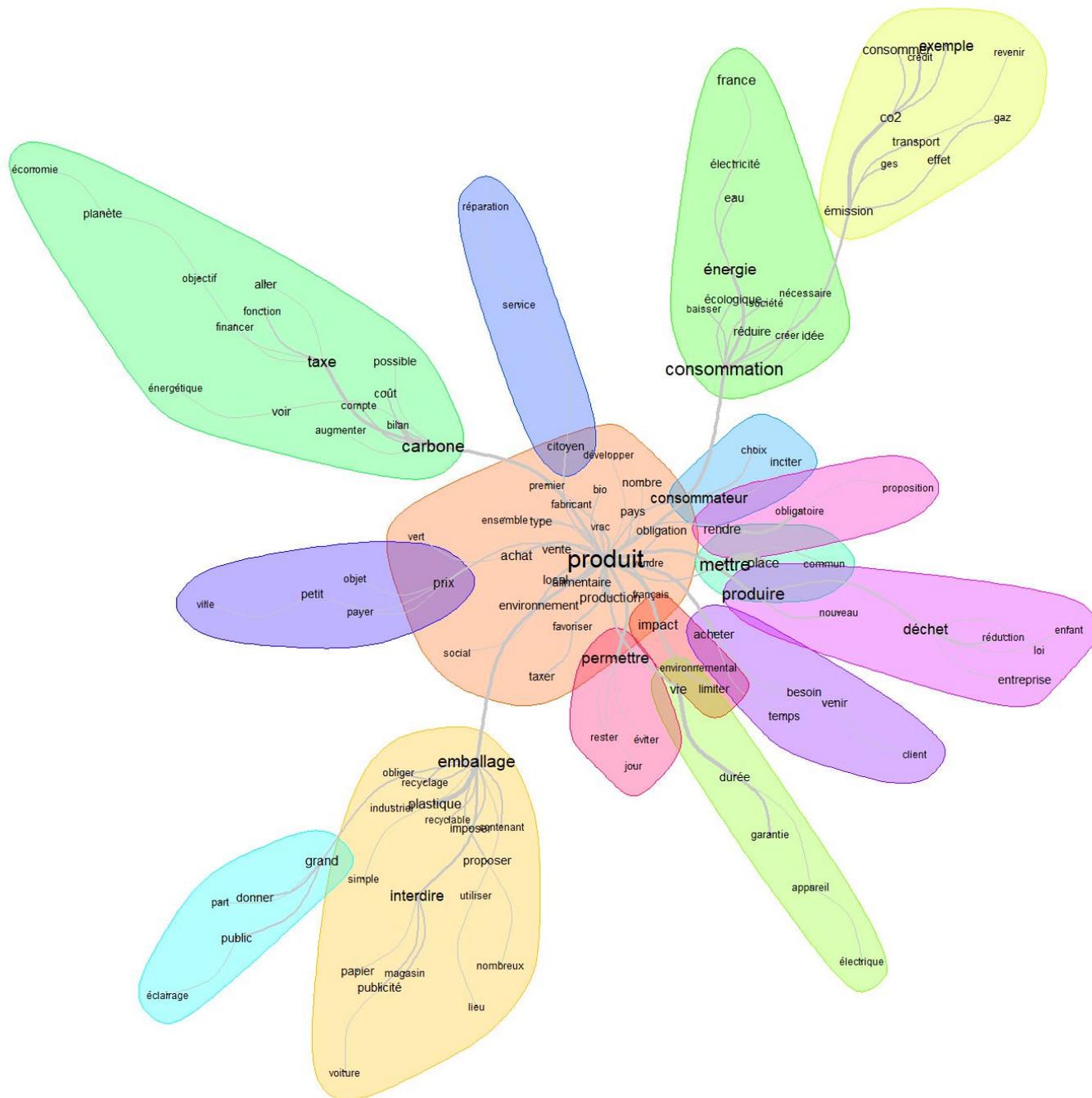
- [Dédramatiser et développer le nucléaire.](#)
- [Mettre le paquet sur le nucléaire, l'éolien et le solaire pour avoir une électricité la plus décarbonée possible.](#)
- [Démystifier le renouvelable et investir l'argent dans de l'isolation et des pompes à chaleur.](#)

- [Mettre en place les préconisations du scénario Négawatt.](#)

Recherches diverses effectuées pour aider le groupe de travail “Consommer”

- [Bilan des lois relatives au groupe de travail "Consommer".](#)
- [1529 contributions de citoyens français sur le thème de la Consommation recueillis par "Entendre la France" lors du Grand Débat.](#)
- [Réflexions sur les premiers travaux de l'escouade \(session de travail de la Convention\).](#)
- [Combiner sciences et écologie en objectivant la gouvernance des organisations et en utilisant un cadre de travail général de réflexion et de classement des idées utilisé du domaine écologique de type DPSIR.](#)
- [Ajouter un texte d’alerte « d’impact carbone du numérique » dans tous les mails de suivi des contributions aux thématiques de la CCC.](#)

Ce second graphique sous forme de "schéma de co-occurrence" montre quels mots ont été les plus associés parmi les 100 mots les plus fréquents. Les couleurs sont aléatoires mais les mots sont reliés dans de grands ensembles à travers des nœuds dont découlent des associations d'idées. Plus les lignes entre elles sont épaisses, plus les mots sont liés dans les contributions.



8 contributions d'organisations présentées par leur résumé

**PAS DE LOGO
DISPONIBLE**

L'ajustement carbone aux frontières (*Bâtir le Nouveau Industriel sur la Démocratie et le Génie Ecologique*)

L'ajustement carbone aux frontières est un outil qui permet de conjuguer la défense de l'emploi (et des emplois qualifiés particulièrement) d'une part et lutte contre le changement climatique d'autre part. Cette mesure alternative à la taxe carbone pour les émetteurs concentrés de CO2 est particulièrement bien adaptée pour constituer une protection commerciale efficace pour l'emploi en Europe face aux concurrences déloyales de tous les horizons.

**PAS DE LOGO
DISPONIBLE**

Avant de consommer, pensons à produire sans émissions de CO2 (*Collectif d'ingénieurs soucieux du climat*)

C'est l'heure des choix. Selon les experts du GIEC, en l'absence durable de moyens de stockage de masse de l'électricité, le nucléaire sera la seule énergie capable dans les décennies à venir de contribuer à la diminution des émissions de CO2 en produisant une électricité « bas carbone », de façon sûre et dans des conditions économiques satisfaisantes, répondant à tout instant aux besoins de l'humanité. Après un examen de la situation de l'énergie dans notre pays et en Europe, il est proposé aux membres de la Convention citoyenne pour le Climat cinq actions dans l'objectif unique de limiter les émissions de gaz à effet de serre.



Favoriser l'accessibilité des produits à haute valeur sociale et environnementale (*Commerce équitable France*)

67% des français ont déjà engagé des changements de certaines de leurs pratiques. Mais pour nombre de consommateurs le prix des produits durables, à moindre impact écologique, reste un frein aux changements de leurs modes de consommation. Pourquoi ne pas favoriser l'accessibilité de ces produits pour l'ensemble de la population s'ils sont bénéfiques à tous et pour l'environnement? L'Etat doit jouer son rôle et soutenir cette dynamique, notamment en se dotant d'une stratégie ambitieuse et concertée d'éducation à la consommation responsable et équitable, en mettant en place une TVA réduite pour tous les produits socialement et écologiquement responsables et en contraignant les distributeurs à ne pas pratiquer de sur-marges sur ces produits.



Eco-responsabilisation des livraisons (*Conseil National des Centres Commerciaux*)

A des fins de justice territoriale et fiscale et dans un souci d'une contribution équitable à l'aménagement du territoire, il est proposé d'instaurer une contribution incitative sur les livraisons du e-commerce.



Consommation et démographie (*Démographie Responsable*)

La population de notre pays augmente de façon inexorable, en attestent les publications régulières de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE).

Or, la consommation (et donc les émissions de CO2) peuvent en première analyse être vues comme le produit de deux facteurs : le nombre de nos compatriotes multiplié par leur consommation individuelle moyenne.

Tous les travaux de la Convention et ses recommandations semblent à l'heure actuelle uniquement porter sur le second facteur en oubliant que le premier a au moins autant d'importance.

Face à cette constatation, il conviendrait de faire en sorte que notre population plafonne au plus vite, voire décroisse en douceur sur un plus long terme, et ce de façon à faciliter notre objectif de neutralité carbone. La mesure phare appropriée étant une évolution de notre politique familiale.



Contribution Greenfish à la thématique "Consommer" (Greenfish)

Les circuits de production sont devenus d'une complexité jamais égalée auparavant. Aujourd'hui, il est difficile d'évaluer l'impact global d'un produit sur tout son cycle de vie. De nombreuses pollutions restent invisibles aux yeux de la population. Une sensibilisation des différentes étapes de la vie d'un produit pourrait être dispensée dans les écoles dès le plus jeune âge. En parallèle, les cantines pourraient utiliser des produits locaux, en accord avec les cycles naturels. L'économie circulaire, notamment pour les textiles, reste à encourager. En particulier, en limitant les incitations aux achats, comme les soldes ou le Black Friday. D'un autre côté, la pollution plastique est aujourd'hui un fléau à endiguer. La législation va dans ce sens, mais beaucoup reste encore à faire. En particulier, au niveau des emballages, qui représentent 36% de la production plastique en France. Il faut à la fois développer les filières de recyclage et imposer de plus grosses restrictions sur l'utilisation d'emballage. Enfin, le numérique participe de plus en plus au réchauffement climatique. Réduire les qualités des vidéos, limiter l'envoi de fichiers lourds ou imposer une taxe carbone sur l'utilisation internet, sont autant de pistes pour la réduire.



Encourageons le recours à la réparation des appareils électroniques face à l'obsolescence programmée (Murfy.fr)

Il est urgent de redonner le goût de la réparation aux Français. Selon l'Ademe, plus de 28 millions d'appareils électroniques tombent en panne chaque année en France. Alors que la prise de conscience écologique se fait de plus en plus forte, seuls 18% des Français ont recours à la réparation lorsque leur machine ne fonctionne plus – alors qu'elle est réparable dans la majorité des cas – et préfèrent la remplacer par un produit neuf. Ce sont donc 23 millions d'appareils qui sont jetés chaque année faute d'être réparés, venant alimenter les millions de tonnes de déchets déjà présents dans nos décharges. Avec pour conséquence un impact environnemental considérable : la production annuelle de gros électroménager représente environ 4,4 millions de tonnes équivalent CO2 en France, soit presque autant que le transport aérien. Allonger la durée de vie de ces appareils c'est donc contribuer à diminuer ces émissions. Si les Français ne font pas appel à la réparation c'est que rien ne les incite à le faire : d'un côté, acheter un appareil électroménager n'a jamais été aussi facile et abordable – à grand renfort de publicité, d'offres promotionnelles et d'une chaîne logistique toujours plus rapide et efficace – et de l'autre, l'offre de réparation reste très fragmentée et il est difficile pour le consommateur de s'informer sur les prix, les délais et les garanties d'intervention. La filière de la réparation est aussi victime d'un sous-investissement et d'un manque de formation chroniques, conséquences directes du choix de racheter plutôt que de réparer qui est devenu la norme depuis près de 40 ans. Aujourd'hui il est devenu plus normal de produire et d'importer un appareil à des milliers de kilomètres plutôt que de contacter un réparateur qui habite à 20 minutes de chez soi, et ce malgré les impacts sociaux et environnementaux que cela implique.

Les Français sont prêts à réparer plutôt que de remplacer leur appareil en panne, il tient aux pouvoirs publics de les accompagner dans ce choix. Mettons en place dès maintenant les mesures pour faire de la réparation une solution fiable, économique et durable.

**PAS DE LOGO
DISPONIBLE**

5 piliers essentiels seulement au lieu de 2081 propositions (Parti Dit Zident)

A ce jour, 2081 contributions; des projets coercitifs avec des problèmes d'application d'explication de lobbies ; Au lieu de ce tissu, voici les 5 piliers du Concept Dit Zident.

1. Doter l'Humanité d'une AUTORITE UNIVERSELLE en charge non pas de diriger le Monde mais de représenter ce qui s'impose: Vie Nature Esprit Intelligence Eternité Univers Bienfaisance
2. Pour instaurer un vrai système ECONOMIQUE: Personnifier la Nature dans ses échanges avec l'Homme en une seule et unique BANQUE UNIVERSELLE
3. Afin de limiter la consommation humaine au ""Produit Naturel Renouvelé"" adopter une seule et unique MONNAIE UNIVERSELLE qui le représente en permanence.
4. Pour cela, la Nature (Cf 1) se fait payer par l'homme quand celui ci prélève un Produit Naturel et verse de façon égalitaire à tout être humain vivant la part du Produit qu'elle renouvelle; l'ALLOCATION UNIVERSELLE.
5. Celle ci remplace tout autre revenu pour l'Homme qui, en contrepartie doit l'OCCUPATION INTELLIGENTE ET BIENFAISANTE; GRATUITE.

Synthèse de la thématique “Se déplacer”

268 contributions citoyennes organisées par sous-thématiques

Rediriger ou créer des aides dédiées à la facilitation de la transition

- [Promouvoir l'usage du vélo en ville.](#)
- [Rediriger la prime à la conversion pour les ménages qui s'engagent à ne pas racheter de voiture avec un certain temps.](#)
- [Rendre l'indemnité kilométrique vélo obligatoire.](#)
- [Mettre en place des vraies aides à l'achat d'une voiture moins polluante.](#)
- [Mettre en place une indemnisation pour les adeptes du covoiturage.](#)
- [Garantir la gratuité de la recharge électrique.](#)

Revoir les principes d'aménagement du territoire pour les rendre compatibles avec l'urgence écologique

- [Diminuer les obstacles à la circulation \(ralentisseurs, giratoires...\).](#)
- [Instaurer l'obligation d'avoir un parking pour acheter un véhicule afin de faciliter la construction de voies cyclables.](#)
- [Elargir les trottoirs.](#)
- [Convertir des tronçons d'autoroutes en voies vertes sur le parcours des JO 2024.](#)
- [Réaménager l'échangeur du Rondeau à Grenoble.](#)
- [Affecter aux transports doux un ratio minimum des dépenses sur tout chantier d'infrastructure.](#)
- [Installer des parkings à la périphérie de la ville et à proximité d'un transport urbain.](#)
- [Partager la voirie des villes en réservant des rues pour les vélos et piétons.](#)
- [Sortir la voiture individuelle des villes.](#)
- [Rendre tous les feux tricolores intelligents et changer la règle de ceux-ci.](#)
- [Faire plus de places de parking avec possibilité de brancher les véhicules électriques.](#)
- [Réviser tous les plans de déplacement urbains.](#)
- [Investir dans une toiture solaire sur les autoroutes.](#)
- [Avoir une politique d'aménagement cohérente \(exemples du Léman Express, de l'A480...\).](#)
- [Créer des péages à l'entrée des villes.](#)
- [Instaurer un moratoire sur tous les nouveaux projets routiers pour ne plus bitumer.](#)
- [Aménager des voies cyclables express le long des fleuves et rivières.](#)
- [Promouvoir le bus électrique plutôt que le tram pour limiter les coûts d'aménagement.](#)

Réfléchir à de nouveaux modes de transport afin de multiplier les options disponibles

- [Soutenir le développement des véhicules au gaz.](#)
- [Développer le transport fluvial.](#)
- [Favoriser l'intermodalité train-voiture électrique.](#)
- [Investir dans la mobilité électrique.](#)
- [Développer les carburants de synthèse.](#)
- [Favoriser la mise sur le marché de véhicules neufs équipés d'origine pour le carburant E85.](#)
- [Electrifier une voie d'autoroute pour les poids lourds hybrides.](#)
- [Développer la voiture à hydrogène.](#)
- [Déployer l'hydrogène dans les aéroports.](#)
- [Augmenter le réseau de distribution d'hydrogène.](#)

Mettre en place des contraintes sur le secteur aérien

- [Réduire l'altitude de croisière des avions à réaction de 4000 mètres.](#)
- [Généraliser les taxibots dans tous les aéroports français pour économiser du kérosène.](#)
- [Affirmer le caractère de service public national de l'exploitation de tous les aérodromes et aéroports français.](#)
- [Rendre obligatoire l'inscription de l'équivalence en carburant des trajets en avion sur les billets.](#)
- [Faire décroître le transport aérien \(taxation, limitation de la vitesse, interdiction des vols intérieurs...\).](#)
- [Interdire que le prix d'un billet d'avion soit moins cher que son équivalent en train ou voiture.](#)
- [Interdire la construction de nouvelles pistes d'aéroport.](#)

Appliquer une décentralisation par défaut afin de limiter les déplacements

- [Impliquer le citoyen, l'entreprise, les EPCI et les communes dans le processus de transition énergétique.](#)
- [Inverser la course à la métropolisation.](#)
- [Délocaliser les services et les emplois.](#)

Introduire des améliorations des procédures démocratiques

- [Lutter contre le lobbying.](#)
- [Limiter l'action du lobby pétrolier.](#)
- [Faire valider les projets d'aménagement par un comité consultatif incluant experts et associations.](#)
- [Reprendre les idées des citoyens portées sur "Entendre la France".](#)

Réfléchir à des mesures ciblées et efficaces pour baisser les émissions des déplacements

- [Sanctionner les véhicules \(et bus, camions, etc.\) stationnant moteur en marche.](#)
- [Demander à la Cour des comptes un audit sur notre politique de réserves stratégiques de pétrole.](#)
- [Interdire aux employeurs de refuser la prise en charge à 50 % des abonnements transport.](#)
- [Interdire la circulation des véhicules hors transports doux en ville.](#)
- [Mettre en place des bornes de recharge électrique dans les stations essence.](#)
- [Réduire la vitesse légale sur les \(auto\)routes, comme aux Pays-Bas.](#)
- [Instaurer le ticket de transport unique.](#)
- [Interdire les véhicules de collection.](#)
- [Faire diminuer la pollution engendrée par les engins et transports d'approvisionnement lors de chantiers urbains.](#)
- [Définir des quotas familiaux d'utilisation de l'automobile.](#)
- [Autoriser sur les routes la circulation de mini véhicules électriques à pédales.](#)

Déterminer une politique claire concernant les deux-roues

- [Améliorer le bonus écologique pour les deux roues.](#)
- [Interdire la vente de scooters thermiques d'ici 2 ans.](#)
- [Favoriser les deux roues pour aider à la transition.](#)

Déterminer de nouvelles normes afin d'orienter et de contraindre les évolutions individuelle et collective

- [Instaurer un contrôle des marchés publics indépendant de l'exécutif.](#)
- [Introduire une norme stricte de véhicules économes.](#)
- [Augmenter la durée de garantie constructeur.](#)
- [Inverser le principe des indemnités kilométriques.](#)
- [Réguler drastiquement le trafic pendulaire quotidien.](#)
- [Instaurer des quotas de pistes cyclables et d'aires piétonnes.](#)
- [Inciter à l'abandon du transport individuel pour le transport collectif, ce qui rend nécessaire l'interdiction du droit de grève dans les transports collectifs.](#)
- [Faire contribuer les transporteurs étrangers aux réparations des routes.](#)
- [Interdire les futurs avions supersoniques.](#)
- [Éliminer les activités touristiques et de loisir à fort impact carbone.](#)

Revoir l'organisation des politiques publiques et du secteur privé

- [Avoir une politique de déplacements différenciée en ville et en rural.](#)
- [Ouvrir des bourses d'échange de sites de travail.](#)
- [Rationaliser les tournées des experts automobiles.](#)
- [Faire un bilan écologique, de bout en bout, de la filière batterie : de l'extraction polluante des terres rares, la transformation en matières intermédiaires, jusqu'au recyclage des batteries et des moteurs.](#)
- [S'assurer de l'absence de conséquences néfastes de toute politique de transport.](#)
- [Favoriser la création de géants européens pour disposer d'un pouvoir normatif plus important.](#)
- [Télétravail obligatoire 1 jour par semaine pour les emplois de bureau.](#)

Faire preuve de pédagogie pour améliorer la diffusion de l'urgence écologique

- [Enseigner l'écologie à l'école.](#)
- [Informer les citoyens via les médias de l'urgence écologique.](#)
- [Effectuer une campagne de prévention sur l'éclairage des vélos.](#)
- [Définir les thèmes et problèmes en termes scientifiques.](#)

Limiter l'usage de la publicité pour les produits émettant beaucoup de CO2

- [Interdire dans les publicités l'argument de remise sur le malus automobile.](#)
- [Interdire les publicités pour les véhicules qui ne respectent pas des critères écologiques stricts.](#)
- [Limiter la publicité pour les déplacements aériens.](#)
- [Supprimer les publicités pour les voitures et les remplacer par des campagnes de sensibilisation pour l'utilisation des moyens de transports alternatifs.](#)

Financer la recherche pour développer de nouvelles solutions

- [Développer les transports du futur.](#)
- [Ne pas avoir peur des recherches menées depuis longtemps qui sont souvent plus économes en énergie \(ordinateur universel, batterie de 2500 km d'autonomie...\).](#)
- [Combiner supercondensateur et batterie pour autos et motos.](#)

Utiliser la taxation pour orienter les comportements

- [Introduire une taxe carbone en bonus-malus.](#)
- [Relocaliser l'économie en taxant les produits selon le kilométrage parcouru.](#)
- [Taxer les voitures selon leurs émissions.](#)
- [Imposer la facturation de l'énergie distribuée en fonction de la quantité d'énergie et non pas en fonction du temps de rechargement.](#)
- [Créer un impôt sur la fortune motorisée.](#)
- [Réduire la TVA sur les billets de train et l'augmenter sur les autres modes de transport.](#)
- [Attribuer les bénéfices du malus auto aux modes doux et transports collectifs.](#)
- [Remplacer les compensations écologiques par des pénalités.](#)
- [Surtaxer les tarifs des autoroutes pour les personnes qui roulent seules \(bonus-malus\).](#)
- [Rétablir le lien entre kilomètres parcourus et financement des routes et voiries.](#)

Baser la transition écologique sur l'usage du transport ferroviaire

- [Se déplacer avec moins d'impact carbone en privilégiant le train.](#)
- [Interdiction des vols intérieurs et remplacement par le train.](#)
- [Généraliser le ferroutage.](#)
- [Rendre le train compétitif vis-à-vis de la voiture.](#)
- [Développer le train de nuit.](#)
- [Multiplier les possibilités de recours au train.](#)
- [Remplacer au plus vite des locomotives Diesel de la SNCF.](#)
- [Rétablir les services bagages de la SNCF.](#)
- [Remettre des trains transversaux et rouvrir les petites gares.](#)
- [Améliorer les fréquences des trains de banlieue.](#)

Impulser une transformation globale touchant tous les secteurs de la société

- [Inciter à la sobriété énergétique.](#)
- [Créer l'imaginaire qui permettra la ville sans voiture.](#)
- [Généraliser le télétravail.](#)
- [Entreprendre toutes les actions nécessaires pour recréer l'énergie prélevée à la biomasse.](#)
- [Imposer l'éco-conception dans tous les domaines.](#)
- [Nationaliser ou re-nationaliser les routes, le rail et les aéroports.](#)
- [Favoriser le véhicule électrique \(VE\) en ciblant les gens avec une 2ème voiture.](#)
- [Inciter les parents à faire utiliser les cars scolaires par leurs enfants.](#)

Développer les transports en commun comme alternative à la voiture

- [Tendre vers une quasi gratuité des transports publics propres en ville.](#)
- [Développer le transport public et ferré.](#)
- [Ouvrir les services de transport en commun à la concurrence.](#)
- [Inciter les entreprises en zone industrielle à mettre en place des navettes pour les trajets domicile-travail.](#)
- [Étendre ou créer des réseaux de métro.](#)
- [Penser aux personnes en situation de handicap dans le développement des transports en commun.](#)
- [Privilégier les transports en commun dans les petites agglomérations.](#)

Mettre en avant le vélo comme solution de déplacement individuel propre

- [Sécuriser les pistes cyclables.](#)
- [Voir enfin le vélo comme un vrai moyen de transport.](#)
- [Ouvrir un réseau cyclable intercommunal adapté aux VAE.](#)
- [Encourager le "vélotaf".](#)
- [Investir massivement dans le développement du vélo.](#)
- [Développer le vélomobile.](#)

Repenser la conception des déplacements basées sur les voitures individuelles

- [Établir une série de normes visant à réduire la puissance et la consommation des voitures.](#)
- [Développer un réseau de transport de voitures collectives.](#)
- [Développer les aides au covoiturage.](#)
- [Remplacer les moteurs thermiques par des moteurs électriques.](#)
- [Limiter le nombre de SUV.](#)
- [Transformer le parc automobile existant.](#)
- [Promouvoir les véhicules roulant au GPL.](#)
- [Développer la voiture à air comprimé.](#)
- [Mettre de l'eau dans le gasoil pour consommer moins d'essence.](#)
- [Installer un compteur d'émissions CO2 sur les véhicules.](#)
- [Organiser une journée sans voiture par mois.](#)
- [Simplifier la propriété commune de véhicule, et son assurance.](#)
- [Proposer par le biais de l'entreprise le covoiturage.](#)
- [Interdire les voitures non partagées dans les métropoles.](#)

Autres contributions

- [Remettre le CISME au centre.](#)
- [Augmenter la TVA sur les achats en ligne.](#)
- [Relancer le nucléaire de 4ème génération.](#)
- [Se chauffer autrement qu'avec des énergies fossiles.](#)

14 contributions d'organisations présentées par leur résumé



Recharger les véhicules électriques : une stratégie pour développer la mobilité électrique (ACOZE France, Association des Conducteurs de véhicules Zéro Emission)

Le véhicule électrique (VE) est l'une des solutions pour décarboner le secteur des transports. Le développement du VE à large échelle ne peut se faire qu'avec des solutions de charge simples et efficaces, à la fois pour les déplacements du quotidien et les longs parcours. L'ACOZE, en tant qu'association de conducteurs de véhicules zéro émission, propose des mesures pour développer la mobilité électrique à partir de son expérience d'utilisateurs au quotidien.

Un cadre national est nécessaire pour mailler le territoire en bornes de recharge normales, accélérées et rapides. Les bornes de recharge normales et accélérées sont à développer dans les zones résidentielles, d'activité et de tourisme, ainsi que sur les lieux de travail. Des stations de recharge rapide sont à développer sur autoroute, sur les grands axes transversaux et à proximité des métropoles.

La qualité de service de la recharge doit être garantie.

La tarification doit être harmonisée. L'interopérabilité doit être renforcée, sans surcoût pour l'utilisateur, et le paiement par carte bancaire développé.

L'acheteur d'un véhicule, qu'il soit thermique ou électrique, doit être informé de son impact carbone sur l'ensemble du cycle de vie.

Une filière européenne de la batterie doit être développée.

Le bonus-malus doit être modulé pour prendre en compte l'impact carbone sur l'ensemble du cycle de vie, et le poids des véhicules.



Propositions du comité d'orientation et de prospective du Forum Vies Mobiles (Comité d'orientation et de prospective du Forum Vies Mobile)

Depuis plus de trois mois, vous travaillez activement à la définition de mesures afin d'atteindre les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40% d'ici 2030. Les réflexions que vous avez entamées font écho aux recherches du Forum Vies Mobiles, notamment lorsque vous envisagez des moyens de réduire les déplacements contraints ou subis, d'associer les mesures environnementales à un objectif de justice sociale ou encore lorsque vous appelez à la démocratisation des processus de décision en matière de mobilité.

Nous croyons en la capacité des citoyens à se projeter dans un futur désirable, pour imaginer des modes de vie plus sobres et plus justes. Nous souhaitons partager avec vous d'autres propositions issues de nos travaux de recherche, qui, sans viser l'exhaustivité, peuvent enrichir vos délibérations.

Les recherches du Forum Vies Mobiles sur les déplacements l'amènent à considérer que face à l'urgence climatique – mais aussi aux enjeux sociaux et de santé – il faut repenser l'organisation des territoires, du travail et des rythmes de vie en accordant une place centrale aux aspirations des habitants. Nous faisons l'hypothèse que le désir des citoyens de vivre en plus grande proximité, à un rythme apaisé et avec plus de temps libre rencontre ces objectifs environnementaux et sociaux.

Il est grand temps de prendre au sérieux ces aspirations et de mettre sur la table des propositions fortes pour la transformation de nos organisations sociales, productives et territoriales.

Nous plaçons pour une organisation équilibrée et polycentrique des territoires, à rebours de la concentration actuelle des activités dans les métropoles. Il s'agit plutôt d'imaginer des territoires résilients, c'est-à-dire avec une plus grande autonomie énergétique et alimentaire, qui permettent de vivre en plus grande proximité. Il est nécessaire de développer les services et les équipements dans les espaces qui en sont le plus dépourvus (périurbain, rural, banlieues...) afin de réduire à moyen terme leur dépendance aux villes centres. Cela passe aussi par l'inversion de la tendance à la concentration des services, des infrastructures et des emplois dans la mégalopole parisienne, dont le cadre de vie n'est pas satisfaisant : c'est en Île-de-France que les temps de transport sont les plus élevés, et un francilien sur deux déclare qu'il souhaite quitter la région.

Dans ce cadre, nous faisons 20 propositions, sachant que la priorité est pour nous la réduction drastique du volume des déplacements carbonés, qui reste croissant malgré les politiques publiques mises en œuvre.

Philippe Bihouix, Eric Chareyron, Yves Cochet, Philippe Duron, Mathias Emmerich, Caroline Gallez, Christophe Gay, Anne Jarrigeon, Mark Hunyadi, Vincent Kaufmann, Sylvie Landrière, Marie de Lattre-Gasquet, Arnaud Lemarchand, Christian Licoppe, Jean-Pierre Martin, Dominique Méda, Olivier Mongin, Jean-Marc Offner, membres du comité d'orientation et de prospective du Forum Vies Mobiles.

La mobilité électrique pour diminuer l'empreinte carbone et le gaspillage énergétique.

(Fédération Française des Associations d'Utilisateurs de Véhicules Électriques)

Atouts de l'électromobilité :

Dans une logique de sobriété énergétique, le passage aux véhicules électriques constitue une avancée significative car, pour un même trajet, la dépense énergétique est 3 à 4 fois moindre qu'en utilisant un véhicule thermique.

Par contre cet avantage énergétique constitue un avantage économique qui peut encore être optimisé par le recours : -à l'autopartage, -au co-voiturage -ou au transport à domicile.

En terme écologique l'impact bénéfique de la voiture électrique sur l'environnement :

- Zero émission de GES
- Empreinte carbone (du puits à la roue) elle est de 2 à 6 fois moindre par rapport au véhicule thermique de même catégorie.

<https://levejeveux.blogspot.com/2018/01/le-vehicule-electrique-dans-la.html>

Les batteries sont de moins en moins polluantes 2 à 3 fois moins qu'en 2017)

L'utilisation d'une batterie qui se recharge sur le secteur ou sur des bornes contribue au stockage des ENR et à l'amortissement des pics de consommation si elles sont associées aux solutions V2H ou V2G

Déployer ces moyens de recharge pendant les longues périodes de stationnement (au travail, au domicile ou sur des stations intermodales) constitue une incitation à l'installation de photovoltaïque afin d'accroître l'autonomie énergétique et la décarbonation de l'énergie.

Dans leur fonction d'Autorités Organisatrices de la Mobilité, les régions doivent veiller au déploiement de bornes de recharge rapide en fonction d'un maillage à 50 km.

Fiscalité du transport aérien : Comment faciliter la nécessaire transition énergétique du secteur ? **(Fédération Nationale de l'Aviation Marchande)**

Depuis de nombreuses années, le transport aérien est le seul secteur à avoir pris des engagements forts dans la lutte contre le réchauffement climatique, dans le respect des objectifs de l'Accord de Paris. Pleinement engagé dans sa transition écologique, le transport aérien s'est donné comme objectif de réduire ses émissions de CO₂ de 50% à l'horizon 2050 comparé à 2005. Pour continuer à être l'acteur économique majeur qu'il représente dans le développement des nations et des territoires, le transport aérien doit pouvoir s'appuyer sur un cadre réglementaire et fiscal cohérent, global et incitatif, facilitant et accompagnant sa nécessaire transition énergétique.

Contribution Greenfish à la thématique "Se Déplacer" (Greenfish)

Les transports sont une source majeure de pollution. Une utilisation massive des transports décarbonés apparaît comme une priorité. Les véhicules électriques sont, aujourd'hui, une alternative pertinente aux véhicules thermiques. Cette transition doit également s'accompagner d'un changement profond de notre manière d'appréhender les véhicules personnels. L'autopartage permettrait de réduire de manière conséquente les rejets liés à la production de véhicules, tout en permettant une utilisation moindre de l'espace urbain (libération d'espaces de parkings notamment). Les espaces urbains offrent de nombreuses possibilités de déplacement, qu'il faut encore encourager, en légiférant notamment autour des aménagements pour cyclistes, des flottes de véhicules individuels en libre-service ou encore des moyens de rabattement en zones péri-urbaines.





Encourageons celles et ceux qui veulent se débarrasser de leur véhicule polluant pour des modes de déplacement plus propres ! (Les Jeunes avec Macron)

1- Abandonner sa vieille voiture polluante pour passer aux transports en commun, au vélo, au covoiturage ou à d'autres modes de déplacements plus durables doit être favorisé par un élargissement de la prime à la conversion.

Cette mesure bénéficiera notamment aux jeunes. En effet, certains pourraient ainsi se séparer d'un véhicule thermique pour partir faire leurs études ou travailler dans une grande métropole, dans laquelle ces véhicules sont inadaptés.

2- Aider encore plus les foyers modestes à l'aide de « Prêts Verts » pour changer de véhicule.

Cette mesure bénéficiera particulièrement aux foyers modestes qui n'ont pas toujours la capacité financière nécessaire ni les garanties appropriées pour obtenir des prêts intéressants afin d'acquérir un véhicule plus propre.



Fermer les aéroports ? Vertiges, arbitrages, et solidarité (Les greniers d'Abondance)

Peut-on à la fois maintenir le secteur de l'aviation civile et éviter un emballement catastrophique du système climatique ?

À partir de l'exemple de l'aviation, cette contribution cherche à soulever quelques questions de fond et de méthodologie que les participant-es à la CCC devraient en toute logique être amenés à se poser.

PAS DE LOGO
DISPONIBLE

5 piliers essentiels seulement au lieu de 2081 propositions (Parti Dit Zident)

A ce jour, 2081 contributions ; des projets coercitifs avec des problèmes d'application d'explication de lobbies ... Au lieu de ce tissu, voici les 5 piliers du Concept Dit Zident.

1 Doter l'Humanité d'une AUTORITE UNIVERSELLE en charge non pas de diriger le Monde mais de représenter ce qui s'impose: Vie Nature Esprit Intelligence Eternité Univers Bienfaisance

2 Pour instaurer un vrai système ECONOMIQUE : Personnifier la Nature dans ses échanges avec l'Homme en une seule et unique BANQUE UNIVERSELLE

3 Afin de limiter la consommation humaine au ""Produit Naturel Renouvelé"" adopter une seule et unique MONNAIE UNIVERSELLE qui le représente en permanence.

4 Pour cela, la Nature (Cf 1) se fait payer par l'homme quand celui ci prélève un Produit Naturel et verse de façon égalitaire à tout être humain vivant la part du Produit qu'elle renouvelle; l'ALLOCATION UNIVERSELLE.

5 Celle ci remplace tout autre revenu pour l'Homme qui, en contrepartie doit l'OCCUPATION INTELLIGENTE ET BIENFAISANTE; GRATUITE.



Le « droit à la prise », un levier majeur pour le décollage du marché du véhicule propre - propositions de la filière automobile française (Plateforme de la Filière Automobile)

La Filière Automobile Française souhaite apporter sa contribution aux réflexions des membres de la Convention Citoyenne.

Résolument engagée dans la transition énergétique, elle s'est fixée pour objectif, à travers le Contrat Stratégique de Filière qu'elle a signé avec l'Etat le 22 mai 2018, la multiplication par cinq du nombre de véhicules électriques vendus en France à l'horizon 2022.

Mais une condition indispensable à ce développement ambitieux du véhicule propre est que soit équipé, dans le même temps, l'ensemble du territoire, de bornes permettant à chacun de recharger son véhicule.

90% des recharges s'effectuent à domicile ou au travail mais aujourd'hui moins de 1% des copropriétés ont engagé des travaux d'installation de bornes de recharge, et de nombreux copropriétaires témoignent d'un véritable parcours du combattant pour obtenir l'installation de bornes de recharge dans leur copropriété à un prix raisonnable.

Face à cette situation, un débat a eu lieu l'année dernière dans le cadre de la loi d'Orientation sur les Mobilités (LOM) pour rendre plus effectif le « droit à la prise » mais il n'a pas permis d'aboutir à une solution suffisamment opérationnelle, car les parlementaires n'ont pas souhaité rajouter à ce stade d'obligations aux copropriétés déjà confrontées à une réglementation complexe.

Notre préoccupation est de permettre dès à présent à tout citoyen de pouvoir choisir un véhicule à zéro ou à faible émission de CO2 (100% électrique ou hybride rechargeable), dans des conditions lui permettant facilement de recharger son véhicule selon ses besoins.

Les travaux des 150 citoyens tirés au sort dans le cadre de la Convention Citoyenne constituent une véritable opportunité pour imaginer les solutions pragmatiques, au plus proche des attentes de nos concitoyens et à la hauteur des enjeux écologiques.



Moins d'avion, plus de train (**Réseau Action Climat**)

Avec une augmentation du nombre de passagers annuels de près de 6 % par an, les émissions de CO₂ du secteur aérien ne font qu'augmenter et si rien n'est fait, elles pourraient tripler d'ici 2050 alors même que ce secteur émet d'autres gaz à effet de serre.

Les exonérations de taxe sur le kérosène, l'absence de TVA ou une TVA réduite sur les billets et les subventions aux compagnies aériennes et aux aéroports pénalisent l'essor des alternatives plus écologiques comme le train, notamment en termes d'emplois.

D'un autre côté, malgré le potentiel du transport ferroviaire, des lignes de train et des dessertes ont été supprimées ces dernières années. Un manque d'investissement de 7 milliards sur 10 ans engendre une menace de fermeture des « petites lignes » de train.



10 propositions de "Sauvons le climat" pour une mobilité propre (**Sauvons le Climat**)

En septembre 2018, « Sauvons le climat » avait consacré son Université d'Été à l'examen des solutions de mobilité propre de nature à réduire la contribution du secteur transport à l'émission de gaz à effet de serre (GES), tout particulièrement la mobilité électrique. Les travaux et échanges ont été poursuivis sur quelques aspects, sans couvrir encore tout le champ des évolutions indispensables ; n'ont pas encore été traités les aspects sociétaux et comportementaux, ni l'organisation des transports de marchandises. « Sauvons le climat » en tire aujourd'hui une synthèse (voir le document séparé auquel ces propositions se réfèrent) et une série de 10 propositions.



Mettre le paquet sur l'avion (**TaCa**)

Les émissions de gaz à effet de serre se produisent dans pratiquement toutes les activités de notre vie moderne, et ce sont donc toutes ces activités qui vont devoir être fortement modifiées pour atteindre les énormes réductions de GES qu'il va nous falloir réaliser dans les 10 ans qui viennent si on veut éviter le pire.

Pour faire passer le message que ça y est, on s'y met, il faut choisir un domaine emblématique : pour nous ce domaine c'est le transport aérien, et on n'est pas les seuls dans cette CCC à faire ce choix, voir la contribution du collectif des 350 scientifiques; Redescendre sur Terre.



Favoriser le développement de transports routiers et maritimes moins polluants (**Total S.A**)

Total considère qu'un débat éclairé sur la transition écologique et une implication de tous les acteurs sont essentiels pour faire face aux enjeux actuels dans un esprit de justice sociale. La convention citoyenne pour le climat marque un temps fort de ce débat. Total souhaite donc y contribuer en partageant des pistes de réflexion.

La mobilité est un champ d'action majeur pour atteindre les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. C'est aussi un besoin essentiel et quotidien pour beaucoup de Français, dont il faut éviter de surenchérir le coût. Pour atteindre ces objectifs, il n'y a pas de solution miracle, mais un ensemble de solutions à déployer de façon cohérente et pérenne. Aussi en parallèle de politiques visant à améliorer les transports en commun, les mobilités douces (comme le vélo), ou la réduction du transport de marchandises, le développement de transports routiers et maritimes moins polluants est un levier indispensable. 3 axes nous semblent importants :

- Accompagner le développement des véhicules électriques
- Encourager l'utilisation du gaz dans le transport maritime et terrestre de marchandise, d'autant que ce gaz sera progressivement décarboné par l'incorporation croissante de gaz verts
- Faciliter l'émergence de l'hydrogène notamment pour les poids lourds

Un cadre favorisant les investissements indispensables au développement de ces solutions, l'électricité et le gaz demain, l'hydrogène après-demain, permettrait d'accélérer la transition.



Favoriser le report modal par la prise en compte des externalités (*Union des transports publics et ferroviaires*)

Afin de diminuer les émissions du secteur des transports, il apparaît primordial de favoriser le report modal des véhicules routiers vers les transports publics et ferroviaires. Pour ce faire, il convient que les utilisateurs de chaque mode assument non seulement leur coût privé (essence, assurance, entretien, prix du ticket...) mais aussi leur coût marginal social, c'est-à-dire les coûts qu'ils engendrent pour la collectivité, en termes d'usure des infrastructures, de nuisances environnementales, de congestion, d'insécurité routière... Le paiement du coût marginal social par les utilisateurs des différents modes a deux conséquences immédiates :

- Les utilisateurs pourront évaluer correctement la pertinence de leur choix modal sur la base d'un coût réel,
- Si la recette de ce coût marginal social va à l'AOM, le financement de la mobilité est optimisé pour la collectivité.

A contrario, si ce coût n'est pas couvert par les utilisateurs, non seulement la collectivité doit l'assumer, mais la concurrence entre les différents modes et services de transport n'est plus équitable.

Synthèse de la thématique "Se loger"

131 contributions citoyennes organisées par sous-thématiques

Améliorer la politique énergétique de la France du point de vue de l'Etat et des collectivités locales

- [Améliorer l'utilisation des recettes de la CSPE \(Contribution au service public de l'électricité\) en prenant en compte la réduction des GES sur l'ensemble du cycle de vie.](#)
- [Contraindre l'Etat et les collectivités à isoler tous leurs bâtiments publics en respectant le label BBC Rénovation.](#)
- [Créer un plan d'investissement pour isoler tous les bâtiments publics sur 10 ans \(hors monuments historiques\).](#)
- [Établir un moratoire visant à suspendre les aides au développement de l'énergie éolienne.](#)
- [Faire respecter les trames verte, bleue et brune dans les villes.](#)
- [Imposer aux espaces publics un niveau de chauffage maximum au-delà duquel s'applique une "écotaxe".](#)
- [Mettre en place des aides à la rénovation énergétique pour toutes les habitations, principales et secondaires.](#)
- [Mettre en place une tarification progressive pour l'eau et l'électricité.](#)
- [Porter la rénovation urbaine du logement privatif à l'échelle de l'îlot.](#)
- [Réorienter les 121 milliards d'euros dédiés aux énergies renouvelables vers l'isolation des bâtiments existants.](#)

Prendre des mesures permettant un meilleur diagnostic énergétique

- [Améliorer la gestion de l'énergie avec le "Compte Carbone" permettant une répartition et un plafonnement de l'énergie.](#)
- [Assouplir la législation et faciliter la mise en œuvre des projets de logements alternatifs s'inscrivant dans une démarche de sobriété \(yourtes, tiny houses, caravanes, etc.\).](#)
- [Établir un bilan thermique de tous les bâtiments soumis à la taxe foncière en proposant diagnostic et recommandations \(sur le modèle de l'Agence régionale pour les économies d'énergie de Nouvelle-Aquitaine\).](#)
- [Faire appel à des professionnels pour améliorer la gestion énergétique des bâtiments existants sans réaliser de nouveaux investissements.](#)
- [Mettre en place un système de prêt de "mallette énergie" permettant à chacun de diagnostiquer sa consommation énergétique.](#)
- [Permettre un diagnostic énergétique gratuit de tous les logements anciens.](#)
- [Supprimer les exigences coûteuses en matière d'habitat individuel \(notamment des PLU\) pour favoriser celles utiles à la préservation du climat.](#)

Améliorer la gestion du chauffage dans les bâtiments et les habitations

- [Arrêter d'inciter à changer de mode de chauffage et favoriser l'isolation.](#)
- [Autoriser le chauffage aux bûches de bois comme chauffage principal dans les permis de construire.](#)
- [Diminuer le chauffage en portant de la laine, construire des matériaux de construction plus économes \(ciment à partir de cyanobactéries Synechococcus ou utilisation du solaire à concentration en miroirs de Fresnel\).](#)
- [Favoriser des modes de chauffage peu carbonés \(solaire, pompe à chaleur, etc.\).](#)
- [Inciter à interrompre les chauffages électriques pendant les heures de pointe.](#)
- [Imposer la réintégration du bilan BEPOS à la réglementation RE 2020 E+ C- et modifier le coefficient d'énergie primaire.](#)
- [Interdire le chauffage au fuel et au charbon en mettant en place des subventions.](#)
- [Interdire le chauffage électrique par convecteur et subventionner son remplacement par des pompes à chaleur \(divise par 3 la consommation énergétique\).](#)
- [Limiter le chauffage à 19°C dans les habitats, bureaux, lieux publics et administration \(une éco-taxe s'applique au-delà\).](#)
- [Promouvoir le chauffage électrique par des tarifs et des notations attractives.](#)
- [Rendre obligatoire, dans un certain délai, la mise en place d'un réseau urbain de chauffage permettant de se passer des climatiseurs.](#)

Prendre des mesures de protection de la biodiversité et de l'environnement

- [Faire de la Caisse des dépôts un outil en faveur du changement climatique en orientant ses prêts et investissements vers des "projets verts".](#)
- [Mettre en place un objectif de "zéro artificialisation brute" afin de protéger les terres agricoles et naturelles.](#)
- [Renforcer les moyens de l'Etat pour faire face à la montée du niveau des mers.](#)
- [Réaménager les zones inondées en zone d'épandage de crues et reloger les propriétaires touchés dans des logements répondant aux nouvelles normes énergétiques.](#)

- [Soumettre les nouvelles constructions à la prise en compte de la biodiversité en favorisant son développement \(abris pour les oiseaux, stickers anti-collision, espaces végétal, etc.\).](#)
- [Stopper la déforestation et végétaliser les territoires afin de protéger et nourrir la biodiversité.](#)
- [Stopper la politique nataliste et sanctuariser les espaces naturels et les zones agricoles.](#)

Développer l'utilisation de techniques alternatives et de nouvelles technologies pour diminuer l'empreinte carbone

- [Augmenter le recours au stockage intersaisonnier de chaleur.](#)
- [Créer des robinets avec une fonction "filet d'eau" pour réduire le gaspillage d'eau.](#)
- [Développer la recherche et l'industrialisation des batteries type ion-sodium.](#)
- [Développer la pêche, l'aquaculture, le transport multimodal et les énergies marines renouvelables \(EMR\), par la nationalisation des branches Énergies marines d'Alstom et Éolienne d'Areva.](#)
- [Développer l'utilisation des énergies renouvelables pour améliorer la qualité de l'air et les performances thermiques des bâtiments sans les dénaturer par une isolation extérieure.](#)
- [Encourager l'auto consommation d'électricité.](#)
- [Inciter à l'utilisation de l'eau de pluie.](#)
- [Récupérer l'eau de la salle de bain pour alimenter les toilettes.](#)
- [Récupérer la chaleur perdue des centrales nucléaires.](#)
- [Utiliser des souffle-feuilles mécaniques ou électriques afin de réduire les nuisances sonores et la pollution.](#)
- [Utiliser l'eau des rivières filtrée pour alimenter des pompes à chaleur d'immeubles.](#)

Promouvoir l'isolation et la rénovation pour améliorer le bilan énergétique des habitations et des bâtiments

- [Mettre en place un service public dédié à la construction et à la rénovation prenant en compte la problématique environnementale \(économie d'énergie, isolation, mixité des usages\).](#)
- [Baisser la consommation globale d'énergie d'une TPE de 80% par l'optimisation énergétique \(isolation, chauffage solaire\).](#)
- [Soumettre l'installation des climatisations individuelles à certaines conditions d'isolation thermique.](#)
- [Favoriser la rénovation à la construction des bâtiments \(isolation thermique, fenêtres, etc.\).](#)
- [Améliorer les performances énergétiques des appartements et immeubles collectifs.](#)
- [Optimiser la disposition des fours et radiateurs dans les logements.](#)
- [Développer les aides à l'auto-rénovation \(financières et techniques\) de manière à revaloriser les logements et à réduire la consommation d'énergie de 50%.](#)
- [Améliorer la gestion de l'énergie dans les bâtiments existants avec la mise en place d'un suivi et d'une obligation de résultats.](#)
- [Créer un réseau de bénévoles régional et/ou national permettant d'aider les propriétaires à rénover leurs biens.](#)

Faciliter et adopter de nouveaux modes et matériaux de construction pour les bâtiments neufs

- [Appliquer une TVA à taux réduit \(5.5 %\) sur l'intégralité d'une construction lorsqu'elle répond à un ensemble de critères environnementaux.](#)
- [Faire appel au Centre Scientifique et Technique du Bâtiment pour synthétiser les informations sur le bâtiment \(énergie, rénovation, confort, etc.\) et pour formuler des prescriptions.](#)
- [Favoriser les constructions passives en facilitant les démarches administratives.](#)
- [Soumettre la construction des bâtiments publics à un ensemble de règles et d'aménagements \(isolations, énergie solaire, toit végétal, etc.\).](#)
- [Inclure les usagers dans le processus de construction.](#)
- [Rendre obligatoire la réutilisation des matériaux de construction.](#)
- [Rendre obligatoire l'installation de chauffage solaire thermique lors des constructions ou rénovations.](#)
- [Installer des récupérateurs d'eaux pluviales sur les nouvelles constructions.](#)
- [Permettre et favoriser la peinture blanche sur les toits.](#)
- [Couvrir toutes les toitures avec des panneaux solaires, ainsi que toutes les nouvelles constructions \(à hauteur de 80% de la toiture\).](#)
- [Favoriser l'utilisation du bois pour les constructions et diminuer l'utilisation du béton et du ciment.](#)
- [Inciter les foyers à installer des toilettes sèches et les rendre obligatoires pour les nouvelles constructions.](#)
- [Favoriser la réutilisation des matériaux et le bois dans la construction/rénovation.](#)
- [Favoriser la construction de logements en bois.](#)
- [Augmenter le soutien à la construction en paille avec le développement d'un cahier des charges type "bio" pour la construction.](#)

- [Continuer à utiliser béton, plâtre, verre, métal qui sont recyclables après usage et ne sont pas remplaçables.](#)
- [Limiter l'usage du bois dans la construction \(déforestation, pollution liée aux transports, faible durabilité\) et lutter contre la surconsommation \(téléphones mobiles, serveurs informatiques, voitures polluantes, etc.\).](#)

Lutter contre le mal-logement des plus démunis

- [Combattre le mal-logement et la solitude des personnes âgées en mettant en place un système d'hébergement contre services.](#)
- [Faciliter l'accès au logement pour les plus démunis \(encadrer le prix des loyers, limiter les garanties demandées par les propriétaires, taxer les logements vacants\).](#)
- [Réduire la proportion des revenus dédiée au logement et au transport à 30 % du revenu net d'un ménage via diverses aides.](#)
- [Rendre obligatoire la location des logements vacants et inciter à la location des logements secondaires.](#)

Faire émerger et promouvoir de nouveaux modes d'habitat favorisant le lien social

- [Adapter la réglementation de manière à favoriser la colocation.](#)
- [Améliorer l'accès aux services publics et aux transports pour les communes de plus de 500 habitants.](#)
- [Assouplir la législation et encourager les habitats peu chers, à faible impact environnemental, collectifs, mobiles, alternatifs et intégrés dans des cadres préservés.](#)
- [Construire et sécuriser des pistes cyclables \(séparation avec la chaussée automobile\).](#)
- [Développer "l'esprit village" au cœur des villes en encourageant les liens sociaux, une économie de proximité et des lieux de partages.](#)
- [Faciliter les échanges et l'entraide au sein des copropriétés avec la création de salles de réunion citoyenne.](#)
- [Favoriser le développement de quartiers/villages citoyens porteurs d'innovation et la rénovation de l'ancien via des incitations fiscales et/ou financières.](#)
- [Lancer une campagne de sensibilisation à un mode de vie plus écologique \(douches froides, se couvrir plutôt que chauffer la pièce, etc.\).](#)
- [Légaliser les logements minimalistes \(roulottes, "tiny houses"\).](#)
- [Rendre obligatoire la création de locaux de services partagés \(ateliers, laverie, salle de jeu, etc.\) pour les programmes de logement collectifs \(neuf ou rénovation\) et accompagner les occupants dans l'organisation collective.](#)
- [Mettre en place un "suffrage universel" dans les copropriétés afin de permettre aux propriétaires mais aussi aux locataires de se prononcer sur la gestion énergétique.](#)
- [Développer des modes de vie moins énergivores en créant des espaces verts et en réduisant la consommation d'eau et d'électricité.](#)
- [Préparer l'arrivée des réfugiés climatiques \(hébergement, cours de langues et éducation civique\) et stopper les incitations à la natalité.](#)

Favoriser la végétalisation du territoire

- [Cesser toute déforestation et replanter des arbres.](#)
- [Favoriser la végétalisation des toits en les aplanissant et en assouplissant la législation.](#)
- [Reboiser et revégétaliser le territoire.](#)
- [Végétaliser les centres villes.](#)

Lutter contre l'étalement urbain pour limiter les transports et l'artificialisation des sols

- [Stopper l'étalement urbain en optimisant et en densifiant les villes \(performances énergétiques et espaces communs\).](#)
- [Inverser la métropolisation en délocalisant les emplois et services sur tout le territoire.](#)
- [Établir un moratoire sur les zones commerciales en périphérie des villes.](#)
- [Limiter l'étalement urbain par référendum local.](#)
- [Geler toutes les extensions urbaines prévues dans les PLU, SCOT, SCHEMAS.](#)
- [Avancer l'objectif zéro artificialisation nette à 2022.](#)
- [Lutter contre l'artificialisation des sols avec un meilleur contrôle de l'Etat.](#)
- [Densifier l'habitat en limitant le développement de zones constructibles et favoriser l'habitat collectif et la rénovation des centres anciens.](#)
- [Autoriser les constructions avec compensation en milieu rural pour le dynamiser et interdire l'artificialisation autour des villes.](#)
- [Mettre en place une fiscalité par tranche de l'espace habitable de chaque individu afin de lutter contre l'artificialisation des sols.](#)

Instaurer des mesures fiscales incitatives ou contraignantes pour réduire la consommation énergétique

- [Augmenter le taux de rénovation énergétique en la rendant obligatoire et en la finançant.](#)
- [Créer une taxe logement basée sur le rapport surface/occupant.](#)
- [Fluidifier les démarches pour créer des logements collectifs en réhabilitation \(réglementation et assurances\).](#)
- [Inciter les entreprises à chauffer moins fort leurs locaux \(avec contrôles et sanctions\).](#)
- [Inciter fiscalement les personnes vivant seules à partager leur logement.](#)
- [Interdire l'installation de magasins dans des "hangars améliorés" mal isolés et interdire aux magasins de laisser leur porte ouverte.](#)
- [Limiter ou stopper la construction de maisons individuelles afin d'optimiser la consommation d'énergie et le réseau routier.](#)
- [Mettre en place des garde-fous permettant de lutter contre la surconsommation d'énergie.](#)
- [Mettre en place une taxe carbone sur les grands logements \(au-dessus d'une surface moyenne par occupant\).](#)
- [Mettre en place une taxe sur les m² superflus \(au delà de 20 m²/personne\).](#)
- [Récompenser ou sanctionner les logements en fonction de leur forme urbaine \(plus ou moins énergivore\) par le biais d'une augmentation/baisse de la taxe foncière.](#)
- [Rendre obligatoire l'optimisation énergétique \(isolation, chauffe-eau solaire, PAC, géothermie, etc.\).](#)
- [Rendre obligatoire la rénovation d'un bien classé E,F,G sur le DPE \(Diagnostic de performance énergétique\) lors de sa location et indiquer le prix des travaux de rénovation lors de sa vente \(permettant d'atteindre une classe A ou B sur le DPE\).](#)
- [Taxer les appartements mal isolés et imposer une température maximum \(19°C la nuit, 21°C le jour\).](#)

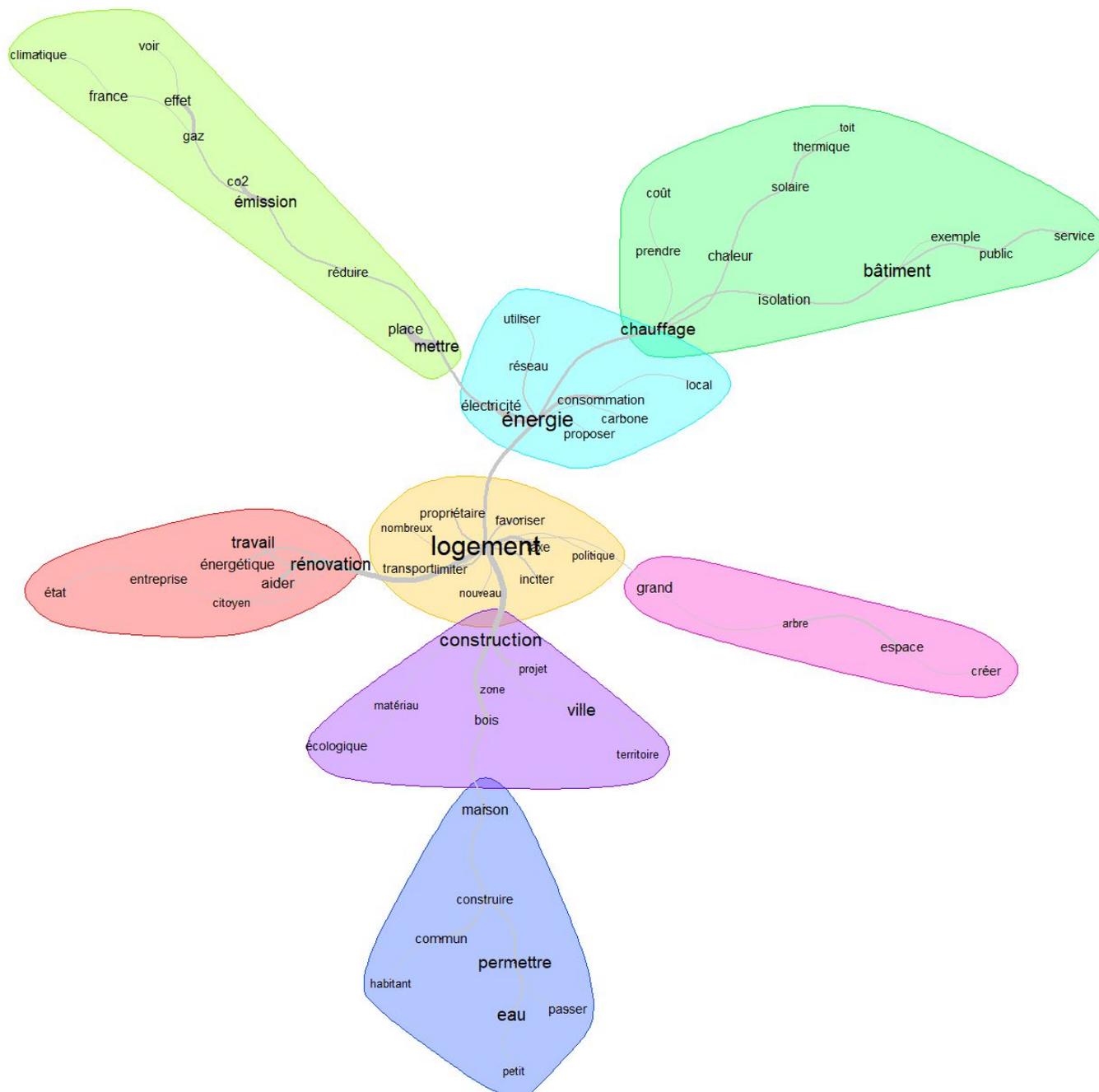
Développer des aides pour encourager les économies d'énergie

- [Aider à la rénovation énergétique par le crédit immobilier.](#)
- [Augmenter les seuils d'aides à la rénovation à 100 000 € pour les revenus modestes pour favoriser des rénovations globales de qualité.](#)
- [Développer et favoriser l'autonomisation énergétique des citoyens par une campagne de communication, un crédit d'impôt, des prêts à taux zéro.](#)
- [Développer et encourager l'autonomie énergétique des habitations par des aides gouvernementales.](#)
- [Permettre aux fournisseurs d'électricité 100 % verte d'être compétitifs face à EDF par le biais d'aides ou de compensations.](#)
- [Faire financer les travaux d'isolation thermique par les fournisseurs d'énergie.](#)
- [Maintenir la possibilité d'utiliser le fuel tout en développant des aides à la transition.](#)
- [Mettre en place une aide financière assortie d'une obligation d'isolation phonique et thermique et d'un remplacement du système de chauffage.](#)
- [Réserver les aides et financements à l'optimisation et à la rénovation des logements.](#)

Recherches diverses effectuées pour aider le groupe de travail "Se loger"

- [Prendre en compte le rapport du cabinet Carbone 4 "Faire sa part. Pouvoir et responsabilité des individus, des entreprises et de l'Etat face à l'urgence climatique".](#)
- [Reprendre les idées des 16 000 citoyens ayant contribué sur "Entendre La France".](#)

Ce second graphique sous forme de "schéma de co-occurrence" montre quels mots ont été les plus associés parmi les 83 mots les plus fréquents. Les couleurs sont aléatoires mais les mots sont reliés dans de grands ensembles à travers des nœuds dont découlent des associations d'idées. Plus les lignes entre elles sont épaisses, plus les mots sont liés dans les contributions.



8 contributions d'organisations présentées par leur résumé

**PAS DE LOGO
DISPONIBLE**

[L'habitat léger, une solution écologique et sociale pour se loger au XXIème siècle](#) (*Coalition pour l'habitat léger*)

Face à la difficulté d'accès au foncier, au manque de logements sociaux ou encore pour répondre à des besoins de mobilité, de liberté ou d'un mode de vie plus sobre et écologique, l'habitat léger (yourtes, tiny houses, maisons légères en bois...) est de plus en plus attractif, particulièrement auprès des jeunes générations. Ce type d'habitat est caractérisé par son absence de fondations, ses matériaux biosourcés et sa fréquente autonomie vis-à-vis des réseaux, ce qui limite grandement l'impact sur l'environnement. Par ailleurs, il n'imperméabilise pas les sols et préserve leur futur potentiel agricole.

Le cadre réglementaire existant, inadapté, n'est quasiment jamais appliqué, conduisant l'immense majorité des personnes ayant fait le choix de ce type d'habitat, estimées à 250.000 personnes en France (source : rapport Got et Léonard, 2011), à vivre dans l'illégalité.

Cette situation pose de nombreux problèmes : accès aux droits et aux services publics limités par l'absence de domiciliation, manque à gagner pour les communes en matière d'impôts locaux...

L'adoption de l'article 14 de la loi "Engagement et Proximité" fin 2019 aura sans doute pour effet de contraindre ces personnes à vivre de plus en plus cachées et donc à aggraver les problèmes qu'elle entendait résoudre.

Pour y remédier, il est nécessaire de permettre l'installation légale de celles et ceux qui font le choix de ce mode d'habitat, là où c'est pertinent et dans le respect du code de l'urbanisme et de la loi ALUR.

**PAS DE LOGO
DISPONIBLE**

[Entre nucléaire et CO2, il va falloir choisir...](#) (*Collectif d'anciens du nucléaire*)

C'est en effet l'heure des choix. Selon les experts du GIEC, en l'absence durable de moyens de stockage de masse de l'électricité, le nucléaire sera la seule énergie capable dans les décennies à venir de contribuer à la diminution des émissions de gaz à effet de serre en produisant une électricité « bas carbone », de façon sûre et dans des conditions économiques satisfaisantes, répondant à tout instant aux besoins de notre pays.

Faute de quoi, l'avenir des futures générations sera compromis du fait de considérations idéologiques qui condamnent sans appel cette énergie.



[Démultiplier le nombre de logements rénovés en encourageant l'auto-rénovation](#) (*Confédération Nationale des Associations Castors - CNAC*)

Nous proposons un projet de rénovation des logements en autoproduction de travaux. Il s'agit d'impliquer les occupants dans la rénovation de leur logement en les accompagnant dans les démarches et l'apprentissage des savoir-faire.

Pour qu'ils s'engagent dans cette démarche il faut les inciter en subventionnant l'achat de matériaux de ces opérations. De cette manière nous pourrions augmenter significativement le nombre de rénovations et chaque rénovation coûtera moins cher car il n'y aura pas ou peu de coût de main-d'œuvre.

Pour que les opérations soient conformes aux objectifs de réduction des consommations, le processus s'appuie sur des étapes essentielles qui sont : un diagnostic, un apprentissage, un accompagnement sur chantier, un contrôle, l'attribution d'un label.

En 2017, lors de l'appel à projet du Ministère de la Transition écologique et solidaire, notre proposition avait déjà retenu l'attention et elle s'était vue octroyée le « coup de cœur » du jury.

Nous sommes prêts à venir rencontrer les citoyens de la convention afin d'exposer de vive voix les détails de cette proposition et le montage financier

**PAS DE LOGO
DISPONIBLE**

[Rénovation énergétique des bâtiments : focus sur les copropriétés et le tertiaire public](#) (*FEDENE - Fédérations des services énergie environnement*)

A travers ses syndicats SNEC, SYNASAV, SYPEMI et SYPIM, les adhérents de FEDENE interviennent quotidiennement sur 60 à 70 % du parc résidentiel et tertiaire, que ce soit en chauffage collectif comme individuel. La FEDENE a de ce fait une connaissance unique en termes de montage de projets de

rénovation énergétique et de la connaissance des conditions à réunir pour favoriser l'émergence de projets concrets d'économie d'énergie.

Le présent document a pour objectif de partager notre analyse sur la stratégie générale de rénovation énergétique et les propositions qui en découlent notamment sur les copropriétés et le tertiaire public

ANALYSE DE LA STRATÉGIE DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE

RAPPELS :

Ø Les économies d'énergie sont le premier pilier de la transition énergétique et de la stratégie nationale bas carbone (SNBC) avec un objectif de réduction de moitié à l'horizon 2050

Ø La consommation d'énergie finale en France se fait sous forme de chaleur (45%), de carburants (29%) et d'électricité (26%). Les 2 principales énergies carbonées sont la chaleur et les carburants. L'électricité en France est parmi les plus décarbonées d'Europe (90%), du fait notamment du nucléaire et de l'hydroélectricité.

Ø La réduction de consommation finale d'énergie porte pour moitié sur les bâtiments résidentiels et tertiaires (-112 TWh dont 80% sous forme de chaleur et de froid)

Ø Des moyens financiers très conséquents ont été alloués à cette rénovation, sous diverses formes : Prim'Renov (ex CITE), CEE, ANAH, chèques énergie ..., et les acteurs ont demandé à plusieurs reprises de faire une évaluation de l'efficacité de ces dispositifs au regard des résultats obtenus.

Ø Malgré une priorité affectée à cet objectif dans les précédents plans d'actions gouvernementaux, dont la dernière PPE, il faut constater un accroissement des retards constatés dans la baisse des consommations d'énergie finale par rapport aux objectifs.

Ces constats justifient de notre point de vue que la stratégie de rénovation soit revue globalement et pilotée transversalement de façon plus efficace.



GREENFISH

Contribution Greenfish à la thématique "Se Loger" (Greenfish)

Aujourd'hui, malgré les rapports alarmants du GIEC et la signature des accords de Paris en 2015, les énergies renouvelables restent marginalisées. En effet, en France, plus de 80 % des besoins de chaleur sont couverts par des énergies fossiles et seulement 22 % des besoins d'électricité sont couverts par les énergies renouvelables. Inclure une stratégie énergétique dans chaque projet de développement urbain permettrait une optimisation des dépenses énergétiques. En parallèle, s'attaquer à la précarité énergétique est un enjeu prioritaire, tant écologique que social. Revoir les critères des labels RGE notamment, pourrait permettre de reconstruire la confiance des ménages envers les offres CEE, qui souffrent aujourd'hui de nombreuses tentatives d'abus et de pratiques commerciales trompeuses. Les aides aux ménages en difficulté sont à maintenir, tout en poussant le système vers une organisation plus viable sur le long terme. Une rénovation globale de l'habitat est à prévoir.



Accompagner le développement de l'habitat léger (Halem France)

L'habitat léger est un acteur privilégié de la transition énergétique

- L'habitat léger est le plus souvent un micro habitat donc plus sobre en besoins de chauffage, d'éclairage.
- L'empreinte carbone de leur construction est réduite, car souvent auto-construits avec des matériaux locaux, bio-sourcés.
- L'implantation d'un habitat léger est réversible. La loi ALUR a introduit le concept de réversibilité et ainsi reconnu la pertinence de ce mode d'habitat. Le terme de réversibilité indique ici que le terrain peut retrouver rapidement et facilement sa nature et son usage originel.
- Les usagers ont en majorité recours à des énergies renouvelables, à des pratiques vertueuses dans l'utilisation des fluides et la gestion des déchets.
- Ce mode d'habitat permet de développer une agriculture vivrière et favorise aussi l'installation de jeunes porteurs de projets agricoles ou diversifiés.

L'habitat léger répond à un besoin social

- La crise du logement fait rage, La financiarisation, la spéculation immobilière et foncière rendent presque impossible l'accès à un habitat décent et convenable pour les populations les plus fragiles économiquement.
- Par choix ou par nécessité, de nombreuses personnes vivent aujourd'hui en habitat léger, retrouvant ainsi une dignité, de l'autonomie et du pouvoir d'achat. Tous et toutes devenant aussi acteurs.ices de leurs existences face aux enjeux climatiques et environnementaux.

- Le développement de l'habitat léger se heurte à la lourdeur et la complexité des décisions urbanistiques et administratives, privant ainsi de nombreuses personnes qui aspirent à s'installer dans ce mode d'habitat, cela à contrario d'un statut reconnu par la loi ALUR.

La situation de l'habitat léger en France

- Des dizaines de milliers de personnes vivent au long terme en habitat léger. Dans la grande majorité ces habitants ne bénéficient pas d'autorisations formelles de l'administration locale, ils sont le plus souvent, juste tolérés.

- Les saisonniers, les gens du voyage qui peinent à trouver des aires de stationnement sont également fragilisés par l'absence de prise en compte de leur mode d'habitat. Cela génère des tensions sur les territoires, des conflits juridiques, qui nuisent à ces habitants, à la cohésion sociale.

- La reconnaissance de l'habitat léger en France a inspiré l'évolution de la législation dans d'autres pays européens. L'absence d'intérêt pour cet ingénierie appliqué à nos territoires, devient révélateur d'une carence manifeste.

- L'habitat léger est une réalité territoriale en plein développement. Les artisans et ateliers d'auto-construction accompagnée proposent des matériaux de qualité, locaux ou bio-sourcés, puits de carbone par nature. Les habitants de logements mobiles recyclent astucieusement des produits destinés aux loisirs ou aux transports pour une fonction durable qu'ils ne se privent pas de perfectionner.

Nous plaçons pour que l'état intègre ce modèle économique, écologique, sociale de l'habitat léger et décide d'accompagner son développement plutôt que de le réprimer, développe des politiques inclusives à l'égard de ces publics, en intégrant légalement la diversité de leurs habitats.

Le but à terme est bien de développer un droit commun, une culture partagée de l'habitat léger.

PAS DE LOGO
DISPONIBLE

[Installation côtière de gestion de phénomènes météorologiques \(PIUFORTAVI SAS\)](#)

Depuis l'an 2000 on note une augmentation préoccupante de la fréquence et de l'intensité des cyclones tropicaux. Ce dérèglement est dû au réchauffement climatique donc à une élévation de la température des eaux de surface des océans au niveau de la ceinture intertropicale. Ceci engendre une évaporation naturelle fortement accrue et un excès de vapeur d'eau dans l'atmosphère.

Les cyclones tirant leur énergie destructrice de ces eaux chaudes de surface et de la couche de mélange sur une épaisseur de cinquante mètres, cette vapeur d'eau supplémentaire aspirée par la multitude de cumulonimbus présents dans le vortex du cyclone accroît la masse de l'atmosphère et aggrave ainsi l'effet de serre induit par le gaz carbonique produit par l'activité humaine.

Mais actuellement l'humanité dispose des moyens techniques pour lutter efficacement contre l'aggravation de cette activité cyclonique dévastatrice.

Le corps de la contribution décrit le procédé industriel innovant à mettre en œuvre pour réduire de plus de deux degrés la température des eaux de surface autour des îles volcaniques de la ceinture intertropicale de la planète.



[Aider les ménages à faire des économies d'énergie \(Total Direct Energie\)](#)

Total Direct Energie considère qu'un débat éclairé sur la transition écologique et une implication de tous les acteurs sont essentiels pour faire face aux enjeux actuels dans un esprit de justice sociale. La convention citoyenne pour le climat marque un temps fort de ce débat. Total Direct Energie souhaite donc y contribuer en partageant avec la Convention des pistes de réflexion.

Pour atteindre les objectifs de réduction de l'émission des gaz à effet de serre, il n'y a pas de solution miracle, mais un ensemble de solutions à déployer de façon cohérente et pérenne. Parmi celles-ci, permettre aux ménages de mieux maîtriser leur consommation pour les aider à faire des économies d'énergie. Pour cela, plusieurs leviers nous semblent utiles à encourager, notamment :

- Permettre aux ménages de maîtriser leurs consommations de chauffage
- Fournir aux ménages un outil de visualisation de leur consommation en temps réel.

Synthèse de la thématique “Se nourrir”

137 contributions citoyennes organisées par sous-thématiques

Permettre à une agriculture diversifiée et respectueuse de se développer

- [Autoriser l'élevage et la transformation d'insectes pour la consommation humaine.](#)
- [Aider les agriculteurs à convertir leurs fermes en les accompagnant dans la modification des bâtiments pour récupérer le méthane et la chaleur des animaux en hiver.](#)
- [Développer les agricultures biologiques et raisonnées.](#)
- [Aider les professionnels à franchir le pas vers l'agriculture biologique.](#)
- [Interdire les OGM pour conserver notre résilience.](#)
- [Diminuer l'utilisation et la consommation de l'huile de palme.](#)
- [Consacrer davantage de place dans les débats publics à l'alternative permaculturelle.](#)
- [Mettre fin le plus rapidement possible à l'utilisation des intrants chimiques dans nos cultures et développer le recours à des méthodes douces \(agroforesterie, culture biologique, permaculture...\).](#)
- [Favoriser une agriculture qui apporte une valeur ajoutée au territoire sur lequel elle se déploie.](#)
- [Encourager une agriculture durable et résiliente, qui sorte des clichés bio/non bio.](#)
- [Lutter contre une PAC de la corruption, promouvoir une PAC de l'agro-écologie.](#)
- [Développer les pratiques stockantes de carbones \(culture intermédiaire, semis direct, insertion prairie temporaire, agroforesterie\).](#)
- [Réserver les futures retenues d'eau agricoles aux fruits légumes estivaux bio et non à produire les cultures existantes aujourd'hui.](#)
- [Supprimer les pesticides, fongicides et autres produits phytosanitaires.](#)
- [Séparer l'urine à la source pour récupération et utilisation en tant qu'engrais azoté \(alors que l'engrais azoté est un produit du pétrole\).](#)
- [Promouvoir l'alimentation bio pour les animaux.](#)
- [Cesser toute pratique agricole n'ayant pas fait l'objet d'une étude sérieuse par des scientifiques indépendants.](#)
- [Muter rapidement et massivement vers une nouvelle agriculture, basée sur l'agro-écologie, l'agroforesterie et des productions 100% bio.](#)
- [En finir avec l'élevage industriel, et pour cela aider et accompagner massivement les éleveurs à muter vers un nouveau modèle, basé sur le respect des animaux et des productions 100% bio.](#)
- [Autoriser les semences paysannes et une agriculture raisonnée.](#)
- [Développer les méthaniseurs collectifs.](#)
- [Utiliser l'urine pour fertiliser.](#)
- [Augmenter la teneur de carbone des sols agricoles.](#)
- [Lutter contre les pesticides et écouter les chercheurs pour ce faire.](#)

Financer la transition écologique vers un modèle d'agriculture soutenable et local

- [Favoriser la transition alimentaire et agricole vers cette alimentation végétale par des mesures fiscales et réglementaires et par la participation de tous ses services \(Ministères de l'Agriculture, de la Santé et de l'Environnement, INRA, etc.\).](#)
- [Faire entrer le droit à l'alimentation dans notre constitution et mettre en place une "sécurité sociale alimentaire" à travers laquelle chaque citoyen français bénéficierait d'un crédit mensuel pour son alimentation, qu'il ne pourrait dépenser qu'auprès d'acteurs conventionnés.](#)
- [Exonérer les producteurs bio et locaux de toute charge sociale et fiscale.](#)
- [Avoir une TVA réduite pour encourager la consommation alimentaire en circuit court et local, valable pour les particuliers et les collectivités.](#)
- [Mettre une forte TVA \(100 %\) sur le prix de la viande, afin d'en limiter la consommation d'environ 50 % dans un premier temps.](#)
- [Subventionner la mise en place de frigos/bibliothèques/dons d'objets divers.](#)
- [Taxer l'import pour favoriser le local.](#)
- [Imposer/encourager financièrement tous les habitants avec parcelle de terrain cadastral à consacrer X% de la superficie à la production alimentaire.](#)
- [Augmenter les subventions pour les exploitations agricoles paysannes qui font du bio.](#)
- [Arrêter toutes les subventions et financements préférentiels de l'Etat et des collectivités locales en faveur de l'élevage industriel.](#)
- [Réallouer les subventions de la PAC vers des modes de production éthiques et respectueux.](#)

Repenser l'aménagement urbain et rural pour mettre en place plus d'agroécologie et de permaculture

- [Inciter les villes de plus de 2000 habitants à mettre en place des espaces tests agricoles municipaux.](#)
- [Favoriser des cultures pérennes et nourricières en milieux urbains et périurbains.](#)
- [Mettre en place un vaste espace dans lequel pourraient être expérimentées les pratiques agricoles compatibles durablement avec la préservation de notre environnement.](#)
- [Encourager le local via des marchés \(de quartiers ?\) le soir.](#)
- [Favoriser l'agroécologie autour des grandes agglomérations.](#)
- [Ne pas oublier les zones rurales et leur donner accès aux produits en vrac et bio et locaux.](#)
- [Mettre en place la bioaponie en ville \(culture hors sol, en extérieur et en saison de légumes et aromatiques\).](#)
- [Imposer aux espaces verts une proportion de fruitiers.](#)
- [Développer la métropole nourricière par la diffusion d'espaces urbains consacrés à la culture par et pour la population.](#)

Equiper les citoyens et décideurs d'indicateurs fiables éclairant leurs choix

- [Placer des étiquettes carbone sur les produits.](#)
- [Harmoniser les codes couleurs du tri sélectif auprès des collectivités et villes.](#)
- [Imposer l'information de l'ACV des produits alimentaires sur les produits et dans les publicités.](#)
- [Créer un cook-lab et des outils d'aide au "bien manger", les labels, les DLC.](#)
- [Mettre en place un indicateur couleur sur la provenance des produits alimentaires.](#)
- [Imposer la transparence sur les produits.](#)

Déployer des mesures spécifiques adaptées à ces nouvelles exigences

- [Fixer une date limite de vente des produits alimentaires non-bio.](#)
- [Généraliser le Contrat de Transition Écologique qui a pour ambition de repenser la tradition agricole du territoire pour aller vers une agriculture locale, biologique et circulaire.](#)
- [Créer une structure de défaisance qui rachète tout actif localisé en France, quels qu'en soient le\(s\) propriétaire\(s\).](#)
- [Interdire les emballages à usage unique et retour de la consigne.](#)
- [Baisser le prix des produits avec label local.](#)
- [Mettre en place des bons d'achats de plantes pérennes et comestibles.](#)
- [Encadrer les marges commerciales sur les produits bio.](#)
- [Aider / assister / gérer la transmission des fermes en cas de départ à la retraite.](#)
- [Limiter drastiquement les importations de viande.](#)
- [Favoriser la création d'emplois par la création de petites activités à taille humaine.](#)
- [Définir un objectif d'autonomie alimentaire à l'échelon local.](#)
- [Inscrire les services d'eau et d'assainissement dans une logique d'économie circulaire pour développer la croissance verte et l'emploi au sein des territoires.](#)
- [Mieux nourrir avec moins de gaz à effet de serre, avec le Compte Carbone et son plafonnement des GES qui donne un avantage à l'agriculture locale.](#)
- [Encadrer une sortie des pesticides de synthèse.](#)
- [Imposer un couvert forestier et un kilométrage de bocage minimal par SAU à chaque commune.](#)
- [Affecter le coût de la dépollution de l'environnement sur le prix des produits conventionnels/industriels.](#)
- [Interdire la pêche intensive, les navires usines démesurés et n'autoriser que la pêche artisanale avec respect des poissons.](#)
- [Limiter le gaspillage par la réglementation.](#)
- [Soutenir les agriculteurs qui souhaitent passer au BIO et à l'agriculture paysanne.](#)
- [Réorienter la Politique Agricole Commune vers le soutien à l'agro-écologie.](#)

Encadrer juridiquement la transition écologique

- [Ecrire une loi imposant une proportion de nourriture bio et locale dans les cantines.](#)
- [Légiférer et prioriser les jeunes agriculteurs en donnant des moyens juridiques à la SAFER.](#)
- [Inciter financièrement l'agriculture et la foresterie à stocker du carbone dans les sols \(étude INRA 13/6/2019\).](#)
- [Mettre en place une politique systématique de valorisation du piégeage de carbone dans les sols et agrosystèmes.](#)
- [Classer la FNSEA parmi les organisations terroristes.](#)
- [Demander le retrait du CETA.](#)
- [Protéger et constitutionnaliser les biens communs \(les rendre non privatisables\) et constitutionnaliser la règle verte.](#)
- [Pénaliser les circuits longs via un GES score et interdire les circuits trop longs.](#)
- [Pénaliser le BIO abusif.](#)

- [Imposer par la loi une obligation de résultat pour l'utilisation des produits biologiques et locaux dans les restaurants collectifs.](#)

Faire des systèmes de restauration collective des acteurs clés dans l'alimentation responsable

- [Ne pas intégrer de viande dans les cantines et réduire tout type de denrées d'origine animale.](#)
- [Placer des distributeurs d'eau en bouteille dans les grandes surfaces, permettant le remplissage de bouteilles déjà utilisées.](#)
- [Revoir le fonctionnement et l'offre des cantines scolaires et collectives et rendre dès 2021 sans aucune excuse, toutes les cantines publiques biologiques, locales et de saison.](#)
- [Prendre exemple sur la fonction publique d'État, la Fonction publique territoriale et la Fonction publique hospitalière qui ne proposent plus de viande animale dans toutes leurs cantines.](#)
- [Garantir une transition de la restauration collective vers les filières biologiques et de proximité.](#)
- [Laisser aux enfants le temps de déjeuner à la cantine.](#)
- [Déployer opérationnellement une restauration collective bio aux mairies et autres institutions.](#)
- [Mettre en place des potagers dans les écoles.](#)
- [Avoir des cours de cuisine à l'école.](#)

Questionner le rôle et l'organisation des institutions publiques (Etat, collectivités, etc.)

- [Se réappropriier la gestion de l'eau.](#)
- [S'interroger sur les responsabilités des acteurs et des décideurs locaux.](#)

Repenser la chaîne de production pour la rendre plus locale et respectueuse de l'environnement

- [Relocaliser l'alimentation à rayon de 50 km si densément peuplé et 100 km si peu peuplé.](#)
- [Privilégier les produits locaux en aidant les filières viandes et en limitant les pesticides.](#)
- [Favoriser les filières locales et respectueuses de l'environnement.](#)
- [Mettre en avant les produits saisonniers en magasin.](#)
- [Réutiliser des emballages alimentaires pour une seconde vie, non alimentaire, prévue dès leur conception.](#)
- [Récupérer des emballages en sortie de magasin, pour un retour vers le fabricant, en vue d'une réutilisation pour le même produit.](#)
- [Créer des centaines de mini-laiteries artisanales pour valoriser nos éleveurs-laitiers et favoriser les circuits courts.](#)
- [Arrêter tout fret en avion \(nourriture, bien de consommation\) et profiter des bateaux + train.](#)
- [Intégrer le prix de la pollution dans les productions et donc dans les redevances "eau" par exemple.](#)
- [Éviter les transports inutiles en encourageant le "conditionnement local".](#)
- [Aider et structurer la redistribution de la nourriture non-consommée.](#)
- [Encourager les modes de distribution en circuit court, pour rapprocher le consommateur de ses produits.](#)
- [Mettre en place des circuits d'autonomie alimentaire.](#)

Responsabiliser chaque citoyen pour une participation collective à l'effort nécessaire

- [Valoriser et préserver l'eau en maintenant le haut niveau de confiance des consommateurs dans l'eau du robinet.](#)
- [Sensibiliser et responsabiliser les consommateurs sur leurs usages de l'eau pour éviter les gaspillages.](#)

Impulser une transformation globale des modes d'alimentation actuels

- [Inciter le développement de la gastronomie végétale dans toutes ces composantes \(culturelles, diplomatiques, économiques, santé\).](#)
- [Entreprendre toutes les actions nécessaires pour recréer l'énergie prélevée à la biomasse \(pétrole, charbon..\) de Madame la planète.](#)
- [Favoriser l'exode urbain et l'activité agricole en mettant en place des incitations fiscales et en relocalisant les services publics.](#)
- [Se nourrir en restant à l'intérieur des limites environnementales de la planète.](#)
- [Penser à limiter certaines espèces animales qui sont en voie de disparition et créer des eaux protégées pour les animaux aquatiques et des aires protégées pour les animaux de la forêt.](#)
- [Favoriser l'économie locale.](#)
- [Être plus modeste pour être plus heureux.](#)
- [Favoriser la vente d'aliments en vrac et les consignes.](#)
- [Limiter les bouteilles et couverts en plastique.](#)
- [Se nourrir avec les limites planétaires.](#)
- [Libérer l'alimentation de la pression industrielle.](#)

Informier l'ensemble des citoyens de l'impact de leur alimentation par l'éducation et les campagnes publiques

- [Sensibiliser le consommateur à l'existence même du coût carbone des produits grâce à un éco-score adapté du nutri-score actuel.](#)
- [S'inspirer du rapport "Faire de la politique agricole commune un levier de la transition agroécologique" écrit par France Stratégie.](#)
- [Informier obligatoirement sur la saisonnalité des produits.](#)
- [Promouvoir des cours au lycée de faire "soi même" \(sa cuisine, sa couture, les réparations ...\) quel que soit le genre.](#)
- [Faire une campagne d'information auprès des usagers de ces cantines, sur le bienfait qui en découlerait pour l'éthique animale \(sentience, ressenti de la douleur, banalisation de la violence...\) l'environnement \(production GES, gaspillage de l'eau, occupation des territoires, perte de l'habitat sauvage, déforestation pour la production du soja par exemple au Brésil etc.\) et sur la santé.](#)
- [Réserver des plages horaires à de la publicité d'intérêts publics sur différents canaux.](#)
- [Mieux mettre en valeur les produits d'origine France.](#)
- [Diffuser l'information sur les groupes agroalimentaires et les produits non écologiques.](#)
- [Informier massivement les citoyen·ne·s et les enfants pour un nouveau modèle d'alimentation.](#)
- [Faire la promotion du régime végétarien.](#)
- [Valoriser les potageurs.](#)
- [Assister à l'événement organisé par AgroParisTech, l'École Polytechnique et SciencesPo dédié à l'agriculture paysanne.](#)
- [Promouvoir les métiers de la Terre.](#)
- [Enseigner l'empathie envers les animaux à l'école.](#)

Autres contributions diverses

- [Ne pas se faire d'illusion sur l'issue de cette convention \(message adressé particulièrement à Yolande\).](#)
- [Mettre en place une concertation citoyenne pour l'implantation des pistes cyclables.](#)

7 contributions d'organisations présentées par leur résumé



Académie de l'Eau

Liens eau et climat : un enjeu local, régional et international (Académie de l'Eau)

L'Académie de l'Eau attire l'attention de la Convention sur les graves modifications du cycle des eaux continentales susceptibles d'être une conséquence des changements climatiques. Les derniers rapports du GIEC montrent que nous manquons en ce domaine de connaissances car les expertises impliquent des études régionalisées, certaines régions étant susceptibles de voir s'aggraver des phénomènes d'inondation là où d'autres verront les sécheresses s'étendre et s'allonger.

Le développement de puits de carbone naturels (forêts, agriculture) est appelé au secours de cet objectif : nous attirons l'attention sur le fait que cela ne saurait être une alternative à la nécessaire réduction des GES compte-tenu des fortes incertitudes qui pèsent encore sur l'efficacité de ces puits et des risques de concurrence avec l'utilisation des ressources en eau pour d'autres priorités humaines ou naturelles que feraient peser un développement à grande échelle de ces mesures

Une recommandation de la Convention citoyenne pourrait porter sur la nécessité de traiter spécifiquement les interactions entre eau continentale et changements climatiques dans un rapport spécial du GIEC comme pour cela a été fait pour la désertification ou les océans et la cryosphère.



Commerce
Équitable
France

Miser sur la restauration collective pour réduire les GES (Commerce équitable France)

Les pratiques d'approvisionnement des collectivités pour la restauration collective publique ont un rôle majeur à jouer pour assurer la transition écologique et sociale et la réduction de notre empreinte climatique. Celle-ci doit pouvoir offrir une alimentation de qualité, c'est à dire peu émettrice de GES, respectueuse des écosystèmes naturels et rémunératrice pour les producteurs. En assurant un prix rémunérateur aux producteurs et une prime collective, le commerce équitable leur donne les moyens économiques d'entamer une transition vers l'agriculture biologique. (En 2018, 84% des références produits labellisés équitables avaient la double labellisation Bio.)



Confédération paysanne
Confédération paysanne

L'Agriculture Paysanne et la souveraineté alimentaire pour lutter contre le changement climatique ! (Confédération paysanne)

La hausse des émissions de gaz à effet de serre (GES) du fait des activités humaines se poursuit et le changement climatique s'accroît. Une partie importante des émissions de GES peuvent être affectées à l'agriculture : production, transport, transformation, emballage, etc. Mais il est urgent de distinguer la responsabilité des différents systèmes dans ces émissions. C'est avant tout le système alimentaire industriel et mondialisé qui provoque le désastre climatique en cours. Ce système transporte dans nos assiettes une alimentation à bas prix, mais aux coûts sociaux, sanitaires et environnementaux désastreux pour la société. Réduire drastiquement les émissions de GES passera donc par une réorientation radicale du système de production et de distribution alimentaire. Les paysans subissent de plein fouet les effets du changement climatique au quotidien: sécheresse, inondations, grêle, perturbation des cycles biologiques, évolution des risques sanitaires, pertes des récoltes, nouveaux ravageurs, etc. Mais ils ont aussi une multitude de savoir-faire qui peuvent permettre d'inverser la tendance et de s'adapter. Toutes ces pratiques que nous développons sur nos fermes permettent de limiter voire supprimer l'utilisation d'intrants de synthèse (engrais minéraux, pesticides) sur nos fermes et de réduire l'utilisation d'énergie fossile enjeu clé pour faire face au changement climatique. Enfin, nous défendons l'installation de nombreux paysans dans les territoires car c'est aussi en relocalisant l'agriculture que nous faire face à la crise climatique.

PAS DE LOGO
DISPONIBLE

Le Génie Humain qui fait la soupe, un ragout, ou du pain dans un même robot-cuiseur, fera de SE NOURRIR le Thème CCC qui changera le monde ! (FACE - la créativité FACE au chômage)

SE NOURRIR : la réputation de la France dans le domaine de la gastronomie est mondiale et c'est ici que notre CCC pourra trouver des réponses attractives, remportant l'adhésion en stimulant les papilles du monde entier !

Les enjeux sont considérables, nous voyons que beaucoup meurent de faim, que nous souffrons tous de malnutrition sous l'emprise de ""prédateurs-nourrisseurs"" qui cultivent la malbouffe pour mieux exploiter ce que la planète et l'humanité peuvent offrir.

Surpêches, surexploitations détruisant les équilibres naturels, dopages et exterminations du vivant ont poussé des prédateurs à faire croire aux atouts de l'artificiel qu'ils contrôlent : technologie et chimie ont tué l'Homme-Nature et dans cette course insensée, UN TIERS DE TOUT CE QUI EST PRODUIT EST JETÉ ! Vous avez l'occasion de dire : STOP !

La chance est avec nous parce que nous faisons de la bonne cuisine et sommes connus pour cela dans le monde entier !

Chance encore, notre pays est mal dirigé, nous sommes endettés avec des millions de chômeurs et des détreffés qui ont poussé à la révolte et à endosser un gilet jaune pour se rassembler et AGIR ensemble. Chance enfin : un Programme créACTIF a été préparé pour répondre aux problèmes du chômage, de la dette et des migrants, liés ici par un enchaînement de réponses qui changeront l'Histoire du monde en conduisant à la création de centaines de millions d'activités nouvelles, UTILES, éthiques, à taille humaine et utilisant exclusivement des énergies PROPRES.



L'agriculture et les gaz renouvelables au service de la neutralité carbone et du climat **(France gaz renouvelables)**

- 1- Agriculture et biomasse : une solution pour le climat et l'environnement ;
- 2 - L'agriculture, productrice de biomasse, puits de carbone et réduction des émissions « intrinsèques »
- 3 - L'agriculture, productrice d'énergies renouvelables au cœur des territoires : énergie-culture, bioéconomie et économie circulaire
- 4 - La méthanisation, levier pour une agro-écologie performante et au service de l'environnement
- 5 - Les gisements de biomasse disponibles permettent de satisfaire une ambition élevée
- 6 - Vers un mix énergétique 2050 décarboné et complémentaire



Contribution Greenfish à la thématique "Se Nourrir" (Greenfish)

Les aliments qui arrivent jusqu'à nos assiettes proviennent aujourd'hui du monde entier. La pollution qui en découle est extrêmement importante. Revenir à une production locale est essentielle. Cela passe par le développement de circuits courts, encouragé par des subventions de l'état, afin que toute la population ait un accès égal à ces produits. Les encouragements doivent également se tourner vers les AMAP ou les agriculteurs. En parallèle, la micro-agriculture ou les jardins partagés ont déjà prouvé leur valeur dans de grands pôles urbains. Le recensement des terrains et espaces vacants aiderait à la création de potagers, jardins, ... Il s'agit de redonner une touche de vert aux villes.

**PAS DE LOGO
DISPONIBLE**

5 piliers essentiels seulement au lieu de 2081 propositions (Parti Dit Zident)

A ce jour, 2081 contributions des projets coercitifs avec des problèmes d'application, d'explication et de lobbies. Au lieu de ce tissu, voici les 5 piliers du Concept Dit Zident :

1. Doter l'Humanité d'une autorité universelle en charge non pas de diriger le Monde mais de représenter ce qui s'impose: Vie, Nature, Esprit, Intelligence, Eternité, Univers, Bienfaisance
2. Pour instaurer un vrai système économique: Personnifier la Nature dans ses échanges avec l'Homme en une seule et unique banque universelle
3. Afin de limiter la consommation humaine au ""Produit Naturel Renouvelé""adopter une seule et unique monnaie universelle qui le représente en permanence.
4. Pour cela, la Nature (Cf 1) se fait payer par l'homme quand celui ci prélève un Produit Naturel et verse de façon égalitaire à tout être humain vivant la part du Produit qu'elle renouvelle; l'allocation universelle.
5. Celle ci remplace tout autre revenu pour l'Homme qui, en contrepartie doit l'occupation intelligente et bienfaisante; gratuite

Synthèse de la thématique “Travailler et produire”

143 contributions citoyennes organisées par sous-thématiques

Transformer et établir de nouveaux modèles économiques et sociétaux fondés sur la résilience

- [Réformer le droit de propriété privée afin de développer la justice sociale.](#)
- [Favoriser l'économie locale en limitant les importations.](#)
- [Encourager et faciliter l'accès à des modes de vie alternatifs respectueux de l'environnement \(écovillage, éco-lieux, éco-hameaux\).](#)
- [Développer la résilience en privilégiant les productions locales, en stockant des éléments de base et en développant le recyclage de matière première.](#)
- [Favoriser la décroissance, la réduction du temps de travail et la baisse de la consommation en proposant des services de base gratuits \(logement, nourriture, santé\).](#)
- [Subordonner juridiquement \(inscription dans la Constitution\) la liberté d'entreprendre et la propriété privée à la défense de l'intérêt général.](#)
- [Mettre en place un "New Green Deal", inspiré du Green Deal européen mais s'écartant de l'idée d'une croissance verte, afin de relancer l'emploi et de tendre vers l'autonomie alimentaire.](#)
- [Développer la sensibilisation écologique dans les écoles, imposer le tri sélectif dans toutes les zones industrielles et commerciales, subventionner les entreprises investissant dans les énergies renouvelables et taxer celles investissant dans les énergies fossiles.](#)
- [Promouvoir une "sobriété générale" en permettant à chaque citoyen de développer des réseaux de solidarité et d'échanges de services.](#)
- [Inverser le processus de métropolisation en revenant sur les lois Elan/Alur, en incitant fiscalement les entreprises à délocaliser en région et à développer le télétravail.](#)

Repenser le modèle agricole pour se tourner vers une production durable et locale gagnante pour tous

- [Produire plusieurs variétés d'aliments dans les champs pour maximiser la production et absorber plus de CO2.](#)
- [Encourager la transition agricole vers la production bio en baissant les taxes douanières sur les produits bio et en surtaxant ceux issus de la production industrielle.](#)
- [Instaurer une aide éco-conditionnelle destinée aux agriculteurs et soumise à l'atteinte de certains critères écologiques.](#)
- [Mesurer l'impact de la production agricole en créant une zone étendue dans laquelle serait pratiquée une agriculture contrôlée, subventionnée et expérimentale \(sans pesticide, innovante\).](#)
- [Développer l'agriculture biologique en favorisant l'installation d'agriculteurs en agrobiologie et en incitant les propriétaires de terres à louer/vendre plutôt que de spéculer sur la redéfinition de leur terre en terrain constructible.](#)
- [Décongestionner le monde agricole en favorisant la généralisation de certaines pratiques telle que la permaculture.](#)

Mettre en place une forme de revenu universel, possible sous diverses formes

- [Instaurer un revenu de base en contrepartie de quelques heures de travail d'utilité sociale par mois.](#)
- [Mettre en place un revenu de transition écologique \(RTE\) offrant une garantie de revenu à toute personne investie dans les activités favorisant la transition écologique et sociale.](#)
- [Instaurer une retraite universelle de 2000€ à partir de 50 ans \(2% du plafond par année d'activité\) et mettre en place une "rente viagère universelle d'existence" de 800€, perçue dès 18 ans et indexée sur les richesses du pays.](#)
- [Créer un "Revenu universel humaniste écologique inconditionnel de base" visant à supprimer les inégalités entre les individus et à améliorer la qualité de vie et de travail.](#)
- [Créer des "Fonds de financement universels, humanistes, écologiques, inconditionnels de base" destinés aux secteurs de la santé, de l'éducation, de la recherche, de l'environnement, du logement, de la police, de la sécurité routière.](#)
- [Imposer un revenu universel \(900€/mois minimum\) permettant de partager le temps de travail.](#)

Repenser la façon dont les Français travaillent au quotidien pour qu'ils soient plus épanouis dans leur travail et plus productifs pour l'économie nationale

- [Modifier le code du travail afin d'imposer 3 jours sur 5 en télétravail pour les salariés de bureau.](#)
- [Intégrer le temps de transport dans le temps de travail.](#)
- [Mettre en place une incitation financière mensuelle à l'utilisation des moyens de transports doux \(marche, vélo...\) pour se rendre au travail.](#)
- [Créer de nouveaux outils de travail, de production et de transformation qui permettent de relever les DEFIS.](#)
- [Interdire le travail de nuit afin de lutter contre la pollution et d'améliorer les conditions de travail des salariés.](#)
- [Réduire le temps de travail à 10h par semaine en vue d'une amélioration de la qualité de vie et d'une diminution de la production, de la consommation, du chômage et des émissions de GES, ou le passer à 15h par semaine afin de favoriser le bien-être des individus et développer l'engagement des citoyens et leur épanouissement.](#)
- [Rendre obligatoire la possibilité de télétravailler au moins 3 jours par semaine pour limiter les déplacements polluants.](#)
- [Améliorer la productivité en améliorant l'épanouissement individuel, notamment au travail.](#)
- [Inciter fiscalement les entreprises à permettre aux salariés d'être "bénévole" pour une association environnementale et/ou sociale pendant quelques heures par mois \(incluses dans le temps de travail et donc rémunérées\).](#)
- [Diminuer les trajets professionnels et favoriser l'équilibre vie professionnelle/personnelle en développant le télétravail et en augmentant les congés parentaux.](#)
- [Généraliser le télétravail 2 jours par semaine à partir de 2025 pour tous les salariés habitants à plus de 10 km de leur lieu de travail.](#)
- [Valoriser les personnes ayant un parcours atypique multipliant les activités et reconnaître le travail comme étant une activité productrice de bien ou de service, qu'elle soit rémunérée ou non.](#)
- [Faciliter le rapprochement des conjoints dans le secteur public.](#)
- [Inciter les entreprises à assouplir les horaires de travail afin de faciliter le covoiturage.](#)
- [Légiférer pour imposer aux entreprises l'instauration du télétravail lorsque cela est possible.](#)
- [Légiférer dans le but de réduire drastiquement les cadences d'extraction de matières premières, d'imposer des quotas, d'accompagner la fermeture des industries néfastes \(mines\) et d'augmenter les budgets recherches, innovation et éducation.](#)

Faire de la transition une opportunité pour faire naître de nouveaux métiers, de nouvelles vocations et de nouvelles entreprises

- [Augmenter l'offre de jardin partagé, valoriser le bio et la permaculture, créer des grainothèques et interdire la vente de semences stériles \(autoriser les semences "hors catalogue"\).](#)
- [Créer des restaurants citoyens bio, diététiques et locaux à bas prix pour les citoyens aux revenus faibles ou moyens.](#)
- [Soutenir les projets d'entrepreneuriat social et écologique en développant des espaces de travail partagés et en orientant les marchés publics vers les problématiques environnementales.](#)
- [Créer une enseigne ne vendant que des produits labellisés "Oeko-Tex" \(garantissant une non-toxicité des matériaux\).](#)
- [Mettre en place des incitations à l'investissement des retraités dans la cause environnementale \(micro-entreprises, permaculture, artisanat renouvelable\).](#)
- [Créer une filière de récupération du CO2 \(plantation d'arbres massive, filière bois\) avec incitation fiscale.](#)
- [Développer une filière ambitieuse du recyclage par le biais d'aides et de formations.](#)

Parier sur l'innovation et la mutation des entreprises existantes pour les mettre au service de la transition

- [Transformer les déchetteries en ressourceries et en "upcyclerie" permettant de donner une seconde vie aux objets.](#)
- [Inciter les entreprises à développer des objets pouvant fonctionner en mode "dégradé" \(fonctionnalités mécaniques prenant le relais de l'électronique\) pour lutter contre l'obsolescence programmée.](#)
- [Encourager les enseignes commerciales à développer une filière "seconde vie" permettant la réparation des produits et la vente d'occasion.](#)
- [Créer et imposer une commission de transition écologique dans les CSE \(Comités sociaux et économiques\) des entreprises.](#)
- [Imposer aux fabricants un packaging limité : pas plus de 5% du volume d'emballage par rapport au volume du produit.](#)

- [Imposer aux industriels la mise à disposition de schémas et de pièces permettant la réparation de leurs produits et instaurer une taxe sur les produits non-biodégradables et non-réparables.](#)
- [Encourager les entreprises à développer des projets durables et écologiques.](#)
- [Rendre les entreprises entièrement responsables des déchets qu'elles produisent et de leur recyclage.](#)
- [Fixer des quotas dans les entreprises assurant le maintien des emplois seniors.](#)
- [Obliger les entreprises à recycler leur production, encourager l'installation de panneaux photovoltaïques et le développement de ressourceries financées par une "taxe recyclage" sur les produits neufs, imposer le retraitement des eaux utilisées dans la production, instaurer une tarification progressive pour l'eau et l'énergie et interdire la production à moins de 500m d'un lieu de vie \(habitation, école...\).](#)
- [Inciter les entreprises à répartir les 35 heures de travail hebdomadaires sur 4 jours afin de limiter les déplacements.](#)
- [Transformer les déchets plastiques en carburant avec la technologie française "Chrysalis".](#)
- [Développer les recherches sur la géothermie profonde pour produire à terme de l'électricité en abondance.](#)
- [Donner de la visibilité aux coopératives citoyennes de production d'énergie renouvelable.](#)

Changer les paramètres “par défaut” pour adoucir la transition

- [Imposer une fréquence maximum de collecte des ordures ménagères afin de réduire la pollution.](#)
- [Limiter l'impact de la consommation énergétique d'internet en instaurant par défaut l'autodestruction automatique de certaines données \(mails, messages, etc.\).](#)
- [Remettre en question les "nouveaux points de référence" environnementaux.](#)
- [Légiférer pour lutter contre le suremballage et l'obsolescence programmée, développer une campagne de sensibilisation au recyclage et une filière de déconstruction et de gestion des déchets de construction.](#)

Remodeler les infrastructures existantes plutôt que tout reconstruire

- [Imposer la transformation des espaces bétonnés non utilisés en espaces verts.](#)
- [Imposer aux constructeurs la réparabilité de leur produit, ainsi que la standardisation de leurs composants afin de lutter contre l'obsolescence programmée.](#)
- [Autoriser l'humusation des déchets transformant le corps en compost.](#)
- [Supprimer les niches fiscales pour financer et développer la transition écologique.](#)
- [Inventorier tous les sites d'enfouissement rejetant du biogaz et y installer des unités d'épuration.](#)
- [Inventorier et exploiter tout le potentiel hydroélectrique.](#)
- [Revégétaliser et reboiser le territoire tout en privilégiant une couverture végétale agricole afin de lutter contre le dérèglement climatique.](#)
- [Subventionner les outils de broyage des sarments permettant de réintégrer le carbone et la matière organique dans le sol.](#)

Repenser la façon dont la production est répartie géographiquement en France

- [Reconstruire les outils de production afin de développer l'emploi et l'indépendance industrielle.](#)
- [Créer un "bonus de proximité" favorisant l'emploi des personnes géographiquement proches du lieu de travail.](#)
- [Relocaliser l'économie en taxant les produits finis importés, en optimisant la logistique des acteurs locaux, en développant des avantages fiscaux et en développant la restauration collective locale.](#)
- [Contrôler la gestion des frais de déplacement des entreprises.](#)
- [Interdire l'exportation des déchets pour favoriser leur traitement local.](#)
- [Développer des fermes solaires sur des terres agricoles afin de produire de l'énergie renouvelable et diversifier les activités agricoles.](#)

Produire et établir les prix différemment pour intégrer les externalités négatives trop longtemps négligées

- [Donner une valeur financière universelle aux ressources naturelles \(aujourd'hui gratuite\) permettant de financer la lutte contre le réchauffement climatique.](#)
- [Intégrer les externalités négatives \(pollution\) dans le prix de la production.](#)
- [Inciter les structures à produire un bilan carbone \(bonus\), développer de nouveaux labels exigeants et prolonger la durabilité des produits manufacturés \(écoconception, réparabilité, disponibilité des pièces détachés\).](#)
- [Interdire l'utilisation d'huile de palme pour les usages non-alimentaires.](#)
- [Taxer les industriels en fonction de leur incidence sur l'environnement, de la toxicité des produits fabriqués et de la gestion des déchets de production.](#)
- [Intégrer des éléments extra-financiers dans la comptabilité des entreprises, notamment en créant la notion de passif environnemental.](#)

- [Créer un label basé sur l'empreinte carbone pour tous les vêtements type A,B,C,D,E et interdire la destruction des produits invendus sous peine d'amende.](#)

Protéger les producteurs vertueux de façon plus ferme et efficace

- [Création d'un label "Made in France" garantissant une production et des composants 100% français.](#)
- [Lutter contre le GreenWashing avec la mise en place d'une plateforme permettant aux clients et salariés de s'exprimer et de dénoncer les dérives.](#)
- [Stopper les subventions sur les projets impactant négativement l'environnement et favoriser les filières éco-responsables.](#)
- [Transformer la manière de produire et de consommer en interdisant l'insémination artificielle des animaux, les mutilations sur des animaux vivants, les élevages à peau et en réduisant le transport d'animaux vivants.](#)
- [Assurer le contrôle des agriculteurs biologiques gratuitement par un organisme public.](#)
- [Améliorer et compléter le calcul du malus automobile.](#)
- [Renforcer et multiplier les contrôles inopinés des industries polluantes et non respectueuses du code du travail.](#)
- [Remplacer la TVA par la TCA \(Taxe sur le Carbone Ajouté\) pour encourager les comportements vertueux et poursuivre la justice sociale \(les plus aisés sont plus émetteurs de carbone\).](#)

Faire de la transition écologique un levier massif pour la lutte contre le chômage

- [Créer des chantiers d'insertion d'Etat pour favoriser l'autosuffisance alimentaire et pour lutter contre l'inactivité.](#)
- [Augmenter le nombre de personne travaillant "à la ferme" en assurant un salaire minimum duquel serait déduit frais de logement et de subsistance.](#)
- [Développer une politique d'investissement pour la transition écologique bénéfique à l'emploi.](#)
- [Instaurer des travaux d'intérêt général en imposant un nombre d'heures de travail en contrepartie des indemnités \(chômage\).](#)
- [Permettre et encourager le cumul emploi-retraite pour permettre aux seniors qui le souhaitent de travailler.](#)
- [Favoriser les travaux d'intérêt général en faveur du climat \(plantation d'arbres, formation à la permaculture, entretien d'espace naturels, etc\).](#)
- [Créer des sites de reproduction sur le territoire afin d'inverser l'extinction des espèces, de sauver les biotopes et de créer de l'emploi.](#)

Cibler les excès d'un modèle de croissance à bout de souffle

- [Instaurer un salaire maximum dans les secteurs publics et privés afin de limiter la surconsommation, les dépenses énergétiques et les déplacements excessifs.](#)
- [Interdire toute livraison fournisseur/client de biens de consommation textiles par les airs.](#)
- [Limiter les revenus à un certain montant \(au-delà duquel ils seraient taxés à 100% pour financer la recherche\), nationaliser les domaines des ressources naturelles et énergétiques, instaurer un salaire à vie et socialiser les outils de travail.](#)
- [Rééquilibrer les variations de salaires dans les entreprises \(2000€ à 10 000€ maximum\) et mise en place d'un moratoire sur le versement des dividendes aux actionnaires.](#)
- [Repenser l'impôt sur les dividendes et instaurer un système de bonus/malus corrélé au bilan carbone des entreprises cotées en bourse.](#)
- [Obliger chaque entreprise à réduire et à compenser sa production de gaz à effet de serre.](#)
- [Rendre obligatoire le bilan carbone pour les entreprises et organisations.](#)
- [Diminuer la consommation énergétique des entreprises et commerces.](#)
- [Taxer les affichages publicitaires vidéos au titre de la surconsommation énergétique.](#)
- [Dissuader les banques, par le moyen de pénalités fiscales, d'utiliser le bitcoin au profit d'alternatives plus vertueuses tel que l'"ether".](#)
- [Mettre en place des gardes-fous permettant de lutter contre la surconsommation d'énergie.](#)

Utiliser les pouvoirs publics pour coordonner et impulser un grand mouvement de transformation nationale

- [Généraliser les conseils citoyens dans les collectivités locales pour peser sur les décisions d'investissement en faveur de l'environnement.](#)
- [Instaurer un salaire à vie pour plus de démocratie et moins d'activités nuisibles à l'environnement.](#)
- [Diminuer la population de moitié en stoppant la natalité sur une génération.](#)
- [Créer une plateforme publique devenant le canal exclusif des relations entre parlementaires et lobbys.](#)
- [Améliorer le contrôle de légalité, le contrôle budgétaire et l'encadrement des marchés publics en les confiant à une entité indépendante du pouvoir exécutif.](#)

- [Modifier le code du travail pour transformer les organisations publiques et privées en passant de la subordination à la responsabilité \(gouvernance horizontale\) et en développant l'intelligence collective.](#)
- [Annoncer les réalités économiques et environnementales à venir \(disparition de métier, hausse du prix de l'énergie, etc.\) afin de les préparer.](#)
- [Réduire la TVA sur les produits et services éco-conçus de première utilité pour les rendre plus accessibles.](#)
- [Mettre fin à la politique nataliste en limitant les allocations aux deux premiers enfants et en plafonnant le quotient familial.](#)
- [Intégrer les objectifs de réduction du bilan carbone à toutes les commandes publiques.](#)
- [Organiser un référendum sur le climat, l'environnement et les émissions de GES pour déterminer collectivement les réponses à apporter.](#)
- [Changer les règles d'attribution des marchés publics afin d'introduire des critères environnementaux dans les appels d'offres \(seuils maximum d'émission de GES\).](#)
- [Taxer le capital pour augmenter l'égalité et financer la transition écologique.](#)
- [Conditionner systématiquement la récupération de la TVA à un critère vert \(la TVA non récupérée finançant la transition écologique\).](#)

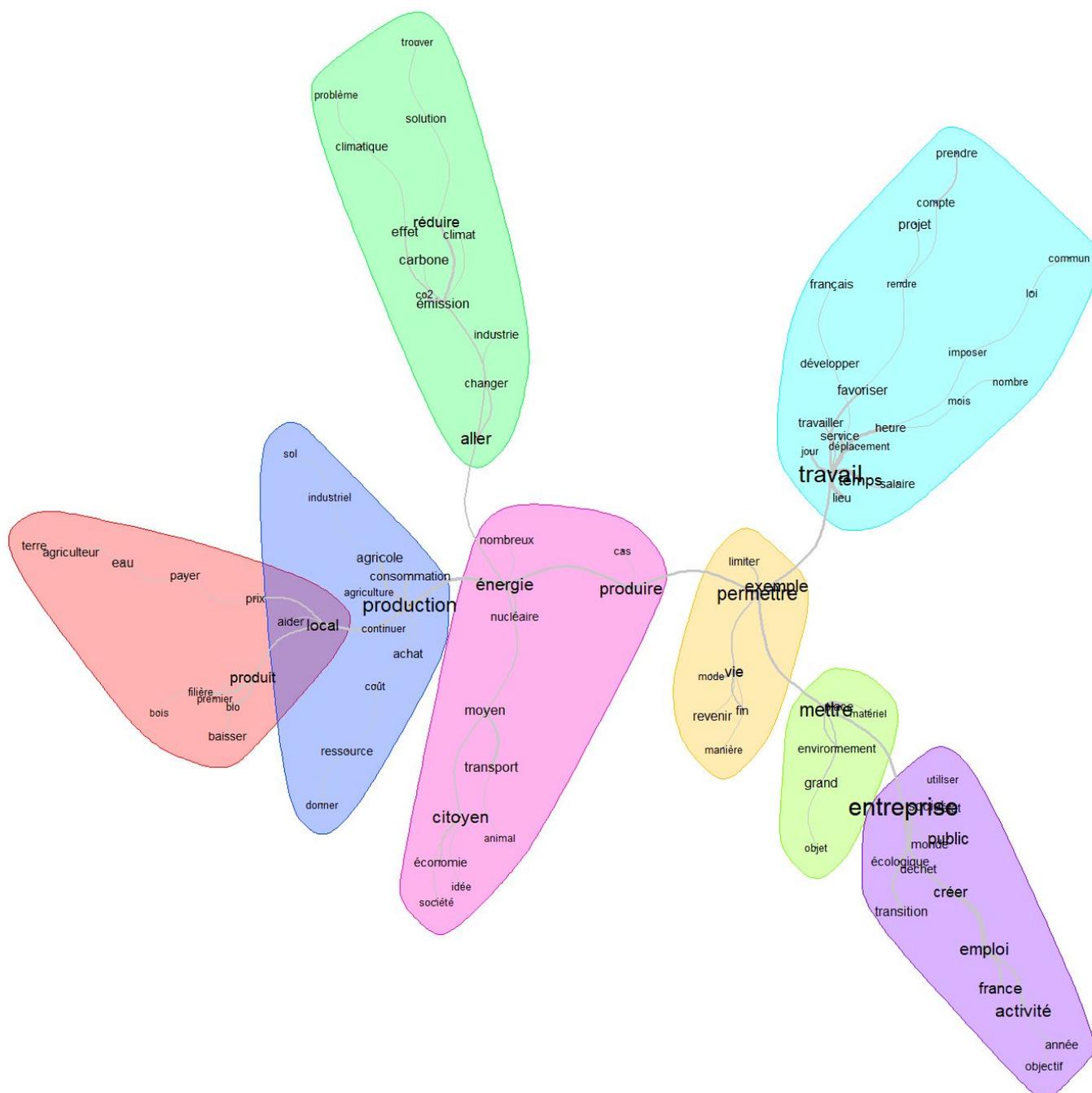
Repenser la production d'énergie sans tabous

- [Relancer la filière solaire thermique.](#)
- [Maintenir et renforcer la filière nucléaire nationale afin de préserver l'indépendance énergétique du pays.](#)
- [Orienter la filière nucléaire française vers le démantèlement et l'élimination des déchets nucléaires.](#)
- [Favoriser le développement du solaire photovoltaïque sur les friches industrielles en octroyant un bonus à ces installations lors des appels d'offre de la CRE \(Commission de régulation de l'énergie\).](#)
- [Stopper le déploiement des éoliennes qui participent à dénaturer le paysage et au réchauffement climatique, leur production nécessitant de l'énergie et des matériaux polluants, et les réserver à un usage individuel.](#)
- [Arrêter le subventionnement des énergies renouvelables compétitives et supprimer le dispositif ARENH \(accès régulé à l'électricité nucléaire historique\) contraignant EDF à vendre à perte.](#)
- [Renforcer la filière bois qui permet la rétention de CO2 et la limitation des émissions de GES.](#)
- [Taxer le béton au profit du bois, notamment dans le domaine de la construction.](#)
- [Stopper toute subvention à la micro-hydroélectricité.](#)
- [Mettre en place la possibilité pour un particulier de "prêter" son toit à sa commune ou au syndicat d'énergie pour y installer des panneaux photovoltaïques.](#)
- [Annuler la fermeture de la centrale Fessenheim, stopper les subvention aux énergies solaires et éolienne au profit de l'investissement dans la R&D sur le stockage de l'énergie, les réacteurs rapides et la fusion nucléaire.](#)
- [Stopper les investissements dans le nucléaire mais développer l'activité de démantèlement.](#)
- [Réduire l'utilisation de l'énergie nucléaire qui favorise le réchauffement climatique.](#)
- [Améliorer la gestion de l'énergie avec le "Compte Carbone" permettant une répartition et un plafonnement de l'énergie.](#)

Recherches diverses effectuées pour aider le groupe de travail "Travailler et produire"

- [Bilan des lois relatives au groupe de travail "Travailler et produire".](#)
- [Contributions de citoyens français sur le thème de "Travail" et "Produire" recueillies par "Entendre la France" lors du Grand Débat.](#)

Ce second graphique sous forme de "schéma de co-occurrence" montre quels mots ont été les plus associés parmi les 75 mots les plus fréquents. Les couleurs sont aléatoires mais les mots sont reliés dans de grands ensembles à travers des nœuds dont découlent des associations d'idées. Plus les lignes entre elles sont épaisses, plus les mots sont liés dans les contributions.



8 contributions d'organisations présentées par leur résumé

Entre nucléaire et CO2, il va falloir choisir... (Collectif d'anciens du nucléaire)

C'est en effet l'heure des choix. Selon les experts du GIEC, en l'absence durable de moyens de stockage de masse de l'électricité, le nucléaire sera la seule énergie capable dans les décennies à venir de contribuer à la diminution des émissions de gaz à effet de serre en produisant une électricité « bas carbone », de façon sûre et dans des conditions économiques satisfaisantes, répondant à tout instant aux besoins de notre pays.

Faute de quoi, l'avenir des futures générations sera compromis du fait de considérations idéologiques qui condamnent sans appel cette énergie.

Renforcer le soutien à l'engagement des entreprises éthiques et des producteurs dans la transition écologique et sociale (Commerce Équitable France)



Comme le démontrent tous les jours les partenariats de commerce équitable, les entreprises comme les producteur.ice.s peuvent être au cœur des solutions écologiques et sociales. Mais pour les acteurs économiques vertueux ou ceux qui souhaitent le devenir, proposer de nouveaux produits, transformer ses pratiques, développer de nouveaux partenariats et par ailleurs apporter la preuve de cet engagement dans la transition écologique et sociale entraîne d'importants coûts qui constituent un frein au changement. Pour accélérer leur transition il faut un cadre fiscal rénové et incitatif et une Politique Agricole Commune écologique et sociale.

Les pouvoirs publics doivent soutenir et accompagner les entreprises et producteurs qui investissent dans la transition écologique et dans l'innovation sociale. Trois propositions concrètes en ce sens seraient la mise en place d'un crédit d'impôt dédié et d'un avoir fiscal pour couvrir les frais de labélisation qui attestent des bonnes pratiques adoptées ainsi que défendre en 2020 une Politique Agricole Commune (PAC) qui rémunère les Services Environnementaux effectués par les producteur.ice.s.

La rénovation thermique des logements (Confédération Nationale des Associations Castors - CNAC)



Dans un contexte énergétique incertain, de nombreux occupants de logements qualifiés de ""passoires thermiques"" sont, ou vont se retrouver, en situation de précarité.

Pour améliorer leur confort et faire des économies, les foyers, souvent modestes, disposent de peu de moyens financiers pour faire intervenir des professionnels.

En revanche, beaucoup d'entre eux sont en mesure de réaliser les travaux par eux-mêmes s'ils sont accompagnés.

Notre projet est de participer à la rénovation des quelques 30 millions de logements individuels mal isolés en France, par une voie alternative et complémentaire à celle de l'industrialisation de masse proposée par le Plan rénovation du ministère.

Nous proposons que les aides et subventions accordées puissent l'être aux auto-rénovateurs quand ils sont accompagnés. Que ces aides intègrent les prestations intellectuelles (architecte, thermicien) et les cotisations aux associations dans le cadre de la rénovation.

RUN pour le CLIMAT (EKWEE, think tank, association Loi 1901)

""RUN pour le CLIMAT"" , acronyme de Revenu Universel Numérique pour le climat, est un projet issu de la société civile, conçu par le groupe de réflexion EKWEE, think tank fonctionnant en toute indépendance idéologique et financière.

Le ""RUN pour le climat"" est un revenu mensuel d'un montant équivalent à 100€ par personne, attribué sans condition, soumis à l'impôt et aux cotisations sociales.

Ainsi un foyer de 4 personnes percevra-t-il 400 euros chaque mois.

Concrètement, ce montant utilisable à partir du compte ""EKWEE"" sur lequel il est versé, est exclusivement dédié à l'achat de produits éco-certifiés, via la plateforme numérique ad hoc, qui en permet le fléchage.

Le fléchage des produits est techniquement rendu possible par une monnaie digitale transitoire intermédiaire, interne à la plateforme : l'EKWEE, sur un principe de parité, 1 EURO = 1 EKWEE.

Le foyer reçoit des euros, dépenses des euros, mais la conversion digitale interne à la plateforme, transitoire et transparente pour l'utilisateur, oriente obligatoirement l'achat vers des produits respectueux de l'environnement (éco-certifiés).

L'objectif du "RUN pour le climat" consiste à soutenir l'économie réelle par un complément de pouvoir d'achat des ménages orientant alors leur consommation vers des produits à faible empreinte carbone, incitant du même coup les entreprises à produire de façon plus respectueuse de l'environnement, celles-ci étant assurées de disposer d'un potentiel de chiffre d'affaires élargi.

En phase d'initialisation, le montant annuel injecté pour la France serait de 80 milliards d'euros (base 67 millions d'habitants).

Ce montant s'inscrit aisément et durablement dans l'épure budgétaire du "pacte vert" annoncé par Madame Ursula von der Leyen, Présidente de la Commission européenne, dans la cadre d'un dispositif étendu à terme à l'ensemble des pays de l'UE.

Outre l'impact social permettant de soutenir le quotidien du quintile le plus démuné de la population, le "Revenu Universel Numérique pour le climat" permet d'ouvrir immédiatement et massivement la voie sur le long terme d'une production et d'une consommation éco-responsables, d'assurer les fruits d'une croissance mieux partagée (de l'ordre de 2,0% vs 1,2% prévus pour 2020), et constitue un chemin d'exemplarité pour l'Europe et la communauté internationale.

Le think tank EKWEE serait très honoré de présenter à la Commission Citoyenne pour le Climat du CESE ses travaux relatifs au "Revenu Universel Numérique pour le climat".

Pour sortir de nos impasses, corrigeons d'abord nos ERREURS volontaires de parcours : activités, emploi... et beaucoup d'autres encore (FACE - la créativité FACE au chômage)

Notre expérience associative (association FACE - la créativité FACE au chômage, réunissant des chômeurs et des inventeurs) visant à promouvoir la création d'emplois par la création de petites activités nouvelles et innovantes a permis de découvrir et d'optimiser de nouvelles démarches qui méritent d'être développées et multipliées par milliers et ... pour faire FACE à nos nouveaux défis de dimensions mondiales, PAR CENTAINES DE MILLIONS !!!

La création d'activités nouvelles, qui permet de répondre de façon très adaptée aux demandes en grands nombres et au cas humains les plus difficiles est une alternative très efficace FACE aux procédures actuelles de "recherche d'un emploi auprès des seules entreprises déjà existantes".

La nouvelle démarche proposée, appelée "créACTIVE", apporte des réponses aux problèmes des Jeunes, aux priorités chômage mises en avant dans la plupart des pays d'Europe et à travers le monde ... et surtout aux problèmes des migrants que l'on traitera plus efficacement dans les régions d'origine sous développées et sous équipées, en déséquilibre, d'où viendront des millions de réfugiés et des violences incontrôlables !

Modulaire, très performant pour l'application prévue, économiques, transportable, facilement accessible et immédiatement opérationnels dès sa mise en place sur le site choisi, le concept d'Outil créACTIF qui a été spécialement défini et optimisé pour permettre de remplir cette Mission est présenté sur <http://democratie-creative.fr/atouts.html>

Contribution Greenfish à la thématique "Travailler et Produire" (Greenfish)

Les entreprises ont une responsabilité importante à prendre en matière d'écologie. Les initiatives possibles sont considérables. Il s'agit avant tout de modifier notre paradigme de production, en encourageant une réponse à des besoins primaires plutôt qu'à une volonté de spéculation. Une sensibilisation directe des dirigeants et des employés à la sobriété écologique, en insistant notamment sur le poids de chaque heure travaillée, créerait une conscience plus grande des impacts de chacun au travail. De plus, la création d'un indicateur développement durable faciliterait l'évaluation de l'impact de chaque entreprise. Nous espérons ainsi inciter les entreprises BtoB à choisir leurs clients. Enfin, une (re)valorisation profonde du travail et du sens que l'on peut y trouver est à étudier.





Nouveau procédé nucléaire Contribution à la Convention citoyenne pour le climat (Pacte civique)

Le Pacte civique (<https://pactecivique.wordpress.com/>) est partie prenante de la mobilisation sociétale, exprimée avec force par la jeunesse, les syndicats et les associations, les médias, etc., pour s'engager dans une véritable transition écologique et sociale.

Le Pacte civique place beaucoup d'espoir dans la Convention citoyenne pour le climat, processus démocratique novateur particulièrement adapté à la définition d'une stratégie de lutte contre le dérèglement climatique pour notre pays.

Bien que l'horizon de travail de cette convention soit très court (baisser les émissions de GES de 40 % d'ici 2030), le Pacte civique souhaite élargir quelque peu la vision des citoyens qui y sont impliqués en leur faisant connaître un procédé de production d'électricité d'origine nucléaire très prometteur, auquel son collectif de Grenoble s'intéresse de près, et qui pourrait, si nous nous en donnons les moyens, concourir efficacement au défi énergétique au-delà de l'année 2035.

5 piliers essentiels seulement au lieu de 2081 propositions (Parti Dit Zident)

A ce jour, 2081 contributions; des projets coercitifs avec des problèmes d'application d'explication de lobbies ... Au lieu de ce tissu, voici les 5 piliers du Concept Dit Zident.

1 Doter l'Humanité d'une AUTORITE UNIVERSELLE en charge non pas de diriger le Monde mais de représenter ce qui s'impose: Vie Nature Esprit Intelligence Eternité Univers Bienfaisance

2 Pour instaurer un vrai système ECONOMIQUE: Personnifier la Nature dans ses échanges avec l'Homme en une seule et unique BANQUE UNIVERSELLE

3 Afin de limiter la consommation humaine au ""Produit Naturel Renouvelé"" adopter une seule et unique MONNAIE UNIVERSELLE qui le représente en permanence.

4 Pour cela, la Nature (Cf 1) se fait payer par l'homme quand celui ci prélève un Produit Naturel et verse de façon égalitaire à tout être humain vivant la part du Produit qu'elle renouvelle; l'ALLOCATION UNIVERSELLE.

5 Celle ci remplace tout autre revenu pour l'Homme qui, en contrepartie doit l'OCCUPATION INTELLIGENTE ET BIENFAISANTE; GRATUITE. * Avec le Concept Dit Zident - le prix des Biens et Services publics et privés ne représente que leurs empreintes écologiques -

On mesure les dépenses à côté de l'Allocation Universelle; id est, du possible pour soi et l'autre présent ou à venir. - on mesure et assume dépendance travail repos éducation santé justice nourriture logement déplacement. - l'Industrie conçoit et fabrique rationnel réutilisable recyclable. Bref ces 5 piliers essentiels induisent sans coercition les comportements sains dont l'Humanité et la Nature ont tant besoin.

Synthèse des “Contributions transversales”

424 contributions citoyennes organisées par sous-thématiques

AGRICULTURE

- [Revoir le fonctionnement des SAFER pour intégrer le besoin d'une agriculture biologique.](#)
- [Développer et exporter la permaculture.](#)
- [Généraliser le compostage en ville.](#)
- [Régénérer les terres agricoles.](#)

AMÉNAGEMENT

- [Réaliser des expérimentations en ville.](#)
- [Viser une autonomie alimentaire et énergétique des Outre-Mers.](#)
- [Convertir des tronçons d'autoroutes en voies vertes sur le parcours des JO 2024.](#)
- [Inverser la course folle à la métropolisation.](#)
- [Implanter une ceinture verte autour des villes.](#)
- [Replanter arbres et haies.](#)
- [Gérer les risques incendies par l'élevage de chèvres et porcs.](#)
- [Imposer la réalisation de forêts comestibles dans chaque ville.](#)
- [Mettre en place et accompagner des projets pilotes de villages autonomes en énergie et alimentation.](#)
- [Gérer les forêts comme un bien commun pour accroître la surface forestière.](#)
- [Augmenter de façon conséquente le nombre et la surface des parcs nationaux et espaces protégés français.](#)
- [Valoriser, développer le réseau des zones humides, atout majeur pour l'atténuation des changements climatiques et de leurs effets.](#)
- [Exiger que l'argent des assurances pour les catastrophes naturelles soit utilisé pour reconstruire en dehors de la zone à risque.](#)
- [Lancer un programme de barrages et de retenues d'eau afin de limiter les dégâts en cas d'inondations.](#)
- [Lancer un programme de construction de barrages réversibles \(STEP\) afin de pouvoir stocker l'énergie électrique produite pendant les périodes où il y a du vent.](#)
- [Généraliser les détecteurs de mouvements sur l'éclairage public.](#)

CONVENTION CITOYENNE POUR LE CLIMAT

- [Pérenniser l'existence de la CCC.](#)
- [S'affranchir du cadre officiel de discussion.](#)
- [Ne pas faire cesser la Convention avant que l'objectif ne soit atteint.](#)
- [Communiquer autour des contributions citoyennes à la Convention.](#)
- [Contraire les décideurs.](#)
- [Intégrer les travaux des autres panels citoyens tirés au sort en région.](#)
- [Suivre les priorités et conseils donnés par N. Hulot devant la CCC.](#)
- [Revoir les méthodes d'animation de la CCC.](#)
- [Ajouter l'énergie aux thèmes examinés par la Convention citoyenne.](#)
- [Partager les facteurs clés de succès ou d'échec de la Convention.](#)
- [Ouvrir la possibilité de soutenir d'autres contributions sur la plateforme.](#)
- [Changer les paramètres de la plateforme pour permettre la notation des contributions.](#)
- [Ne pas se tromper de méthode : c'est un devoir d'alerte qui incombe à la CCC.](#)
- [Conserver un esprit critique sur la CCC.](#)
- [Installer une CCC dans chaque commune.](#)
- [Passer par l'Assemblée ou le RIP si le Président refuse de mettre en oeuvre les propositions de la CCC.](#)
- [Démissionner avec fracas de la CCC.](#)
- [Comprendre qu'il va falloir s'opposer à Emmanuel Macron si la CCC veut faire passer des lois.](#)
- [Approfondir les causes des dérèglements.](#)
- [Inviter P. Blhouix et G. Pitron à la CCC.](#)

DÉMOCRATIE

- [Créer un organe pour valider le bien-fondé écologique des infrastructures.](#)
- [Inscrire le référendum d'initiative citoyenne \(RIC\) dans la constitution pour traiter des sujets écologiques.](#)
- [Décentraliser les décisions.](#)

- [Encourager de véritables concertations avec les habitants.](#)
- [Créer un conseil de sages capables d'imposer de bonnes décisions.](#)
- [Oser se débarrasser des opinions préconçues ou dictées par les lobbies.](#)
- [Imposer un échange/une délibération sur le sujet de la réduction des GES dans chaque séance des conseils municipaux.](#)
- [Combiner la CCC avec le haut conseil pour le climat pour créer une assemblée permanente pour le climat.](#)
- [Créer une commission consultative climat dans toutes les municipalités.](#)
- [Organiser des référendums sur la corrida et le gavage.](#)
- [Inscrire l'environnement et l'écocide dans la Constitution.](#)
- [Organiser un référendum sur la révision constitutionnelle.](#)
- [Organiser un référendum sur la sortie de l'euro et de l'UE.](#)
- [S'affranchir du pouvoir des experts.](#)
- [Mettre en place des référendums citoyens sur les questions environnementales.](#)
- [Mettre en place un dashboard open source pour référencer en temps réel toutes les décisions et les votes.](#)
- [Instaurer le jugement majoritaire comme mode de scrutin par défaut.](#)
- [Organiser un référendum pour le choix d'un scénario énergétique à horizon 2050.](#)
- [Reprendre les contributions collectées par "Entendre la France" lors du Grand Débat.](#)
- [Instaurer une réelle démocratie.](#)

DÉMOGRAPHIE (nombreuses contributions similaires)

- [Prendre en compte la démographie comme premier paramètre du pacte écologique.](#)
- [Accroître les services de planning familial et plafonner les prestations sociales aux familles ou les rendre dégressives au-delà du deuxième enfant.](#)
- [Supprimer les politiques familiales dont l'objectif n'est plus compatible avec la nécessaire sobriété.](#)

EDUCATION ET PÉDAGOGIE

- [Eduquer en profondeur sur la réalité des enjeux écologiques.](#)
- [Intégrer l'empreinte carbone dans la notation scolaire des élèves.](#)
- [Prêter des "mallettes énergie" sur tout le territoire pour permettre aux particuliers de mesurer par eux-mêmes la consommation d'énergie de leur habitat.](#)
- [Développer le service civique écologique sur les exploitations agricoles en transition vers une agriculture raisonnée pour permettre aux jeunes volontaires de connaître les contraintes et plaisirs de cette activité.](#)
- [Inclure dans l'enseignement scolaire et universitaire la résolution de problèmes en lien avec l'écologie.](#)
- [Former les élus aux enjeux environnementaux.](#)
- [Compléter les bulletins météo télévisés par une vulgarisation des connaissances scientifiques sur le réchauffement.](#)
- [Nommer un Référent Climat dans chaque conseil municipal.](#)
- [Mettre à disposition des citoyens un logiciel qui quantifie précisément leurs dépenses énergétiques et leur bilan carbone.](#)
- [Communiquer sur l'impact écologique des serveurs.](#)
- [Nommer correctement la situation climatique.](#)
- [Créer une chaîne d'information consacrée à la préservation de la planète.](#)
- [Ecouter les scientifiques pour écrire un plan global et réaliste de transition énergétique.](#)
- [Rendre obligatoire une formation à la situation environnementale auprès de tous les chefs d'entreprises, des députés, des maires de commune, les professeurs des écoles, le président de la république, des conseils d'administration etc..](#)
- [Renforcer la distinction entre savoirs, opinions et croyances sur le thème du réchauffement climatique, notamment dans les médias.](#)
- [Créer un compte citoyen numérique, outil efficace pour sensibiliser.](#)
- [Rendre visibles et ludiques les petits gestes.](#)
- [Se baser sur le guide du *Guardian* pour nourrir la réflexion.](#)
- [Faire des "Espaces info énergie" des vecteurs de transition à part entière.](#)
- [Investir dans l'éducation.](#)
- [Sensibiliser au réchauffement climatique via la météo.](#)
- [Lever toute incertitude sur la contribution anthropique.](#)
- ["Mettre en place un Jour de la Terre".](#)
- [Réorienter le Service National Universel.](#)

- [Améliorer l'éducation écologique à l'école.](#)
- [Créer une grande mobilisation nationale pour le climat.](#)
- [Créer un outil graphique, interactif et participatif pour s'informer, débattre, et quantifier.](#)
- [Créer un site internet gouvernemental de propositions de solutions écologiques.](#)

ENERGIE

- [Intégrer le carbone dans le pilotage de la production d'électricité.](#)
- [Encourager la mixité énergétique.](#)
- [Comprendre les bases de l'énergie avant d'entreprendre une politique énergétique.](#)
- [Développer les énergies renouvelables thermiques.](#)
- [Réclamer la solution nucléaire en Europe pour produire massivement de l'électricité tout en respectant l'environnement et les générations futures.](#)
- [Maintenir les centrales nucléaires qui sont sûres, rentables et garantissent des emplois.](#)
- [Intégrer un renouveau du nucléaire dans les grandes orientations énergétiques.](#)
- [Cesser d'urgence de gaspiller de l'argent, en subventionnant le solaire et l'éolien.](#)
- [Développer de l'énergie nucléaire verte.](#)
- [Arrêter le nucléaire.](#)
- [Adopter un plan hydrogène pour en faire la norme énergétique en remplacement du pétrole, du gaz et du charbon à horizon 2050.](#)

FINANCE

- [Utiliser une monnaie alternative pour financer la transition écologique.](#)
- [Créer un revenu universel payé en monnaie locale.](#)
- [Faire preuve d'imagination pour le financement des mesures.](#)
- [Baisser la fiscalité des investissements écologiques.](#)
- [Réorienter les ressources des missions spatiales vers la résolution de la crise climatique.](#)
- [Intégrer les frais kilométriques dans la déclaration de revenus.](#)
- [Créer un impôt progressif sur la consommation.](#)
- [Intégrer les émissions de la consommation de chacun dans la déclaration d'impôts.](#)
- [Convertir les investissements militaires dans la transition écologique.](#)
- [Réallouer le budget de la rénovation urbaine pour inventer la transition dans les quartiers.](#)
- [Instaurer une retraite de base abondée par des cotisations sur les machines.](#)
- [Mettre en place le principe pollueur/payeur.](#)
- [Financer un mécanisme de remboursement des travaux d'isolation par l'économie d'énergie à venir.](#)
- [Séparer les banques d'investissement et les banques de dépôt.](#)
- [Financer les actions de protection de l'environnement par le Frexit.](#)
- [Développer un droit à l'auto-endettement.](#)
- [Supprimer les taxes sur les produits de première nécessité et les augmenter sur les produits à fortes émissions.](#)
- [Orienter la compensation sur les objectifs nationaux de décarbonation.](#)
- [Effectuer un retour de l'impôt progressif sur les revenus jusqu'à 80% pour les plus hauts.](#)
- [Rétablir l'impôt sur la fortune.](#)
- [Etudier l'opportunité de création d'une banque du climat.](#)
- [Supprimer les paradis fiscaux français.](#)
- [Refonder la fiscalité en fonction de l'impact environnemental.](#)
- [Investir massivement dans la transition écologique.](#)
- [Rediriger les crédits d'impôts accordés aux start-up dans les créations d'entreprises vertueuses sur le plan écologique.](#)
- [Mettre en place un impôt sur le revenu carbone jusqu'à atteindre la neutralité.](#)
- [Instituer une taxe carbone sur les produits importés dans l'Union Européenne en fonction de leur consommation dans la production et le transport d'énergie non renouvelable.](#)

INDICATEURS

- [Uniformiser la mesure de l'utilité environnementale.](#)
- [Passer de 40% à 55% de réduction des GES, en cohérence avec les objectifs européens.](#)
- [Instaurer un quota de surface boisée par habitant.](#)
- [Créer un nouvel indicateur intégrant à la fois les émissions et les finalités du produit généré.](#)
- [Fournir un bilan carbone de toute opération publique ou privée.](#)

- [Adopter de nouveaux indicateurs de richesse.](#)
- [Mesurer l'impact carbone des propositions citoyennes.](#)
- [Créer un indicateur écologique comme critère d'attractivité d'une ville.](#)
- [Mettre en place des outils de suivi.](#)
- [Publier un bilan des indicateurs d'utilisation des ressources naturelles.](#)
- [Installer un "transition-score" pour faire un diagnostic de l'avancement des communes sur la transition écologique.](#)
- [Créer un compte citoyen recensant les émissions personnelles.](#)
- [Acter la priorité climatique dans la comptabilité de l'énergie.](#)

INTERNATIONAL

- [Oser instaurer une gouvernance et une justice mondiale de l'environnement.](#)
- [Faire un référendum sur la sortie des traités européens pour s'extraire des cadres rendant impossible décroissance et justice sociale.](#)
- [Créer un organe international qui ferait gendarme et promotion du climat.](#)
- [S'assurer qu'il existe un suivi du CETA.](#)
- [Instaurer un moratoire sur les accords de libre-échange.](#)
- [Financer des actions climatiques via l'ONU.](#)
- [Contraindre via l'UE les pays de l'Est à plus d'efforts écologiques.](#)
- [Évaluer notre impact international.](#)
- [Prioriser le réchauffement climatique dans la diplomatie française.](#)
- [Diminuer la dépendance aux énergies fossiles étrangères.](#)
- [Supprimer les tribunaux d'arbitrage et réévaluer notre besoin des marchés de libre-échange.](#)
- [Transformer les forêts primaires pour les passer au statut de territoires internationaux.](#)

JUSTICE SOCIALE

- [Répartir les efforts de réduction de l'empreinte écologique en fonction des richesses.](#)
- [Favoriser l'inclusion sociale par les politiques écologiques.](#)
- [Prendre en compte dans les préconisations la problématique du handicap et celle de la pauvreté.](#)
- [Combiner taxe carbone et revenu universel.](#)
- [Faire peser les efforts sur les citoyens mais aussi les politiques, grands groupes et "grands" de ce monde.](#)

LOGEMENT

- [Repenser les logements collectifs neufs pour les rendre compatibles avec l'urgence écologique.](#)
- [Engager une reconversion thermique des bâtiments massive.](#)
- [Vérifier systématiquement l'état des logements avant toute nouvelle entrée.](#)

NOUVELLES MESURES

- [Mettre en avant l'humusation comme solution écologique alternative à l'enterrement et l'incinération.](#)
- [Développer les consignes.](#)
- [Interdire les prospectus et dématérialiser tous les tickets de caisse.](#)
- [Obliger les citoyens à offrir 1h par mois de ramassage des ordures sur la voie publique.](#)
- [Mettre en place des poulaillers et ruches municipaux.](#)
- [Promouvoir l'aquamation.](#)
- [Encadrer les emails commerciaux pour limiter la consommation.](#)
- [Diminuer les éclairages de nuit.](#)
- [Eteindre la lumière.](#)
- [Limiter la prédation des animaux domestiques sur la faune sauvage.](#)
- [Imposer la récolte des déchets ménagers organiques.](#)
- [Fermer les portes de commerces.](#)
- [Demander via référendum une loi visant à restreindre dans l'avenir l'usage de la climatisation.](#)
- [Lutter contre les incivilités écologiques.](#)
- [Créer des lieux pour recharger des outils électroniques en pédalant ou avec des énergies renouvelables.](#)
- [Soutenir la labellisation "villes et villages étoilés".](#)
- [Développer les cimetières naturels.](#)
- [Supprimer l'effet stroboscopique des LED.](#)
- [Former les charcutiers-traiteurs à la protéine végétale.](#)

- [Nettoyer la campagne.](#)
- [Nettoyer les abords de déchetteries.](#)
- [Rapporter ses mégots pour avoir le droit de racheter un paquet de cigarettes.](#)
- [Mettre en place les 25 actions pour le climat de l'OCDE.](#)
- [Placer les données d'observation de la Terre en open data.](#)
- [Réfléchir à une politique en faveur des animaux.](#)
- [Ne pas déployer la 5G.](#)

NOUVELLES NORMES ET TAXES

- [Promouvoir un TRIE \(taux de rentabilité interne environnemental\).](#)
- [Subordonner juridiquement, dans la Constitution, la défense de la liberté d'entreprendre et de la propriété privée à la défense de l'intérêt général.](#)
- [Condamner l'écocide, le crime contre la nature.](#)
- [Établir un droit des générations futures à disposer des ressources nécessaires à leurs existences.](#)
- [Imposer un nouveau cadre législatif pour encadrer et sécuriser les activités industrielles \(modifier la loi Essoc\).](#)
- [Mettre fin à l'obsolescence programmée et taxer les produits les moins réparables.](#)
- [Mettre en place l'irrecevabilité des propositions de lois non écologiques.](#)
- [Interdire toutes les nouvelles constructions sur un site naturel.](#)
- [Faire participer les bénéficiaires de l'assurance chômage et du RSA aux actions écologiques non rentables financièrement.](#)
- [Créer une plateforme publique, canal obligatoire et exclusif de transmission de documents des lobbys aux parlementaires.](#)
- [Créer des lois et s'attaquer courageusement aux lobbys.](#)
- [Rendre une taxe carbone acceptable.](#)
- [Créer une taxe sur les obstacles à la continuité écologique.](#)
- [Remplacer la TVA par une Taxe sur le Carbone Ajouté.](#)
- [Déterminer des quotas maximum d'eau et électricité et surtaxer les ménages en surplus.](#)

ORGANISATION

- [Ne pas privatiser les barrages hydrauliques.](#)
- [Ouvrir des espaces publics de télétravail.](#)
- [Décloisonner les politiques sectorielles et conditionner les aides publiques à l'urgence climatique.](#)
- [Créer une entité administrative en charge de supprimer les règles fiscales qui encouragent les émissions de GES.](#)
- [Identifier et adopter les "bonnes pratiques".](#)
- [Inclure systématiquement dans les appels d'offres de marchés publics une demande de prise en compte des enjeux environnementaux.](#)
- [Travailler sur les dysfonctionnements mis en évidence par le HCC.](#)
- [S'appuyer sur les sciences du comportement pour motiver et maintenir le changement.](#)
- [Réaliser d'un bilan carbone des grandes institutions françaises et lancer un plan de réduction des GES pour chacun d'entre elles.](#)
- [Demander à l'Etat de déclarer l'état d'urgence climatique.](#)
- [Prioriser les solutions présentant les meilleurs rapports efficacité/coût.](#)
- [Revoir le système de franchise pour qu'il arrête de pousser à la surconsommation.](#)
- [Créer un "budget carbone" pour chaque citoyen.](#)
- [Continuer de favoriser les propositions individuelles.](#)
- [Placer l'effondrement de la biodiversité au coeur des stratégies d'atténuation et d'adaptation.](#)

PUBLICITÉ

- [Interdire désormais toutes les publicités pour les voitures individuelles, à l'instar du tabac et de l'alcool.](#)
- [Distribuer des autocollants « oui pub » et considérer par défaut toutes les autres boîtes à lettres sans autocollant comme un « stop pub ».](#)
- [Interdire la publicité et les incitations à consommer.](#)
- [Interdire les panneaux publicitaires numériques.](#)
- [Créer un indicateur d'impact écologique pour chaque produit avec 4 critères : masse extraite, distance parcourue, durée de vie et taux de recyclage.](#)

RECHERCHE

- [Créer un concours pour découvrir des solutions de puits de carbone artificiels.](#)
- [Ré-orienter la recherche publique.](#)
- [Améliorer le stockage des énergies renouvelables.](#)
- [Trouver une nouvelle source d'énergie viable et bon marché.](#)
- [Lancer un programme de séquestration écologique.](#)
- [Editer un rapport d'experts transdisciplinaires sur le mix énergétique du futur.](#)

RECYCLAGE

- [Réduire le gaspillage.](#)
- [Transformer les déchetteries en centres de recyclage.](#)
- [Uniformiser les modes de tri.](#)
- [Interdire les sacs de ramassage d'excréments canins en plastique.](#)
- [Arrêter d'utiliser des plastiques.](#)

TRANSFORMATION GLOBALE

- [Organiser la décroissance volontaire.](#)
- [Encourager et faciliter l'accès à des modes de vie alternatifs plus respectueux de l'environnement.](#)
- [Subordonner les dimensions économique et sociale à la dimension écologique.](#)
- [Faire travailler artistes, poètes, écrivains, philosophes sur un nouvel imaginaire de société.](#)
- [Ne pas craindre d'imposer des garde-fous à l'activité humaine.](#)
- [Agir pour augmenter le bonheur et pas le PIB.](#)
- [Préparer le territoire aux cataclysmes futurs.](#)
- [Faire en sorte que la société aille au-delà du consumérisme.](#)
- [Restreindre le droit de propriété.](#)
- [Arrêter de tout baser sur la croissance.](#)
- [Faire resurgir les "Communs".](#)
- [Privilégier des renoncements choisis plutôt qu'imposés par les dérèglements climatiques.](#)
- [Changer les comportements individuels.](#)
- [Penser en priorité à nos enfants.](#)
- [Ne pas contraindre ce qui peut être incité.](#)
- [Se nourrir d'autres cultures pour modifier notre rapport avec la nature.](#)
- [S'inspirer de la ZAD de Notre Dame des Landes.](#)
- [Travailler plus pour résoudre la crise climatique.](#)
- [Boycotter la Coupe du monde de football qui aura lieu au Qatar en 2022.](#)
- [Réduire les manifestations sportives, commerciales et culturelles.](#)

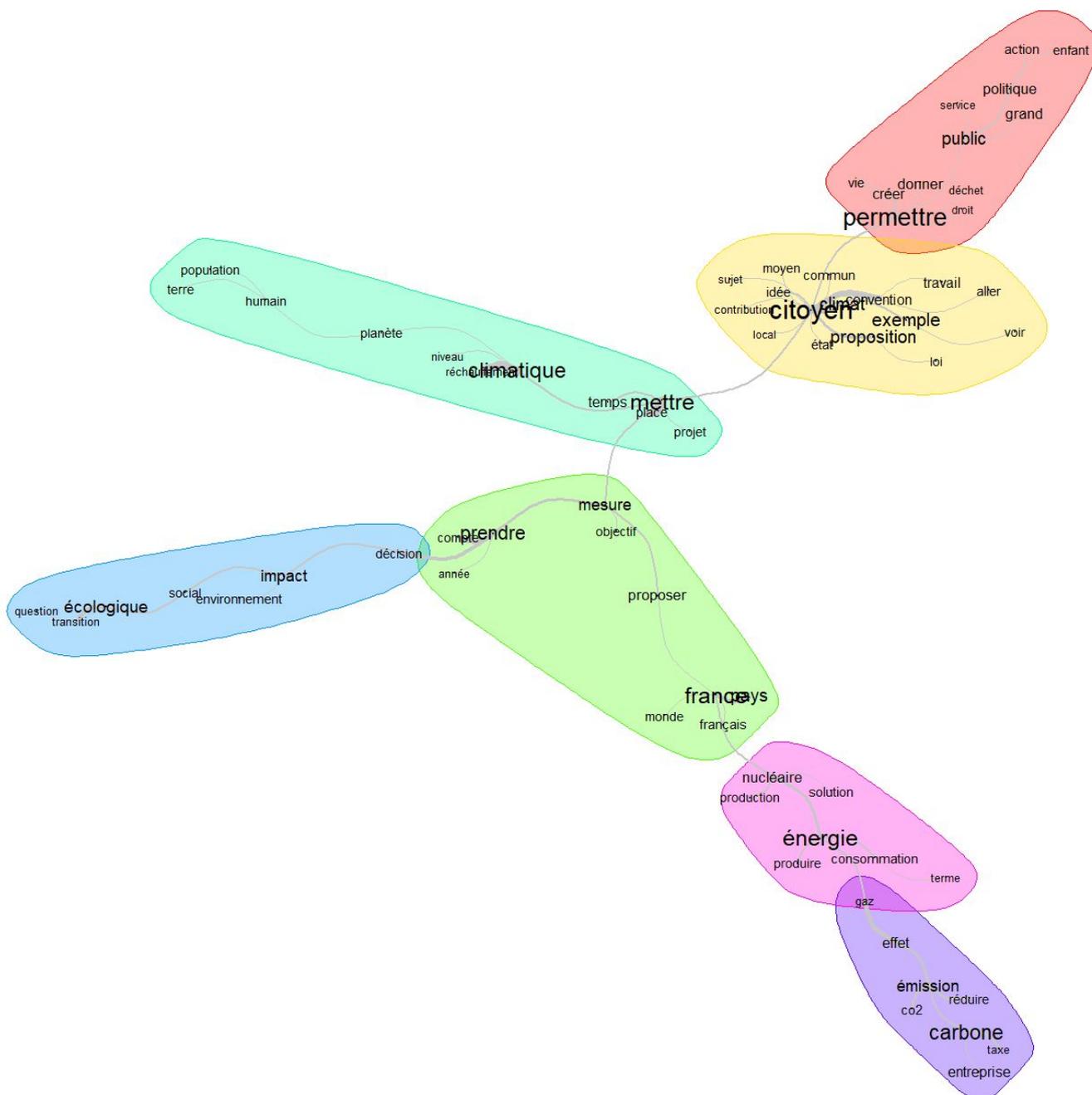
TRANSPORTS

- [Développer le ferroutage.](#)
- [Créer une plateforme \(nationale ou européenne\) unique de fret.](#)
- [Réaliser le projet de canal à grand gabarit entre le Rhône et le Rhin pour réduire très fortement la part du transport routier sur l'axe très fréquenté Nord Sud Europe.](#)
- [Taxer le transit routier international, et notamment les camions qui ne font que traverser la France pour relier d'autres pays d'Europe.](#)
- [Afficher d'abord sur les pompes à essence le CO2 qui sera généré avant la consommation au kilomètre.](#)

VEGETAL

- [Inciter citoyens et agriculteurs à reboiser la France.](#)
- [Récompenser l'inexploitation de la terre pour protéger des terrains de l'activité humaine.](#)
- [Végétaliser les cours d'école.](#)

Ce second graphique sous forme de "schéma de co-occurrence" montre quels mots ont été les plus associés parmi les 54 mots les plus fréquents. Les couleurs sont aléatoires mais les mots sont reliés dans de grands ensembles à travers des nœuds dont découlent des associations d'idées. Plus les lignes entre elles sont épaisses, plus les mots sont liés dans les contributions.



26 contributions d'organisations présentées par leur résumé



Création monétaire versus auto-endettement (adox.io SAS Ingénierie numérique, économique et écologique)

Nous présentons ici la véritable affaire du siècle avec une solution clé en main. Pour s'attaquer au problème climatique avec efficacité, il est prérequis de résoudre le dilemme "liberté ET égalité" pour tous les humains sur Terre. Or les outils numériques nous offrent cette possibilité, en particulier en autorisant un auto-endettement via une monnaie numérique citoyenne mondiale. Ne boudons pas cette opportunité et n'ayons pas l'arrogance de la dénigrer sous prétexte que ce serait trop facile. Elle se passe du politique dans sa mise en oeuvre mais elle a besoin du politique pour diffuser la connaissance de ses avantages.



Campacity pour (re)lier villes et villages (Campacity pour Re-lier villes et villages)

L'association Campacity propose de renouer un lien entre urbains et ruraux selon le concept des jumelages pour un nouvel équilibre des territoires et l'évolution des systèmes alimentaires. Elle associe collectivités, entreprises, associations et citoyens. Une phrase d'Edgar Morin résume notre action:
« Votre initiative a le mérite de lier la revitalisation des villages à la détoxification des villes »



Formation en urgence des citoyens sur le dérèglement climatique (Citoyens pour le Climat)

Le président Macron a indiqué le 17 janvier que les citoyens étaient informés de l'urgence climatique et qu'ils n'étaient pas forcément prêts à faire des efforts. Ne croyez-vous pas que les citoyens ne sont pas informés justement. Avez-vous appris des choses avec les experts et les scientifiques au début de cette convention, avez-vous compris l'urgence ? Il me semble que oui.

Pour que les propositions de la convention soient adoptées et acceptées, la première chose à faire est d'informer les citoyens. Cette information doit évidemment s'appuyer sur les rapports du GIEC. Il faut que ce soit une vulgarisation scientifique expliquant l'urgence et les ordres de grandeurs. Cette information doit être délivrée à tous nos concitoyens.

PAS DE LOGO
DISPONIBLE

L'arrêt anticipé de Fessenheim = augmentation des émissions de GES - Info à communiquer d'urgence à la Commission (Collectif d'anciens du nucléaire)

De facto, la fermeture anticipée de la centrale nucléaire de Fessenheim est inscrite dans la loi "Transition énergétique pour une croissance verte". Sans autre justification que son âge qui en font la première victime d'une chasse aux sorcières voulue par de sombres tractations électorales.

Le premier réacteur sera arrêté définitivement le 22 février 2020, c'est à dire demain.

Le "Collectif d'anciens du nucléaire" a bien noté que la Convention citoyenne ne devait négliger aucun des sujets susceptibles d'être en lien avec l'objectif qui lui est donné par le Président de la République : proposer des idées permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Chiche Monsieur le Président, avec cette proposition de différer de une année cette fermeture jusqu'au démarrage de l'EPR de Flamanville. Ce qu'une loi a fait, une autre loi peut le de défaire !...

PAS DE LOGO
DISPONIBLE

Pensons à produire sans émissions de CO2 (Collectif d'ingénieurs soucieux du climat)

Selon les experts du GIEC, en l'absence durable de moyens de stockage de masse de l'électricité, le nucléaire sera la seule énergie capable dans les décennies à venir de contribuer à la diminution des émissions de gaz à effet de serre en produisant une électricité « bas carbone », de façon sûre et dans des conditions économiques satisfaisantes, répondant à tout instant aux besoins de l'humanité.

Après l'examen de la situation de la production de l'électricité dans notre pays et en Europe, le choix du nucléaire s'impose. En conséquence, notre Collectif propose à l'examen de la Convention citoyenne pour le Climat quatre actions qui permettront à la filière électronucléaire de contribuer dans la durée à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Comité 21



Contribution du Comité 21 - la "Grande Transformation" (Comité 21)

Ces propositions contribuent à ce que le Comité 21 appelle la « Grande Transformation » (voir son dernier rapport), la refonte complète de notre système économique et sociétal, fondé sur la mesure de l'impact des activités humaines dans un souci de justice sociale.

Elles consistent à donner au carbone un prix qui permette de changer la donne économique vers une autre société, tout en refondant notre système démocratique, qui doit être plus soucieux du long terme, avec une loi sur l'économie de la fonctionnalité, un plan d'investissement uniquement dédié à la transformation écologique, et un revenu minimal qui tienne compte de nos nouvelles conditions climatiques et sociétales.

Garantir aux consommateurs une information transparente et accessible sur les produits écologiquement et socialement exigeants (Commerce Equitable France)



La labélisation des produits qui se revendiquent équitables ou durables, avec des audits indépendants et des contrôles par tiers partie, est incontournable pour garantir la crédibilité des pratiques environnementalement et socialement responsables des entreprises auprès des consommateurs.

Or la loi actuelle qui définit le commerce équitable n'impose pas aux entreprises se réclamant de pratiques de commerce équitable de faire la preuve de leurs engagements et pratiques avec un label ! Il faut la renforcer pour assurer aux consommateurs une information transparente et des garanties exigeantes.

Pour un agenda national et européen du numérique responsable (Conseil national du numérique)



Actuellement, le numérique contribue au dérèglement climatique, et ce, à une échelle inquiétante. Les membres du CNNum proposent donc que la Convention citoyenne pour le climat prenne en considération le sujet du numérique et de l'environnement. Il devient urgent de construire une convergence de la transition numérique avec la transition écologique afin que celle-ci soit à la fois au service de l'humanité et de l'environnement. Dans ce contexte, une feuille de route sur le numérique et l'environnement est co-produite avec plus d'une trentaine d'institutions contributrices, dans la continuité du livre blanc « Numérique et environnement - Faire de la transition numérique un accélérateur de la transition écologique » de mars 2018. L'objectif est de porter, au niveau européen, des propositions pour un numérique responsable c'est-à-dire durable et au service de la transition écologique et solidaire.

La feuille de route sera remise au premier semestre 2020 et comprendra trois volets :

- Réduire l'empreinte environnementale du numérique afin de créer un numérique durable en allant plus loin que l'Accord de Paris pour atteindre zéro émission nette et en réduisant par quatre l'impact environnemental du numérique d'ici à 2030 ;
- Faire du numérique un levier de la transition écologique et solidaire c'est-à-dire le mettre au service des objectifs de développement durable (ODD) ;
- Utiliser une boîte à outils d'actions transversales, préalables, continues et évolutives dans le temps pour parvenir à la réalisation d'un numérique responsable.

Démographie et émissions de CO2 (Démographie Responsable)



De toutes les mesures étudiées pour limiter le réchauffement climatique, paradoxalement la plus efficace semble absente des débats. On évoque le plus souvent, et pêle-mêle, la diminution du transport aérien, du trafic automobile, du chauffage domestique ou de l'alimentation carnée, etc. Or, si toutes ces recommandations sont nécessaires, comme l'avait popularisé un tweet de l'AFP d'octobre 2018, et qui reprenait les résultats d'une étude scientifique, le geste le plus efficace sur le plan environnemental serait d'avoir un enfant en moins.

En conséquence, et en plus des prescriptions citées plus haut, il conviendrait d'une part d'alerter l'opinion publique française sur l'importance du facteur démographique afin que chacun puisse y réfléchir et d'autre part d'inciter les pouvoirs publics à cesser de subventionner la natalité au-delà de deux enfants (ce qui constitue le seuil de renouvellement), sans effet rétroactif sur les droits déjà acquis.

PAS DE LOGO
DISPONIBLE

RUN pour le CLIMAT (EKWEE, think tank, association Loi 1901)

""RUN pour le CLIMAT"", acronyme de Revenu Universel Numérique pour le climat, est un projet issu de la société civile, conçu par le groupe de réflexion EKWEE, think tank fonctionnant en toute indépendance idéologique et financière.

Le ""RUN pour le climat"" est un revenu mensuel d'un montant équivalent à 100€ par personne, attribué sans condition, soumis à l'impôt et aux cotisations sociales.

Ainsi un foyer de 4 personnes percevra-t-il 400 euros chaque mois.

Concrètement, ce montant utilisable à partir du compte ""EKWEE"" sur lequel il est versé, est exclusivement dédié à l'achat de produits éco-certifiés, via la plateforme numérique ad hoc, qui en permet le fléchage.

Le fléchage des produits est techniquement rendu possible par une monnaie digitale transitoire intermédiaire, interne à la plateforme : l'EKWEE, sur un principe de parité, 1 EURO = 1 EKWEE.

Le foyer reçoit des euros, dépenses des euros, mais la conversion digitale interne à la plateforme, transitoire et transparente pour l'utilisateur, oriente obligatoirement l'achat vers des produits respectueux de l'environnement (éco-certifiés).

L'objectif du ""RUN pour le climat"" consiste à soutenir l'économie réelle par un complément de pouvoir d'achat des ménages orientant alors leur consommation vers des produits à faible empreinte carbone, incitant du même coup les entreprises à produire de façon plus respectueuse de l'environnement, celles-ci étant assurées de disposer d'un potentiel de chiffre d'affaires élargi.

En phase d'initialisation, le montant annuel injecté pour la France serait de 80 milliards d'euros (base 67 millions d'habitants).

Ce montant s'inscrit aisément et durablement dans l'épure budgétaire du ""pacte vert"" annoncé par Madame Ursula von der Leyen, Présidente de la Commission européenne, dans la cadre d'un dispositif étendu à terme à l'ensemble des pays de l'UE.

Outre l'impact social permettant de soutenir le quotidien du quintile le plus démuné de la population, le ""Revenu Universel Numérique pour le climat"" permet d'ouvrir immédiatement et massivement la voie sur le long terme d'une production et d'une consommation éco-responsables, d'assurer les fruits d'une croissance mieux partagée (de l'ordre de 2,0% vs 1,2% prévus pour 2020), et constitue un chemin d'exemplarité pour l'Europe et la communauté internationale.

Le think tank EKWEE serait très honoré de présenter à la Commission Citoyenne pour le Climat du CESE ses travaux relatifs au ""Revenu Universel Numérique pour le climat"".

Contact : Alain SCHOTT (coordonnées personnelles sur demande à la plateforme Contribuez)



Changer de système pour sauver le climat (Europe Ecologie - Les Verts)

Pour sauver le climat, tout doit changer : modes de production, de déplacements, de consommation, d'habitation, la place de l'économie, les rapports entre les Etats.

La Convention citoyenne pour le climat est une innovation démocratique nécessaire car la transition écologique ne se fera pas sans la transition démocratique.

Face à l'urgence climatique, nous devons être inventifs, alliant solutions globales et appui aux alternatives locales. Cette contribution transverse d'Europe Ecologie - Les Verts propose d'enrichir le débat des membres de la Convention dont les travaux sont attendus avec impatience.

PAS DE LOGO
DISPONIBLE

RAPPELS ET CONSEILS DE DERNIÈRE HEURE ... avant que les 150 valeureux Intervenants tirés au sort ne perdent le contrôle des opérations et les bénéfices (FACE - la créativité FACE au chômage)

Il est rare que les Dirigeants d'un Pays proposent aux Citoyens de participer directement et très activement à un travail de réflexion et de recherche de solutions pour décider des orientations futures face à une difficulté à surmonter ensemble.

Les premiers signaux révélés par cette initiative de ""Convention citoyenne"" sont surprenants, car très courageux et très positifs : tirage au sort de 150 Citoyens de tous âges, toutes conditions, toutes régions, tous niveaux, etc ... liberté de consulter des experts et des intervenants extérieurs ... engagement de transparence ... et enfin, engagement pris par le Président de la République lui-même de donner des SUITES effectives à cette initiative.

La Question : pourquoi ""expérimenter"" ainsi face à des objectifs qui se révéleront impossibles à atteindre ?

Vos Conclusions devraient empêcher que les initiateurs puissent démontrer ainsi l'inutilité d'une telle Ouverture citoyenne : en effet, si nos décideurs avaient pris l'initiative d'organiser une Convention citoyenne pour des objectifs plus facile à cerner ... ""quelles solutions alternatives pour lutter contre le chômage ... pour traiter notre problème des Migrants ... pour assainir le monde politique"" les résultats auraient été plus éclairants et beaucoup plus convaincants.

Nous vous suggérons donc de rester très attentifs aux influences de dernière heure, lors de la mise en forme et de la présentation de vos travaux ... et des SUITES EFFECTIVES qui leur seront données.

PAS DE LOGO
DISPONIBLE

Contribution en faveur des économies d'énergie et de la chaleur renouvelable à coûts collectifs maîtrisés (FEDENE - Fédérations des services énergie environnement)

La Convention citoyenne pour le climat constitue une initiative innovante pour partager de façon concrète et factuelle un enjeu sociétal aujourd'hui majeur, qui doit dépasser les intérêts individuels et corporatistes et pour y trouver une réponse collective : le changement climatique pour lequel la transition énergétique est une des principales composantes. En effet pour mobiliser largement et consentir les efforts nécessaires, il semble indispensable de partager largement le diagnostic, les orientations et les moyens qui sont affectés à cette stratégie.

Les entreprises de services énergétiques, réunies au sein de la FEDENE, proposent des solutions concrètes qui répondent à ces objectifs, dans deux domaines qui portent les grands enjeux de décarbonation de notre énergie : les économies d'énergies, dans tous les bâtiments et la substitution d'énergies renouvelables aux énergies fossiles dans le domaine thermique qui représente près de la moitié de nos consommations. Nos adhérents ont donc une expérience concrète des projets qui contribuent à l'atteinte de ces objectifs.

Les propositions de la FEDENE

Sur la base des expériences concrètes de ses adhérents qui contribuent au quotidien au développement de solutions de transition énergétique, ce document a pour ambition de proposer des pistes d'actions avec un message central : Il existe des actions performantes d'un point de vue économique et environnemental qui peuvent être déployées sans attendre pour infléchir la courbe de la Transition énergétique. En outre ces actions, équilibrées financièrement avec un niveau d'aide optimal, ont des retombées locales immédiates, économiques et en termes d'emplois, qui en font au niveau macroéconomique un outil de relance très efficace dans une logique d'économie circulaire.

- Axe 1 : Décarboner le mix énergétique Français en s'appuyant sur les 2 filières les plus efficaces économiquement : la chaleur et le froid renouvelables et la rénovation technique et comportementale des bâtiments
- Axe 2 : Maintenir la trajectoire d'une Contribution Climat Energie (CCE), qui doit être expliquée, compensée et affectée, afin d'être acceptée
- Axe 3 : Réviser les dispositifs d'aides selon le principe du meilleur rapport « coût efficacité » (€/tonne CO2 économisée), pour rendre les projets attractifs pour les clients finaux (ménages, entreprise collectivités)
- Axe 4 : Transformer les objectifs de la transition énergétique en projet de croissance verte et d'emplois dans les territoires
- Axe 5 : Répondre aux enjeux environnementaux et de santé publique par une politique énergétique « propre »
- Axe 6 : Développer la gestion déléguée de services publics, pour en améliorer l'efficacité, sans peser sur les finances publiques.

FP2E LES ENTREPRISES
de l'eau

Contribution de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (Fédération des Entreprises de l'eau)

Assurer un approvisionnement sécurisé en eau potable aux 2/3 des Français, en continu, et un assainissement performant à plus d'1 français sur deux est un enjeu quotidien pour les entreprises de l'eau. Pour ce faire, elles effectuent en France plus de 9 millions d'analyses annuellement pour contrôler la qualité de l'eau du robinet. Ainsi, l'eau distribuée chaque jour par les entreprises présente une qualité conforme en permanence pour plus de 99% des consommateurs.

La rareté de la ressource, la lutte contre les micropolluants, la limitation des effets du changement climatique, l'accès pour tous à une eau de bonne qualité sont parmi les défis qui se posent aux autorités

publiques, aux entreprises de l'eau, mais également aux utilisateurs agricoles et industriels, pour lesquels la disponibilité de la ressource est désormais une question stratégique.

Face à ces défis, les adhérents de la FP2E mettent leurs savoir-faire et les meilleures pratiques au service des territoires afin d'adapter les services publics d'eau aux effets directs du changement climatique et les inscrire dans une logique d'économie durable et circulaire.

Toutefois la réponse à ces défis requiert un effort collectif basé sur une bonne coordination des politiques sectorielles (agriculture, énergie, valorisation des déchets, urbanisme, biodiversité, gestion des risques).

Sur la base de leur expérience de terrain et de leur capacité à diffuser l'innovation au sein des collectivités locales, les entreprises de l'eau formulent 8 propositions pour relever les défis de l'eau.



Pour un développement écologique de la plasturgie (GREEN PLASTURGIE)

La plasturgie est aujourd'hui une filière qui représente près de 3300 entreprises pour 120 000 salariés. Le secteur de l'emballage plastique concerne près de 1/4 de ces entreprises.

La prise de conscience mondiale relative à l'effet de serre et la pollution a amené les médias et les pouvoirs publics à mettre en lumière la pollution notamment maritime (même si elle est d'abord terrestre) par les déchets plastiques.

Si le constat sur l'état de cette pollution par les plastiques (et micro et nano plastiques) ne peut être contesté, il est toutefois nécessaire de se pencher sur les causes de cette pollution et les solutions qui peuvent être apportées.

GREEN PLASTURGIE soumet à la convention quelques pistes qui pourraient faire consensus entre des ONG de défense de l'environnement et des industriels pour permettre de combattre au niveau national la pollution plastique tout en préservant l'emploi et le développement économique des entreprises concernées.



Contributions Transversales Greenfish (Greenfish)

Les entreprises ont un impact gigantesque et souvent néfaste sur la biodiversité, sur laquelle repose pourtant nos activités et nos sociétés. Aujourd'hui, trop peu de réglementations contraignent les entreprises à agir pour la protection ou la restauration des écosystèmes. Il est donc nécessaire de mettre en place un cadre normatif précis ainsi qu'un ou des indicateurs objectifs et rigoureux permettant l'évaluation des impacts d'une activité sur la biodiversité. Par ailleurs, il serait souhaitable de créer un organisme indépendant de vérification des informations publiées par les entreprises, à l'image de l'Inspection du travail par exemple. Des sanctions pourraient ainsi être infligées aux entreprises dont le reporting serait manquant ou frauduleux. De plus, un travail de communication est nécessaire pour sensibiliser le grand public mais aussi les entreprises aux enjeux de la biodiversité. Enfin, il est essentiel que la France reconnaisse le crime d'écocide et condamne judiciairement les acteurs se rendant coupables de destruction de la biodiversité.



10 idées pour le climat - Contribution de la République En Marche (La République En Marche)

L'urgence climatique et écologique est là. Pour y répondre, de nombreuses actions ont été engagées depuis 2017 : la France est le premier pays du monde à interdire l'exploitation et l'exploration des hydrocarbures, à supprimer tous les plastiques à usage unique d'ici 2040. Elle s'est engagée à fermer ses centrales à charbon d'ici 2022 et l'agriculture bio aura doublé sa surface en 2022. Au niveau européen, c'est à notre pays que l'on devra la Banque du Climat, le Green Deal, l'interdiction complète des néonicotinoïdes "tueurs d'abeilles". Elle est enfin le premier pays à mettre en place une assemblée citoyenne sur le climat : la vôtre.

Mais pour être à la hauteur de l'enjeu, il est indispensable d'aller plus loin. Ce n'est pas seulement d'ambition dont nous avons besoin : il nous faut dépasser la méfiance et la désinformation qui paralysent une partie du pays et freinent nos progrès collectifs.

Nous mesurons la difficulté de votre tâche. Afin de contribuer à votre travail, nous avons demandé à nos adhérents de faire remonter leurs idées. Nous vous soumettons les 10 pistes les plus représentatives et ambitieuses : nous espérons qu'elles vous inspireront et nous les travaillerons de notre côté avec nos adhérents !

Vous avez notre confiance.

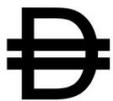


Accompagner tous les acteurs, publics comme privés, pour mener la transition écologique de la France (Les Entreprises du Paysage)

A la suite du Grand Débat, le Président de la République a lancé la Convention Citoyenne pour le Climat, avec la volonté de consulter 150 Français pour proposer des mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Dans ce cadre, l'Union Nationale des Entreprises du Paysage (Unep) – qui représente les 29 100 entreprises consacrées à la création, à l'entretien et à l'aménagement de jardins et d'espaces paysagers – émet ses propositions. Elles sont issues de l'expérience de terrain de ses membres et des réflexions engagées avec son Observatoire des Villes Vertes, qui recense, évalue et promeut les bonnes pratiques en ville. Dotée d'une bonne connaissance des problématiques environnementales et climatiques, l'Unep est légitime à prendre la parole sur les thèmes de la transition écologique et de la fiscalité.

En raison de ses nombreux bienfaits, la nature en ville participe à la santé publique, au bien-être des populations, et au lien social. Ainsi, elle contribue à rafraîchir l'atmosphère en période de forte chaleur, stocke le dioxyde de carbone, filtre les composés organiques volatils, et limite les risques d'inondation en favorisant l'infiltration des eaux pluviales. Elle offre donc aux territoires une plus grande résilience tout en générant de conséquentes économies. En outre, elle participe à l'attractivité des territoires, en générant des recettes fiscales, touristiques et commerciales.

La préservation de l'environnement est l'affaire de tous : citoyens, entreprises, collectivités. A chaque strate, des solutions existent, ou doivent être pensées, pour accompagner la transition écologique sur tous les territoires.



Une Convention Citoyenne pour la Monnaie ? (MONNAIE DEMOCRATIQUE FRANCE)

Quel est le niveau de savoir et de compréhension générale des 150 membres de la Convention au sujet de la monnaie ? Non pas des pièces et billets, mais de ce lien qui (re)lie au quotidien hommes, femmes, enfants, activités et tout le reste des acteurs de la société pour manger, s'habiller, investir, soutenir les transitions etc. Sont-ils en confiance et disposent-ils de suffisamment de visibilité sur l'ensemble-des-possibles, et l'ensemble-des-volontés citoyennes comme professionnelles, au sujet de la monnaie ? Non pas tant face à un taux de crédit particulier ou une politique budgétaire non conventionnelle, mais simplement quant aux conséquences systémiques de ces conventions justement ? Mesurent-ils l'ampleur des changements en cascade qu'entraînerait ne serait qu'une seule décision à l'égard d'une ou de plusieurs de ces règles qui régissent la création monétaire ? La monnaie est un langage commun, nous comprenons-nous suffisamment ?

"Savoir, vouloir, pouvoir, trois mots qui mènent le monde" Victor Hugo



Les 25 actions pour le climat de l'OCDE (OCDE)

Afin de promouvoir une transformation à grande échelle, l'OCDE (Organisation pour la Coopération et le Développement Économique) a préparé une liste de 25 actions. Elles concernent cinq secteurs (électricité, agriculture, industrie, transport, bâtiment) et cinq leviers d'action pour les politiques publiques : investir, réglementer, taxer et subventionner, donner l'exemple, informer et éduquer.

Pour réduire les émissions de gaz à effet de serre à la source, et affranchir notre monde des énergies fossiles, nous devons nous concentrer en priorité sur certains secteurs économiques. Cinq secteurs représentent à eux seuls jusqu'à 90 % des émissions, selon le GIEC : l'électricité (25%), l'agriculture (24%), l'industrie (21%), le transport (14%), et le bâtiment (6%).

L'activité humaine est la principale cause du changement climatique. Elle est aussi le point de départ de la solution.



L'eau, une ressource particulièrement vulnérable, mais un secteur riche de solutions (Partenariat Français pour l'Eau)

L'eau est une ressource essentielle à la vie et au développement de nos sociétés. Pourtant, cette ressource est soumise à une pression anthropique de plus en plus grande mettant en danger les populations, notamment les plus vulnérables, les écosystèmes et les activités humaines et elle est devenue la principale préoccupation des impacts dus au dérèglement climatique. De nombreuses solutions institutionnelles,

technologiques, économiques et sociales ont fait leurs preuves. Ces solutions venant d'acteurs de tous types (collectivités locales, décideurs et gestionnaires, entreprises, agriculteurs, ONGs, chercheurs, etc.) s'appuient sur des approches régionalisées. Notamment, renforcer le rôle des services publics d'eau potable et d'assainissement dans l'atténuation permettrait de réguler les flux d'énergie. Par ailleurs, face au dérèglement climatique, les actions d'adaptation doivent également être élaborées et mises en œuvre. L'eau est un vecteur de solutions (utilisation des écosystèmes aquatiques pour leur rôle régulateur, construction de réseaux d'adduction eau, mise en place de systèmes de traitement des eaux, etc.).



Transition énergétique : appel à la mise en œuvre d'un outil graphique, interactif et participatif pour permettre aux citoyens de s'informer, débattre (SU-ITE - Institut de la Transition environnementale de Sorbonne Université)

Il existe de nombreux modèles et de nombreux scénarios pour la transition énergétique : l'Ademe et RTE en produisent chaque année, Négawatt (association éponyme), Négatep (association « Sauvons le climat »), UFE, les Ecoles des Mines, l'Institut i-Tésé du CEA, etc., en réalisent également. Chacun a ses qualités, ses défauts et surtout repose sur des partis pris simplificateurs ou au contraire sur des choix de détails ou de données.

Il en résulte un paysage morcelé, qui favorise les guerres de chapelles, et complexifie la compréhension des dossiers pour les décideurs et les citoyens, et rend opaque les choix politiques puisqu'on ne connaît pas les arbitrages opérés entre ces scénarios.

Nous proposons la mise en œuvre d'un outil consensuel graphique, interactif et participatif, sur Internet, permettant aux citoyens de s'informer, débattre. Il permettra aux décideurs d'avoir ainsi une meilleure vision des consensus ou points de blocages.



Sondage Climat de l'association TaCa (TaCa - Agir pour le Climat)

En complément des travaux de cette convention, nous organisons un sondage climat en ligne, date limite de réponse dimanche 9 février.

Lien: <https://forms.gle/qqvEVYLGP1juUuR7>



Contribution de l'UDI à la Convention Citoyenne pour le Climat (Union des Démocrates et Indépendants - UDI)

Bonjour,

Nous sommes heureux de vous présenter notre Contribution à la Convention Citoyenne pour le Climat, disponible en PDF : <http://parti-udi.fr/contribution-de-ludi-a-la-convention-citoyenne-pour-le-climat/>.
L'équipe UDI.



Une Europe souveraine pour un avenir durable d'ici 2030 et contre le changement climatique (Union des fédéralistes européens France)

Résolution du Comité fédéral de l'Union des fédéralistes européens (UEF)

Adoptée par le Comité fédéral de l'UEF, 23-24 novembre 2019, Rome

L'Union européenne doit adopter et mettre en œuvre un plan fiable, avec des engagements contraignants, pour réduire drastiquement les émissions de CO2 dès que possible – progressant vers son objectif actuel de devenir « neutre en carbone » seulement en 2050 - et doit créer les conditions sociales et économiques pour rendre ce plan possible.

L'Union européenne devrait élaborer en 2020 un plan d'action de l'UE pour la mise en œuvre des ODD basé sur des plans d'action nationaux (et régionaux) existants.

Dans ce but, l'UEF soumet des propositions de politiques à intégrer dans le nouveau programme de la Commission européenne pour les 5 prochaines années et en particulier dans le package pour un New Deal Vert européen, en matière d'imposition, d'échange de droits d'émission de carbone, d'infrastructures, de financement, d'accords commerciaux, et de politiques agricoles et forestières communes.

L'UEF soumet à cet effet des propositions détaillées de gouvernance à mettre en œuvre dès que possible par des décisions des institutions compétentes de l'UE ou à intégrer dans les nouvelles réformes des traités de l'UE.

Liste des 123 organisations qui ont contribué au moins une fois sur la plateforme de la Convention Citoyenne pour le Climat

- Académie de l'Eau
- ACOZE France, Association des Conducteurs de véhicules Zéro Emission.
- Acteurs Régionaux du Développement Durable
- Actions pour l'écologie
- adox.io SAS Ingénierie numérique, économique et écologique
- Agir pour le Fluvial
- Annonay Com'Une Planète
- APAF internationale Association pour la Promotion des Arbres Fertilitaires
- APVF
- Association des Amis de la Déclaration Universelle des Droits de l'Humanité
- Association l'âge de faire
- Association LESA
- Association négaWatt
- Association Roya Expansion Nature
- Association Toxicologie-Chimie (ATC)
- Atelier citoyen d'Ile-de-France 2019 - Forum Vies Mobiles
- Auberge Nonque
- Axiom Team
- Bâtir le Renouveau Industriel sur la Démocratie et le Génie Ecologique
- Blue Steel
- Campacity pour Re-liaison villes et villages
- CFDT
- CGT
- Citoyens pour le Climat
- Coalition d'organisations de jeunes
- Coalition pour l'habitat léger
- Collectif d'anciens du nucléaire
- Collectif d'ingénieurs soucieux du climat
- COLLECTIF D'USAGERS « OUI AU TRAIN DE NUIT »
- collectif de scientifiques climat-environnement
- Collectif Plein La Vue
- collectifdeprofs
- Comité 21
- Comité d'orientation et de prospective du Forum Vies Mobile
- Commerce Équitable France
- Compte CO2
- Confédération Nationale des Associations Castors - CNAC
- Confédération paysanne
- Conseil National des Centres Commerciaux
- Conseil national du numérique
- Coordination nationale des Conseils de développement
- CRAP-Cahiers Pédagogiques
- Cyberacteurs
- Démographie Responsable
- Des associations et mouvements chrétiens du social et de la jeunesse
- E-coconut
- Eco-Tech Ceram
- EKWEE, think tank, association Loi 1901
- EnerCit'IF
- EnsAmBLE
- Equilibre des Energies - EdEn
- Europe Ecologie - Les Verts
- Extinction Rebellion
- FACE - la créativité FACE au chômage
- FédAc (fédération des accompagnateurs à l'autoproduction et à l'entraide dans le bâtiment)
- FEDENE - Fédérations des services énergie environnement
- Fédération des Entreprises de l'eau
- Fédération Française des Associations d'Utilisateurs de Véhicules Électriques
- Fédération Nationale de l'Aviation Marchande
- Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports (FNAUT)
- Fermes d'Avenir
- Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme
- Forum Vies Mobiles
- France gaz renouvelables
- France Nature Environnement
- Good Tech Lab
- Green Plasturgie
- GreenFish
- Halem France
- Initiative Rénovons !
- Les Jeunes avec Macron
- La Félix
- La République en Marche
- Le Vent se Lève
- Les Citoyens pour le Renouvellement de la Démocratie
- Les Entreprises du Paysage
- Les Greniers d'Abondance
- Lobby Climatique des Citoyens
- Maison du Développement Durable

- Maison du Développement Durable de Talence (33)
- MONNAIE DEMOCRATIQUE FRANCE
- Mouvement Français pour un Revenu de Base (MFRB)
- Murfy.fr
- Nature Rights
- Nesss - Nouvelle Economie + Soutenable + Sociale + Solidaire
- Notre Constitution Écologique
- OCDE
- Pacte civique
- PADES (Programme Autoproduction et Développement Social)
- Partenariat Français pour l'Eau
- Parti dit Zident
- Pays de Lorient en transition
- PIUFORTAVI SAS
- Place publique Haut-Rhin
- Plateforme de la Filière Automobile
- POLE-N
- Pour une autre PAC
- Réseau Action Climat
- Réseau eco événement - REEVE
- Réseau Entour'AGES (ABCD-Services)
- Sauvons le climat
- Secours Catholique-Caritas France
- Sénat Citoyen
- STAY GROUNDED - Rester sur Terre
- SU-ITE - Institut de la Transition environnementale de Sorbonne Université
- Sites et Monuments - SPPEF
- Société mondiale des Créateurs
- Sphère de vies, Sensibiliser à l'Évolution de la biodiversité et participer à la conservation de son potentiel
- Stay Grounded - Rester sur Terre
- sunshare.fr
- TaCa - Agir pour le Climat
- Total Direct Energie
- TOTAL S.A.
- Un Climat de Changement
- Union des Démocrates et Indépendants - UDI
- Union des fédéralistes européens France
- Union des transports publics et ferroviaires
- Unis pour la Planète - Think Tank
- Volt France

Les contributions complètes sont consultables sur la plateforme contribuez.conventioncitoyennepourleclimat.fr.